

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 3 juillet 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 27 juin 2025 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est réuni le jeudi 3 juillet 2025 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 18 - Pouvoirs : 12 - Votants : 30 - Absents : 3

Présents : Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - Mme LUDMANN - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - M. GAUDION - Mme DUBOIS - Mme DRILLON - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - M. GEOFFROY - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme PALIN SAINTE AGATHE à Mme ROBERT - M. REIGNAULT à M. GAUDUBOIS - M. CURTIL à Mme DUBOIS - Mme MAUPAS à Mme GORSE-CAILLOU - Mme GLASTRA à M. GAUDION - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à Mme LOISELEUR - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à Mme LUDMANN - Mme REYNAL à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - Mme BENOIST à M. GEOFFROY - **Absents :** M. DELACROY - M. DIEDRICH - Mme VALLER - **Secrétaire de séance :** M. GEOFFROY - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

N° 01 - Désignation du secrétaire de séance

Madame le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Conformément aux dispositions des articles L. 2121-15 et L. 2121-21 du code général des collectivités territoriales, il convient de procéder à la nomination du secrétaire de séance.

Il est d'usage de désigner le plus jeune membre présent du Conseil Municipal qui procédera ensuite à l'appel nominal des Conseillers Municipaux.

L'exposé entendu, **Madame le Maire a soumis au vote ce projet de délibération et le Conseil Municipal à main levée (à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal) et à l'unanimité,**

- a désigné Monsieur Rémi GEOFFROY secrétaire de séance.

Le Secrétaire de Séance
Rémi GEOFFROY



Le Maire
Pascal LOISELEUR

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 3 juillet 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 27 juin 2025 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est rassemblé le jeudi 3 juillet 2025 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 18 - Pouvoirs : 12 - Votants : 30 - Absents : 3

Présents : Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - Mme LUDMANN - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - M. GAUDION - Mme DUBOIS - Mme DRILLON - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - M. GEOFFROY - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme PALIN SAINTE AGATHE à Mme ROBERT - M. REIGNAULT à M. GAUDUBOIS - M. CURTIL à Mme DUBOIS - Mme MAUPAS à Mme GORSE-CAILLOU - Mme GLASTRA à M. GAUDION - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à Mme LOISELEUR - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à Mme LUDMANN - Mme REYNAL à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - Mme BENOIST à M. GEOFFROY - **Absents :** M. DELACROY - M. DIEDRICH - Mme VALLER - **Secrétaire de séance :** M. GEOFFROY - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

N° 02 - Adoption du procès-verbal de la séance du 5 juin 2025

Madame le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2121-23 et L. 2121-26,

Il convient de soumettre à l'approbation du Conseil Municipal l'adoption du procès-verbal de la réunion du jeudi 5 juin 2025, qui a été transmis dans le cadre de cette réunion.

L'exposé entendu, **Madame le Maire** a soumis au vote ce projet de délibération et **le Conseil Municipal** à main levée et à l'unanimité des suffrages exprimés (1 abstention : Mme DRILLON, absente lors de la séance) ;

- a adopté le procès-verbal de la séance du 5 juin 2025.


Le Secrétaire de Séance
Rémi GEOFFROY



Le Maire
Pascale LOISELEUR

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 3 juillet 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 27 juin 2025 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est réuni le jeudi 3 juillet 2025 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 18 - Pouvoirs : 12 - Votants : 30 - Absents : 3

Présents : Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - Mme LUDMANN - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - M. GAUDION - Mme DUBOIS - Mme DRILLON - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - M. GEOFFROY - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme PALIN SAINTE AGATHE à Mme ROBERT - M. REIGNAULT à M. GAUDUBOIS - M. CURTIL à Mme DUBOIS - Mme MAUPAS à Mme GORSE-CAILLOU - Mme GLASTRA à M. GAUDION - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à Mme LOISELEUR - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à Mme LUDMANN - Mme REYNAL à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - Mme BENOIST à M. GEOFFROY - **Absents :** M. DELACROY - M. DIEDRICH - Mme VALLER - **Secrétaire de séance :** M. GEOFFROY - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

N° 03 - Compte rendu des décisions du Maire prises en vertu de la délégation du Conseil Municipal en dates des 5 juillet 2020 et 16 décembre 2020

Madame le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 et suivants,

Vu la délibération n°7 du 5 juillet 2020 et la délibération n° 4 du 16 décembre 2020 portant délégations du Conseil Municipal consenties au Maire,

Considérant que le Maire de la commune peut recevoir délégation du Conseil Municipal afin d'être chargé, pour la durée de son mandat, de prendre un certain nombre de décisions,

Considérant que les décisions prises dans le cadre de ces délégations sont signées personnellement par le Maire, à charge pour lui d'en rendre compte au Conseil Municipal en application de l'article L.2122-23 du CGCT,

Considérant que Madame le Maire a l'honneur de rendre compte des décisions ci-dessous énumérées prises en application de la délégation et invite le Conseil Municipal à donner acte de cette communication.

Décisions 2025

120 du 30 avril : Convention de mise à disposition de l'Espace Saint Pierre afin que l'association « ADAIS » puisse y tenir l'exposition « SENLIS ART FAIR », pour une période de six jours à compter du lundi 5 mai 2025 au lundi 12 mai 2025. Recette : 1 490 €.

121 du 2 mai : Modification de la décision n° 190 du 13 juin 2024 portant sur la révision des tarifs de l'occupation du domaine public au 1er janvier 2025.

122 du 7 mai : Convention avec la Ville de Barbery pour l'utilisation de la piscine Yves Carlier par l'école élémentaire de la Ville de Barbery pour l'année scolaire 2024-2025. Recette : 49,50 €/séance selon les tarifs communaux en vigueur.

123 du 7 mai : Convention avec l'association Musical Jazzin'Time Association (60 Compiègne), dans le cadre d'une représentation musicale à la résidence autonomie Thomas Couture pour la journée du 14 mai 2025 de 14h00 à 16h00. Coût : 300 € TTC.

124 du 7 mai : Convention avec l'association Music'Anim (77 Meaux) dans le cadre d'une représentation musicale à la résidence autonomie Thomas Couture pour la journée du 21 juin 2025 de 14h30 à 16h30. Coût : 270 € TTC.

125 du 7 mai : Passation d'un contrat avec la société editrice DI'X (84 Avignon) pour l'utilisation, l'assistance et la maintenance du progiciel AVENIO gamme « AvenioPack » afin de permettre d'assurer la gestion des archives municipales pour une durée d'un an à compter de la notification soit le 7 mai. Il pourra être reconduit tacitement pour une durée d'un an, dans la limite de trois fois. Montant annuel de la prestation pour l'installation : 3 075 € HT soit 3 640 € TTC. Les prestations d'assistance et de maintenance seront facturées sur la base de 200 € HT par an et par poste.

126 du 12 mai : Demande de subvention auprès de l'Etat, dans le cadre de la convention pays d'art et d'histoire, pour la mise en œuvre d'un programme d'actions de médiation à l'échelle du territoire labellisé. Montant de la demande de subvention 9 000 €.

127 du 12 mai : Décision de ne pas user du « droit de préemption » pour les déclarations d'intention d'aliéner des biens suivants :

au titre du D.P.U. du secteur sauvegardé -
site patrimonial remarquable :

- 7 rue du Châtel
- 31 rue de Meaux
- 6 rue aux Coquilles
- 6 rue du Cimetière Saint Rieul
- 12 rue du Chat Haret
- 10 rue du Chat Haret
- 16 cours Bloutteville
- 1 rue de la Chancellerie

au titre du D.P.U. extra-muros :

- 5 place de la Longue Haie
- 25 rue de l'Hôtel Dieu des Marais
- 93 avenue Georges Clémenceau
- 24 rue de la Hallebarde
- Avenue Albert 1^{er}
- 7 avenue de Creil
- 20 rue de la Fontaine des Malades
- 20 rue du Vieux Chemin de Meaux
- 1 avenue du Poteau
- 3 rue Saint Lazare
- Rue du Vieux Chemin de Pont
- 22 clos du Chapitre

- 11 rue du Luxembourg
- 36 avenue du Maréchal Foch
- 8 rue de l'Hôtel Dieu des Marais
- 8 avenue d'Orion
- 33 avenue Albert 1^{er}
- 12 rue de la Boursaude
- 16 avenue du Haras
- 1 square du clos Saint Léonard
- 10 rue de Brichebay
- 65 rue Notre Dame de Bonsecours
- 89 rue des Jardiniers
- 10 place Saint Martin

128 du 12 mai : Convention avec la Ville de Fleurines pour l'utilisation de la piscine Yves Carlier par l'école élémentaire de la Ville de Fleurines pour l'année scolaire 2024-2025 - Recette : 49,50 €/séance selon les tarifs communaux en vigueur.

129 du 12 mai : Convention avec la Ville de Chamant pour l'utilisation de la piscine Yves Carlier par l'école élémentaire de la Ville de Chamant pour l'année scolaire 2024-2025 - Recette : 49,50 €/séance selon les tarifs communaux en vigueur.

130 du 12 mai : Passation d'un avenant au bail avec l'Inspection de l'Éducation Nationale de Senlis et la Direction départementale des Finances Publiques de l'Oise, pour la location d'un espace de bureaux sis 10 rue Saint-Péravi, destiné à accueillir l'Inspection de l'Éducation Nationale de la circonscription de Senlis. Ce bail est conclu pour une durée d'un an du 20 juin 2025 jusqu'au 19 juin 2026 - Loyer annuel : 5 020 € et 1 150 euros de charges par trimestre.

131 du 13 mai : Convention de partenariat avec l'association Au Tiers Lieu (60 Senlis) et l'association Vélo Oise (60 Senlis), dans le cadre de la programmation culturelle municipale, pour l'accueil et l'accompagnement de la Compagnie Les Forces Majeures, mercredi 14 mai et jeudi 15 mai 2025 midi au sein du Tiers Lieu au Quartier Ordener. Coût : 270 € TTC correspondant au repas pour 27 personnes de la Compagnie Les Forces Majeures, le 15 mai midi.

132 du 15 mai : Convention avec Madame Marion BOSSAVY, nouvelle intervenante (60 Bonneuil en Valois), dans le cadre d'intervention sur la résidence autonomie Thomas Couture afin d'y animer des ateliers mémoire, une fois par semaine de 14h à 15h30, pour la période du 20 mai 2025 au 31 décembre 2025. Coût : 70 € net par séance d'une heure et trente minutes.

133 du 16 mai : Annule et remplace la décision n° 347 du 5 novembre 2024 portant conclusion du marché subséquent n° 16 à l'accord-cadre n° 24/20 multi attributaires d'entretien courant des voiries et des réseaux communaux pour erreur matérielle - Aménagement de la rue du Haut de Villevert. Marché subséquent n° 16 relatif à l'aménagement de la rue du Haut de Villevert à Senlis conclu avec la société DEGAUCHY (60 Cnectancourt). Le calendrier prévisionnel des travaux est le suivant : Pour la 1ère partie « Renouvellement du réseau d'eau potable », les travaux débiteront par une période de préparation d'un mois du 13 janvier 2025 au 7 février 2025, ensuite les travaux dureront 12 semaines soit 3 mois. Le commencement des travaux prévisionnel est le 10 février 2025 soit une livraison de chantier le 2 mai 2025. Pour la 2ème partie « Aménagement de la voirie » les travaux débiteront par une période de préparation d'un mois du 7 avril 2025 au 2 mai 2025, ensuite les travaux dureront 12 semaines soit 3 mois. Le commencement des travaux prévisionnel est le 5 mai 2025 soit une livraison de chantier le 25 juillet 2025. Le montant total du marché est de 539 491,96 € HT soit 647 390,36 € TTC décomposé comme suit : Aménagement de la rue du Haut de Villevert : 328 867,55 € HT soit 394 641,06 € TTC, Renouvellement du réseau d'eau potable rue du Haut de Villevert : 190 721,30 € HT soit 228 865,56 € TTC et Chemisage sur le réseau d'eaux usées rue du Haut de Villevert : 19 903,11 € HT soit 23 883,74 € TTC.

134 du 16 mai : Marché public relatif aux travaux d'urgence de mise en place de protections des baies vitrées de « la Chapelle du Couvent des Carmes » avec la société TRECCANI ET FILS (95 Le Plessis Bouchard). Montant : 93 607,00 € HT soit 112 328,40 € TTC.

135 du 16 mai : Avenant à la décision n° 25 du 05 février 2019 portant convention avec l'artiste Clément BORDERIE (75 Paris), dans le cadre de la programmation de « Senlis un artiste » débutée en 2019. L'avenant concerne la modification de l'article 2 - Durée de la convention (prolongation de la résidence au parc écologique jusqu'au 30 juin 2026), la modification de l'article 5 - Conditions financières (versement d'un montant de 5 000 € pour l'achat de matériel d'exposition), la modification de l'article 7 - Médiation de l'exposition. Les autres articles restent inchangés.

136 du 16 mai : Convention de partenariat - spectacle en itinérance avec la Faïencerie (60 Creil), dans le cadre de la programmation de « Senlis fait son théâtre 2025 », pour une représentation de spectacle « L'art d'avoir toujours raison », le samedi 24 mai à 20h au sein du Prieuré Saint-Maurice. Coût : 1 700 € TTC ainsi que les collations des intervenants pour 6 personnes le vendredi 23 et le samedi 24 mai 2025.

137 du 19 mai : Convention de mise à disposition du Manège Ordener avec le collège de la Fontaine des Prés (60 Senlis) pour l'organisation d'une soirée de chants chorales avec le collège Albéric Magniard et l'association le Collegium de Senlis, le vendredi 23 mai 2025 soit de 9h à 23h.

138 du 19 mai : Annule et remplace la décision n° 2025/50 du marché public relatif aux travaux de menuiseries extérieures sur les annexes de l'ancienne gare de Senlis. Marché public relatif aux travaux de menuiseries extérieures sur les annexes de l'ancienne gare de Senlis conclu avec la société TRECCANI ET FILS (95 Le Plessis Bouchard). Le marché débute à compter de la notification soit le 19 mai 2025 et prend fin à l'achèvement des travaux, au plus tard le 31 août 2025 dans le respect du planning convenu avec la Ville. Montant du marché public : 96 475,00 € HT soit 115 770,00 € TTC.

139 du 19 mai : Renouvellement du contrat avec la société COGELEC SA (85 Mortagne-sur-Sèvre), pour la mise en place d'un dispositif d'accessoires connectés « Antenne Connect.IT » pour 25 accès au Quartier Ordener. Pour une durée d'un an à compter du 1er septembre 2025 jusqu'au 31 décembre 2025. Coût mensuel des prestations : 30,43 € HT soit 36,52 € TTC - Coût annuel : 365,16 € HT soit 438,19 € TTC.

140 du 19 mai : Acquisition d'un véhicule RENAULT type TRAFIC Evolution Bleu DCI 150 suite au marché public conclu avec la société GUEUDET ALLIANCE OISE RENAULT SAINT MAXIMIN (60 Saint Maximin). Prix du véhicule : 29 900,59 € HT soit 35 810,76 € TTC comprenant le certificat d'immatriculation pour un coût de 336 €.

141 du 19 mai : Acquisition d'un véhicule RENAULT type DUSTER JOURNEY TCE 130 4X4 suite au marché public conclu avec la société GUEUDET ALLIANCE OISE RENAULT SAINT MAXIMIN (60 Saint Maximin). Prix du véhicule : 32 814,26 € HT soit 39 175,76 € TTC comprenant le certificat d'immatriculation pour un coût de 253 €.

142 du 19 mai : Modification n° 1 (avenant) du marché public relatif à l'entretien, dépannage et remplacement des chaudières murales dans les bâtiments et logements communaux conclu avec la société CIEPIELA & BERTRANUC (60 Creil).
Les sites suivants sont supprimés de la décomposition du prix global et forfaitaire :

N° ligne	Sites	Désignation des équipements
4	Logement Val d'Aunette n°3 - Allée du Bois St Hubert	1 chaudière Chapée LUNA Flirt 2.24 CF de 2013
6	Résidence Brichebay - Communs (A) - avenue des Chevreuils	1 chaudière SAUNIER-DUVAL THEMA CLASSIC C25E
16	Musée des Spahis rue de Villevert	1 chaudière FRISQUET HYDROMOTRIX 45CS
20	Halte-garderie St Péravi rue St Péravi	1 chaudière Frisquet Hydromotrix ventouse avec cumulus intégré

Le nouveau montant pour la maintenance préventive est de 2 644,84 € HT soit 3 173,81 € TTC. par an, hors révision des prix.

143 du 19 mai : Modification n° 2 du marché public relatif à la location, acquisition, maintenance d'un parc de matériels d'impression multifonctions et fournitures de consommables spécifiques (hors papier) conclu avec la société KOESIO CENTRE EST (02 Bruyères et Lontberault). La durée de validité du marché public est prolongée jusqu'au 30 septembre 2025 inclus.

144 du 20 mai : Marché subséquent n° 11 à l'accord-cadre n° 24/20 relatif à la réfection partielle de la chaussée route d'Aumont conclu avec la société COLAS (60 Senlis). Montant du marché public : 51 761,84 € HT soit 62 114,21 € TTC.

145 du 20 mai : Convention de mise à disposition du Prieuré Saint Maurice afin que l'association « Conservatoire César Franck » puisse y tenir le concert de fin d'année de l'association, pour la période du dimanche 22 juin 2025, 9h au lundi 23 juin 2025, 13h. Convention à titre gracieux.

146 du 20 mai : Contrat avec la société SAS AGORASTORE (93 Montreuil) pour la fourniture de prestation de ventes aux enchères publiques en ligne. Le contrat est conclu pour une période d'un an à compter de la date de signature soit le 20 mai 2025 et sera renouvelé par tacite reconduction pour une durée maximum de 4 années. Les frais de mise en place du site dédié à la vente ainsi que la formation initiale à distance sont offerts et sont donc gratuits. Aucun autre frais n'intervient lors du processus de vente des biens pendant la durée du contrat. La société AGORASTORE se rémunérera sur les ventes réalisées auprès des futurs acheteurs à hauteur de 15 % sur le prix final de la vente et frais de dossier unitaire pour chaque vente de véhicule et d'équipement de 10 à 500 € en fonction du montant de la vente.

147 du 21 mai : Marché public relatif au feu d'artifice pour la fête nationale du 14 juillet des années 2025, 2026, 2027, 2028 conclu avec la société AS PRODUCTION (60 Senlis). Le marché public est passé à compter du 1er juin 2025 pour une période d'un an. Il pourra être reconduit tacitement pour une période annuelle, dans la limite de trois fois. Montant forfaitaire annuel de 8 333,33 € HT soit 10 000 € TTC.

- 148** du 22 mai : Convention de mise à disposition de l'Espace Saint Pierre afin que l'association « Comité international du Bien-être » puisse y tenir le salon estival du Bien-être et du bio, le samedi 14 et le dimanche 15 juin 2025. La convention est établie pour une période de huit jours à compter du mercredi 11 juin 2025 au lundi 16 juin 2025. Recette : 900 €.
- 149** du 23 mai : Contrat avec l'association Fond de Scène (95 Saint-Leu-la-Forêt), pour l'animation de 4 ateliers d'écriture adultes pour le second trimestre 2025, le samedi 11 octobre 2025 et le samedi 6 décembre 2025 de 9h30 à 12h et de 14h30 à 17h, à la Médiathèque Municipale de Senlis. Coût : 840 € TTC.
- 150** du 23 mai : Création de nouveaux tarifs pour de nouveaux articles pour les boutiques des musées
- 151** du 26 mai : Convention d'occupation du domaine privé communal avec l'Association « Diocésaine de Créteil » (94 Créteil) pour la mise à disposition du Centre Clémenceau afin d'y organiser une halte déjeuner, le mardi 17 juin 2025 de 12h à 14h. Recette : 60 € (30 € de l'heure).
- 152** du 26 mai : Contrat d'abonnement à la base documentaire « Légibase Etat Civil et Cimetières » avec la société BERGER LEVRAULT (92 Boulogne-Billancourt) pour le service Citoyenneté afin d'améliorer son expertise métier pour une durée de 3 ans. Montant annuel : 652 € HT soit 782 € TTC correspondant pour trois ans à 1 956 € HT soit 2 347,20 € TTC. Le droit d'entrée à la base documentaire est de 326 € HT soit 391,20 € TTC.
- 153** du 26 mai : Convention de tournage avec la société ITV Studios France (92 Boulogne-Billancourt), pour le tournage d'un documentaire de « Notre petite histoire de France », saison 2 - épisode sur Marie-Antoinette du 26 au 28 mai 2025 sur la commune de Senlis, conformément aux tarifs municipaux en vigueur. Recette : 2 147 €.
- 154** du 27 mai : Révision des tarifs communaux au 1er juillet 2025 (activités sportives, musées, bibliothèque, conservatoire, cimetière, Etat-civil, éducation, locations de salles, tournages de films, RPA, PAH et Jeunesse).
- 155** du 27 mai : Révision des tarifs de l'occupation du domaine public au 1er juillet 2025.
- 156** du 28 mai : Convention de mise à disposition du Parc du Château Royal et du Prieuré Saint Maurice afin que l'Association « La société des Amis du Musée de la Vènerie » (60 Senlis) puisse y tenir la manifestation (90 ans du Musée et de l'association), du vendredi 13 juin 2025 à 8h au samedi 14 juin 2025 à 22h. Recette : Selon les tarifs communaux en vigueur pour une journée d'occupation de vente en intérieur et en extérieur soit 12,50 € par exposant in intérieur et 0,25 € par ml en extérieur.
- 157** du 02 juin : Marché public relatif à la maîtrise d'œuvre pour la réalisation de travaux d'assainissement et le renouvellement du réseau d'eau potable de la ZAE jusqu'à la rue du Moulin Saint Etienne avec la société VERDI INGENIERIE CŒUR DE FRANCE (75 Paris 6ème). Le marché public comporte une partie forfaitaire et une partie à bons de commande, détaillées comme suit :
Partie A – Prestations à prix forfaitaire :- Phase 1 « Etudes préliminaires » pour un montant de 25 755 € HT soit 30 906 € TTC, - Phase 2 « Mission de maîtrise d'œuvre » : la rémunération prévisionnelle est de 65 868 € HT soit 79 041,60 € TTC. Le taux de rémunération est fixé à 3,992 %. Le total prévisionnel - Phase 1 « Etudes préliminaires » et phase 2 « Mission de maîtrise d'œuvre » est de 91 623 € HT soit 109 947,60 € TTC. Partie B : Prestations à prix unitaires : missions complémentaires demandées par le maître d'ouvrage pour un montant maximum de 30 000 € HT sur toute la durée du marché. Le marché public est conclu pour une période de quatre ans fermes à compter de la date de notification soit le 02 juin 2025. Les dépenses seront imputées à 25 % sur les crédits inscrits au budget eau et à 75 % au budget assainissement.
- 158** du 02 juin : Modification de la décision n° 154 du 27 mai 2025 pour la partie Jeunesse. Révision des tarifs communaux au 1er juillet 2025 (activités sportives, musées, bibliothèque, conservatoire, cimetière, Etat-civil, éducation, locations de salles, tournages de films, RPA, PAH et Jeunesse).
- 159** du 03 juin : Convention de mise à disposition du Manège Ordener afin que l'Office de Tourisme Chantilly-Senlis puisse y tenir l'Assemblée Générale de l'association, le jeudi 5 juin 2025, pour la période du mercredi 4 juin 2025 au vendredi 6 juin 2025. Convention à titre gracieux.

160 du 05 juin : Convention de mise à disposition de la Salle de l'Obélisque afin que l'association « Bien être aux Fours à Chaux » puisse y tenir une soirée anniversaire de l'association thème année 80, le samedi 2 août 2025, pour la période du samedi 2 août 2025 au dimanche 3 août 2025. Convention à titre gracieux.

161 du 05 juin : Convention de mise à disposition de la Salle de l'Obélisque afin que l'association « Bien être aux Fours à Chaux » puisse y tenir une soirée Halloween, le samedi 1er novembre 2025, pour la période du samedi 1er novembre 2025 au dimanche 2 novembre 2025. Convention à titre gracieux.

L'exposé entendu, **Madame le Maire** a soumis ce projet de délibération au **Conseil Municipal** qui a pris acte des décisions susvisées.



Le Secrétaire de Séance
Rémi GEOFFROY



Le Maire
Pascale LOISELEUR

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du 3 juillet 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 27 juin 2025 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est rassemblé le 03 juillet 2025 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 18 - Pouvoirs : 12 - Votants : 30 - Absents : 3

Présents : Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - Mme LUDMANN - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - M. GAUDION - Mme DUBOIS - Mme DRILLON - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - M. GEOFFROY - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme PALIN SAINTE AGATHE à Mme ROBERT - M. REIGNAULT à M. GAUDUBOIS - M. CURTIL à Mme DUBOIS - Mme MAUPAS à Mme GORSE-CAILLOU - Mme GLASTRA à M. GAUDION - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à Mme LOISELEUR - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à Mme LUDMANN - Mme REYNAL à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - Mme BENOIST à M. GEOFFROY - **Absents :** M. DELACROY - M. DIEDRICH - Mme VALLER - **Secrétaire de séance :** M. GEOFFROY - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

N° 04 - Désignation d'un nouveau membre au sein des Commissions Municipales

Madame le Maire expose :

Considérant l'article L. 2121-22 du code général des collectivités territoriales prévoyant la création de commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil municipal,

Considérant que le Maire est président de droit des commissions municipales et que les différentes commissions municipales doivent être composées de façon à respecter le principe de la représentation proportionnelle, il appartient au conseil municipal de rechercher la pondération qui reflète le plus fidèlement possible la composition politique de son assemblée ; chacune des tendances représentées devant pouvoir disposer au moins d'un représentant,

Vu la délibération n° 8 du 5 juillet 2020 portant sur la création et désignation des membres du Conseil Municipal pour les commissions municipales,

Vu la lettre transmise par Monsieur Bernard FLEURETTE, portant démission de ses fonctions de conseiller municipal, datée du 16 juin 2025 et enregistrée par nos services le 17 juin 2025 et la lettre de Monsieur Jacques LOTTEAU, portant démission de ses fonctions de conseiller municipal datée du 20 juin et enregistrée par nos services le 20 juin 2025,

Il convient de procéder à une nouvelle désignation d'un représentant du groupe « SENLIS C'est Vous » pour chacune des commissions municipales suivantes : Commission Action Sociale et Proximité, Commission Aménagement, Urbanisme et Transition Ecologique, Commission Culture et Manifestations Culturelles, Commission Education, Jeunesse et Petite Enfance et Commission Travaux, Voiries, Réseaux et Bâtiments.

L'exposé entendu, **Madame le Maire a soumis au vote ce projet de délibération et le Conseil Municipal à main levée (à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal) et à l'unanimité,**

- a procédé à la désignation d'un nouveau membre dans les commissions municipales, comme suit :

Commission Action Sociale et Proximité

Désignation 1 suppléant : Mme Brigitte DRILLON

Liste « SENLIS C'est Vous »

**Commission Aménagement, Urbanisme et
Transition Ecologique**

Désignation 1 titulaire : Mme Brigitte DRILLON

Liste « SENLIS C'est Vous »

Commission Culture et Manifestations Culturelles

Désignation 1 titulaire : Mme Brigitte DRILLON

Liste « SENLIS C'est Vous »

**Commission Education, Jeunesse et Petite
Enfance**

Désignation 1 suppléant : Mme Brigitte DRILLON

Liste « SENLIS C'est Vous »

**Commission Travaux, Voiries, Réseaux et
Bâtiments**

Désignation 1 suppléant : Mme Brigitte DRILLON

Liste « SENLIS C'est Vous »


Le Secrétaire de Séance
Rémi GEOFFROY




Le Maire
Pascale LOTSELEUR

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du 3 juillet 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 27 juin 2025 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est rassemblé le 03 juillet 2025 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 18 - Pouvoirs : 12 - Votants : 30 - Absents : 3

Présents : Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - Mme LUDMANN - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - M. GAUDION - Mme DUBOIS - Mme DRILLON - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - M. GEOFFROY - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme PALIN SAINTE AGATHE à Mme ROBERT - M. REIGNAULT à M. GAUDUBOIS - M. CURTIL à Mme DUBOIS - Mme MAUPAS à Mme GORSE-CAILLOU - Mme GLASTRA à M. GAUDION - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à Mme LOISELEUR - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à Mme LUDMANN - Mme REYNAL à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - Mme BENOIST à M. GEOFFROY - **Absents :** M. DELACROY - M. DIEDRICH - Mme VALLER - **Secrétaire de séance :** M. GEOFFROY - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

N° 05 - Désignation d'un nouveau membre à la commission d'appel d'offre (CAO)

Madame le Maire expose :

Vu l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales qui fixe la composition de la Commission d'appel d'offres,

Vu l'article L. 1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui précise que pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée, dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique, le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 susnommé,

Vu les articles D. 1411-3 et D. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui fixent les modalités d'élections des membres de la commission,

La commission d'appel d'offres analyse les dossiers de candidature et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Au vu de l'avis de la commission, l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public peut organiser librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires dans les conditions prévues par l'article L. 3124-1 du code de la commande publique. Elle saisit l'assemblée délibérante du choix de l'entreprise auquel elle a procédé. Elle lui transmet le rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat.

Outre le Maire, président de droit, ou son représentant, cette commission est composée de 5 membres titulaires et de suppléants en nombre égal à celui des titulaires, élus par le Conseil Municipal en son sein.

Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de l'ordre du jour de la séance de la commission.

Considérant la lettre transmise par Monsieur Bernard FLEURETTE, portant démission de ses fonctions de conseiller municipal, datée du 16 juin 2025 et enregistrée par nos services le 17 juin 2025 et la lettre de Monsieur Jacques LOTTEAU, portant démission de ses fonctions de conseiller municipal datée du 20 juin et enregistrée par nos services le 20 juin 2025,

Il convient de procéder à une nouvelle désignation d'un représentant du groupe « SENLIS C'est Vous » pour la Commission d'appel d'offres,

L'exposé entendu, **Madame le Maire** a soumis au vote ce projet de délibération et **le Conseil Municipal** à main levée (à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal) et à l'unanimité,

- a procédé à la désignation d'un nouveau membre dans la Commission d'appel d'offres comme suit :

5 Titulaires :	5 Suppléants :
3 représentants de la liste « Continuons Ensemble » : E. SIBILLE P. GAUDUBOIS D. GUÉDRAS 2 représentants de la liste « SENLIS C'est Vous » : S. REYNAL R. GEOFFROY	3 représentants de la liste « Continuons Ensemble » : FX. LECOMTE M. PALIN SAINTE AGATHE MC. ROBERT 2 représentants de la liste « SENLIS C'est Vous » : D. BOULANGER B. DRILLON


Le Secrétaire de Séance
Rémi GEOFFROY




Le Maire
Pascale LOISELEUR

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du 3 juillet 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 27 juin 2025 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est assemblé le 03 juillet 2025 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 18 - Pouvoirs : 12 - Votants : 30 - Absents : 3

Présents : Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - Mme LUDMANN - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - M. GAUDION - Mme DUBOIS - Mme DRILLON - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - M. GEOFFROY - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme PALIN SAINTE AGATHE à Mme ROBERT - M. REIGNAULT à M. GAUDUBOIS - M. CURTIL à Mme DUBOIS - Mme MAUPAS à Mme GORSE-CAILLOU - Mme GLASTRA à M. GAUDION - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à Mme LOISELEUR - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à Mme LUDMANN - Mme REYNAL à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - Mme BENOIST à M. GEOFFROY - **Absents :** M. DELACROY - M. DIEDRICH - Mme VALLER - **Secrétaire de séance :** M. GEOFFROY - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

N° 06 - Désignation d'un nouveau membre à la commission de délégation de service public (CDSP)

Madame le Maire expose :

Vu l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales qui fixe la composition de la Commission d'appel d'offres, par là-même celle de la Commission des Délégations de Service Public (CDSP),

Vu l'article L. 1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui précise que pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée, dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique, le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 susnommé,

Vu les articles D. 1411-3 et D. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui fixent les modalités d'élections des membres de la commission,

Après décision sur le principe d'une délégation de service public, il est procédé à une publicité et à un recueil d'offres dans les conditions prévues à l'article L. 1411-1 du CGCT. Les plis contenant les offres sont ouverts par une commission composée, lorsqu'il s'agit d'une commune de 3 500 habitants et plus, par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.

Au vu de l'avis de la commission, l'autorité habilitée à signer la convention engage librement toute discussion utile avec une ou des entreprises ayant présenté une offre. Elle saisit l'assemblée délibérante du choix de l'entreprise auquel elle a procédé. Elle lui transmet le rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat.

Le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence siègent également à la commission avec voix consultative.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public.

Considérant la lettre transmise par Monsieur Bernard FLEURETTE, portant démission de ses fonctions de conseiller municipal, datée du 16 juin 2025 et enregistrée par nos services le 17 juin 2025 et la lettre de Monsieur Jacques LOTTEAU, portant démission de ses fonctions de conseiller municipal datée du 20 juin et enregistrée par nos services le 20 juin 2025,

Il convient de procéder à une nouvelle désignation d'un représentant du groupe « SENLIS C'est Vous » pour la Commission des Délégations de Service Public,

L'exposé entendu, **Madame le Maire** a soumis au vote ce projet de délibération et **le Conseil Municipal** à main levée (à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal) et à l'unanimité,

- a procédé à la désignation d'un nouveau membre dans la Commission des Délégations de Service Public comme suit :

5 Titulaires :	5 Suppléants :
3 représentants de la liste « Continuons Ensemble » : D. GUÉDRAS E. SIBILLE P. GAUDUBOIS 2 représentants de la liste « SENLIS C'est Vous » : S. REYNAL V. PRUVOST-BITAR	3 représentants de la liste « Continuons Ensemble » : M. PALIN SAINTE AGATHE P. REIGNAULT V. LUDMANN 2 représentants de la liste « SENLIS C'est Vous » : R. GEOFFROY B. DRILLON


Le Secrétaire de Séance
Rémi GEOFFROY




Le Maire
Pascale LOISELEUR

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du 3 juillet 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 27 juin 2025 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est rassemblé le 03 juillet 2025 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 18 - Pouvoirs : 12 - Votants : 30 - Absents : 3

Présents : Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - Mme LUDMANN - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - M. GAUDION - Mme DUBOIS - Mme DRILLON - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - M. GEOFFROY - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme PALIN SAINTE AGATHE à Mme ROBERT - M. REIGNAULT à M. GAUDUBOIS - M. CURTIL à Mme DUBOIS - Mme MAUPAS à Mme GORSE-CAILLOU - Mme GLASTRA à M. GAUDION - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à Mme LOISELEUR - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à Mme LUDMANN - Mme REYNAL à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - Mme BENOIST à M. GEOFFROY - **Absents :** M. DELACROY - M. DIEDRICH - Mme VALLER - **Secrétaire de séance :** M. GEOFFROY - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

N° 07 - Désignation d'un nouveau membre à la commission consultative des services publics locaux (CCSPL)

Madame le Maire expose :

L'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les communes de plus de 10 000 habitants, créent une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière.

Cette commission, présidée par le maire, ou son représentant, comprend des membres de l'assemblée délibérante, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante.

En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

La commission examine chaque année sur le rapport de son président :

- 1° Le rapport, mentionné à l'article L. 1411-3 du CGCT, établi par le délégataire de service public ;
- 2° Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement visés à l'article L. 2224-5 du CGCT ;
- 3° Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;
- 4° Le rapport mentionné à l'article L. 2234-1 du code de la commande publique établi par le titulaire d'un marché de partenariat.

Elle est consultée pour avis par l'assemblée délibérante sur :

- 1° Tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante se prononce dans les conditions prévues par l'article L. 1411-4 du CGCT ;

- 2° Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;
- 3° Tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L. 1414-2 du CGCT ;
- 4° Tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.

Le président de la Commission Consultative des Services Publics Locaux présente à son assemblée délibérante, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Dans les conditions qu'elle fixe, l'assemblée délibérante peut charger, par délégation, l'organe exécutif de saisir pour avis la commission des projets précités.

Considérant la lettre transmise par Monsieur Bernard FLEURETTE, portant démission de ses fonctions de conseiller municipal, datée du 16 juin 2025 et enregistrée par nos services le 17 juin 2025 et la lettre de Monsieur Jacques LOTTEAU, portant démission de ses fonctions de conseiller municipal datée du 20 juin et enregistrée par nos services le 20 juin 2025,

Il convient de procéder à une nouvelle désignation d'un représentant du groupe « SENLIS C'est Vous » pour la Commission Consultative de Services Publics Locaux (CCSPL),

L'exposé entendu, **Madame le Maire** a soumis au vote ce projet de délibération et **le Conseil Municipal** à main levée (**à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal**) et **à l'unanimité**,

- a procédé à la désignation d'un nouveau membre dans la Commission Consultative de Services Publics Locaux comme suit :

Membres du Conseil Municipal :	
8 Titulaires	8 Suppléants
6 représentants de la liste « Continuons Ensemble » :	6 représentants de la liste « Continuons Ensemble » :
D. GUÉDRAS	MC. ROBERT
E. SIBILLE	M. PALIN SAINTE AGATHE
P. GAUDION	D. GLASTRA
S. LEFEVRE	J. BONGIOVANNI
P. BIJEARD	F. BALOSSIER
P. GAUDUBOIS	FX. LECOMTE
2 représentants de la liste « SENLIS C'est Vous » :	2 représentants de la liste « SENLIS C'est Vous » :
S. REYNAL	R. GEOFFROY
V. PRUVOST-BITAR	B. DRILLON
Représentants d'association :	
1 représentant de UFC QUE CHOISIR	
1 représentant de l'UDAF	


Le Secrétaire de Séance
Rémi GEOFFROY




Le Maire
Pascale LOISELEUR

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du 3 juillet 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 27 juin 2025 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est rassemblé le 03/07/2025 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 18 - Pouvoirs : 12 - Votants : 30 - Absents : 3

Présents : Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - Mme LUDMANN - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - M. GAUDION - Mme DUBOIS - Mme DRILLON - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - M. GEOFFROY - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme PALIN SAINTE AGATHE à Mme ROBERT - M. REIGNAULT à M. GAUDUBOIS - M. CURTIL à Mme DUBOIS - Mme MAUPAS à Mme GORSE-CAILLOU - Mme GLASTRA à M. GAUDION - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à Mme LOISELEUR - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à Mme LUDMANN - Mme REYNAL à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - Mme BENOIST à M. GEOFFROY - **Absents :** M. DELACROY - M. DIEDRICH - Mme VALLER - **Secrétaire de séance :** M. GEOFFROY - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

N° 08 - Désignation d'un nouveau membre à la commission de contrôle des listes électorales

Madame le Maire expose :

Vu la loi n° 2016-1048 du 1^{er} août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales, et notamment son Titre I^{er} portant dispositions relatives au Répertoire Électoral Unique et aux listes électorales,

Vu le décret n° 2018-343 du 9 mai 2018 portant création du traitement automatisé de données à caractère personnel permettant la gestion du Répertoire Électoral Unique, pris en application des dispositions du I de l'article 2 et de l'article 7 de la loi n° 2016-1048 du 1^{er} août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales,

Vu la circulaire Ministérielle du 12 juillet 2018 relative à la mise en œuvre de la réforme des modalités d'inscriptions sur les listes électorales entre le 1^{er} septembre 2018 et le 31 décembre 2019, et plus particulièrement ses articles portant sur la mise en place de la commission de contrôle,

Vu l'ordonnance n° 2019-964 du 18 septembre 2019 prise en application de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice,

Vu le Code Électoral et plus particulièrement ses articles L. 19 et R. 7 portant sur la commission de contrôle de la liste électorale,

Depuis le 1^{er} janvier 2019 la commission administrative de révision de la liste électorale est remplacée par une commission de contrôle, avec une composition modifiée pour inclure notamment l'ensemble des listes élues au sein du Conseil Municipal.

Cette commission a pour mission de :

- Statuer sur les Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO) formulés par les électeurs,
- S'assurer de la régularité de la liste électorale,

- Réformer, le cas échéant, les décisions de radiation ou procéder à l'inscription ou à la radiation d'un électeur omis ou indûment inscrit.

L'article L. 19 du Code Électoral dispose que, dans les communes de 1 000 habitants et plus dans lesquelles deux listes ont obtenu des sièges au conseil municipal lors de son dernier renouvellement, la commission est composée :

1° De trois conseillers municipaux appartenant à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges, pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission, à l'exception du maire, des adjoints titulaires d'une délégation et des conseillers municipaux titulaires d'une délégation en matière d'inscription sur la liste électorale ;

2° De deux conseillers municipaux appartenant à la deuxième liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges, pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission, à l'exception du maire, des adjoints titulaires d'une délégation et des conseillers municipaux titulaires d'une délégation en matière d'inscription sur la liste électorale.

L'article R. 7 dispose quant à lui que le maire transmet au préfet la liste des conseillers municipaux prêts à participer aux travaux de la commission parmi ceux répondant aux conditions fixées dans l'article L. 19 et citées supra.

Dans chaque commune, les membres de la commission sont nommés par arrêté du préfet, pour une durée de trois ans, et après chaque renouvellement intégral du conseil municipal.

Considérant la lettre transmise par Monsieur Bernard FLEURETTE, portant démission de ses fonctions de conseiller municipal, datée du 16 juin 2025 et enregistrée par nos services le 17 juin 2025 et la lettre de Monsieur Jacques LOTTEAU, portant démission de ses fonctions de conseiller municipal datée du 20 juin et enregistrée par nos services le 20 juin 2025,

Il convient de procéder à une nouvelle désignation d'un représentant du groupe « SENLIS C'est Vous » pour la Commission de contrôle de la liste électorale,

L'exposé entendu, **Madame le Maire a soumis au vote ce projet de délibération et le Conseil Municipal à main levée (à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal) et à l'unanimité,**

- a procédé à la désignation d'un nouveau membre dans la Commission de contrôle de la liste électorale comme suit :

5 Titulaires	5 Suppléants
3 représentants de la liste « Continuons Ensemble » : P. REIGNAULT P. BIJEARD R. MAUPAS 2 représentants de la liste « SENLIS C'est Vous » : B. DRILLON V. PRUVOST-BITAR	3 représentants de la liste « Continuons Ensemble » : P. GAUDION G. VALLER W. DIEDRICH 2 représentants de la liste « SENLIS C'est Vous » : M. BENOIST D. BOULANGER


Le Secrétaire de Séance
Rémi GEOFFROY


Le Maire
Pascale LOISELEUR

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 3 juillet 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 27 juin 2025 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est rassemblé le 03 juillet 2025 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 18 - Pouvoirs : 12 - Votants : 30 - Absents : 3

Présents : Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - Mme LUDMANN - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - M. GAUDION - Mme DUBOIS - Mme DRILLON - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - M. GEOFFROY - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme PALIN SAINTE AGATHE à Mme ROBERT - M. REIGNAULT à M. GAUDUBOIS - M. CURTIL à Mme DUBOIS - Mme MAUPAS à Mme GORSE-CAILLOU - Mme GLASTRA à M. GAUDION - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à Mme LOISELEUR - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à Mme LUDMANN - Mme REYNAL à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - Mme BENOIST à M. GEOFFROY - **Absents :** M. DELACROY - M. DIEDRICH - Mme VALLER - **Secrétaire de séance :** M. GEOFFROY - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

N° 09 - Approbation du protocole d'accord transactionnel - Effondrement de la place Saint Frambourg

Monsieur GAUDUBOIS expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant que dans la nuit du 7 au 8 novembre 2023, vers 3 heures du matin, un effondrement s'est produit Place Saint-Frambourg à SENLIS. Une partie des façades de l'habitation située au 1, 5 et 7 place Saint Frambourg ont été entraînées dans la cavité,

Considérant qu'un arrêté Mesures d'urgence n° DAG/SAJ/2023/534 a été pris le 9 novembre 2023 aux fins d'établir un périmètre de sécurité place Saint Frambourg, d'interdire la circulation des véhicules et des piétons le temps d'une sécurisation complète du site et d'évacuer les immeuble situés 1, 5-7 et 9 ainsi que 4 place Notre-Dame et en interdire l'accès,

Considérant qu'un arrêté Mesures d'urgence n° DAG/SAJ/2023/536 a été pris le 10 novembre 2023 et a abrogé l'arrêté n°534, retiré du périmètre l'immeuble situé 4 Place Notre-Dame, maintenu le périmètre de sécurité Place Saint Frambourg au niveau des 1, 5-7 et 9, interdit la circulation des véhicules et des piétons dans cette zone le temps que des investigations complémentaires soient réalisées, interdit l'accès et l'habitation des immeubles sinistrés le temps qu'une sécurisation et des investigations complémentaires soient réalisées et autorisé les différents experts et entreprises mandatées pour la sécurisation des lieux, les pompiers, la gendarmerie et la police municipale et les services de la ville a intervenir sur le site,

Considérant que le 10 novembre 2023, la ville de SENLIS a également saisi le Tribunal Administratif d'AMIENS afin de demander la désignation d'un expert en vue de la mise en œuvre d'une procédure de mise en sécurité d'urgence prévue à l'article L. 511-9 du code de la construction et de l'habitation,

Que par ordonnance n°2303846 en date du 13 novembre 2023 le Tribunal a désigné Monsieur Philippe VERHAEGHE en qualité d'expert, lequel a déposé son rapport le 15 novembre 2023 préconisant dans un premier temps des confortements à réaliser en urgence et dans un second temps, une pérennisation du confortement de la structure,

Considérant que faute d'intervention des riverains la ville a fait réaliser les travaux de sécurisation en application de l'article L. 511-20 du code de la construction et de l'habitation et que par courrier en date du 18 décembre 2023 la Ville a initié, à l'encontre des riverains, une procédure contradictoire préalable à la prise d'un arrêté de mise en sécurité et sollicité qu'ils procèdent aux travaux suivants :

« Pérennisation du confortement de la structure de l'immeuble. La solution sera dimensionnée et validée par un Bureau d'Etudes Techniques et visée par un Bureau de Contrôle

Une reconnaissance topographique du sous-sol (présence et limites des cavités), la réalisation d'une étude géotechnique type G5 pour la définition des fondations et une étude de conception pour la reprise de la superstructure. Cette phase fera inévitablement et au minimum appel à l'intervention d'une maîtrise d'œuvre de conception et suivi d'exécution, d'un coordonnateur sécurité, protection de la santé ainsi que d'un bureau de contrôle,

Le lancement des opérations de pérennisation de la structure »

Considérant que le BRGM est intervenu le 8 novembre 2023 pour analyser l'effondrement et qu'aux termes de son rapport final du 20 décembre 2023 le BRGM indique que l'effondrement résulte de la ruine du second niveau de cave de l'habitation des n°5-7 Place Saint Frambourg (étant précisé que cette seconde cave est partiellement située sous le domaine public),

Considérant que faute de pouvoir identifier avec certitude la cause de l'effondrement qui, selon le rapport BRGM et les experts peut avoir de multiples origines intrinsèques et extrinsèques aux habitations impactées (défaut d'entretien de la cave, infiltrations par la voirie, sous-sol fragilisé par les passages répétés de véhicules lourds, vieillissement du terrain alentours...) les parties ont choisi de se rapprocher.

Qu'à la suite de l'expertise assurantielle, les parties sont parvenues à un accord et sont convenues de mettre un terme définitif, de façon transactionnelle, au litige qui les oppose au moyen et dans les conditions du présent protocole d'accord transactionnel,

L'exposé entendu, **Madame le Maire** a soumis au vote ce projet de délibération et **le Conseil Municipal** à main levée (à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal) et à l'unanimité,

- a approuvé le protocole transactionnel annexé et autorisé Madame le maire à signer ledit protocole ainsi que tout document s'y rapportant.


Le Secrétaire de Séance
Rémi GEOFFROY


Le Maire
Pascal LOISELEUR

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville SENLIS, représentée par Madame Pascale LOISELEUR, sa Maire en exercice, domiciliée en cette qualité à l'Hôtel de Ville, place Henri IV, 60 300 SENLIS

Ci-après dénommée « la Ville »

D'UNE PART

ET

Monsieur Dominique Gaston Auguste Pierre DUHAUPAND né le **28 décembre 1950** à **BEAUMONT SUR OISE (Val d'Oise)**, retraité, demeurant 16 Grand Rue 80 700 CHAMPIEN

Madame Béatrice Marie Marthe VIRET épouse DUHAUPAND née le **27 juin 1949** à **ETAIMPUIS (Seine Maritime)**, retraitée, demeurant 16 Grand Rue 80 700 CHAMPIEN

Madame Chrystel BABILOTTE née le 8 Décembre 1965 à Saint Quentin 02, profession avocate, demeurant 5-7 Place Saint Frambourg 60300 SENLIS

Monsieur Hervé GREBERT né le 27 juin 1954 à Saint Omer 62 retraité, demeurant 5-7 Place Saint Frambourg 60300 SENLIS

Ci après dénommé « les propriétaires riverains »

D'AUTRE PART

ETANT PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIIT :

Dans la nuit du **7 au 8 novembre 2023**, vers 3 heures du matin, un effondrement s'est produit Place Saint-Frambourg à SENLIS.

Une cavité d'environ 8 mètres de long et 6 mètres de large sur 4 mètres de profondeur s'est formée, en partie débordant sur la chaussée, domaine public de la ville.

Une partie des façades de l'habitation située au 1 place Saint Frambourg appartenant à Monsieur et Madame DUHAUPAND et de l'habitation située au 5/7 place Saint Frambourg appartenant à Madame BABILOTTE et Monsieur GREBERT ont été entraînées dans la cavité.

Les pompiers sont immédiatement intervenus pour procéder à une sécurisation provisoire. L'eau, le gaz et l'électricité ont été coupés dans logements et locaux des 1, 5-7 et 9 Place Saint Frambourg et au 4 place Notre-Dame,

Un arrêté Mesures d'urgence n° DAG/SAJ/2023/534 a été pris le **9 novembre 2023** aux fins d'établir un périmètre de sécurité place Saint Frambourg, d'interdire la circulation des véhicules et des piétons le temps d'une sécurisation complète du site et d'évacuer les immeuble situés 1, 5-7 et 9 ainsi que 4 place Notre-Dame et en interdire l'accès.

Un arrêté Mesures d'urgence n° DAG/SAJ/2023/536 a été pris le **10 novembre 2023** et a abrogé l'arrêté n°534, retiré du périmètre l'immeuble situé 4 Place Notre-Dame, maintenu le

périmètre de sécurité Place Saint Frambourg au niveau des 1, 5-7 et 9, interdit la circulation des véhicules et des piétons dans cette zone le temps que des investigations complémentaires soient réalisées, interdit l'accès et l'habitation des immeubles sinistrés le temps qu'une sécurisation et des investigations complémentaires soient réalisées et autorisé les différents experts et entreprises mandatées pour la sécurisation des lieux, les pompiers, la gendarmerie et la police municipale et les services de la ville à intervenir sur le site.

Le **10 novembre 2023**, la ville de SENLIS a également saisi le Tribunal Administratif d'AMIENS afin de demander la désignation d'un expert en vue de la mise en œuvre d'une procédure de mise en sécurité d'urgence prévue à l'article L. 511-9 du code de la construction et de l'habitation.

Par ordonnance n°2303846 en date du **13 novembre 2023** le Tribunal a désigné Monsieur Philippe VERHAEGHE en qualité d'expert.

Monsieur Philippe VERHAEGHE a déposé son rapport le **15 novembre 2023** aux termes duquel il a préconisé dans un premier temps des confortements à réaliser en urgence et dans un second temps, une pérennisation du confortement de la structure.

Faute d'intervention des riverains la ville a fait réaliser les travaux de sécurisation en application de l'article L. 511-20 du code de la construction et de l'habitation.

Par courrier en date du **18 décembre 2023** la Ville a initié, à l'encontre des riverains, une procédure contradictoire préalable à la prise d'un arrêté de mise en sécurité et sollicité qu'ils procèdent aux travaux suivants :

«

- *Pérennisation du confortement de la structure de l'immeuble. La solution sera dimensionnée et validée par un Bureau d'Etudes Techniques et visée par un Bureau de Contrôle*
- *Une reconnaissance topographique du sous-sol (présence et limites des cavités), la réalisation d'une étude géotechnique type G5 pour la définition des fondations et une étude de conception pour la reprise de la superstructure. Cette phase fera inévitablement et au minimum appel à l'intervention d'une maîtrise d'œuvre de conception et suivi d'exécution, d'un coordonnateur sécurité » protection de la santé ainsi que d'un bureau de contrôle,*
- *Le lancement des opérations de pérennisation de la structure »*

Parallèlement le BRGM est intervenu le 8 novembre 2023 pour analyser l'effondrement.

Aux termes de son rapport final du **20 décembre 2023** le BRGM indique que l'effondrement résulte de la ruine du second niveau de cave de l'habitation des n°5-7 Place Saint Frambourg (étant précisé que cette seconde cave est partiellement située sous le domaine public).

Il précise que si le facteur de déclenchement de l'effondrement n'a pas pu être clairement défini, cependant plusieurs hypothèses ou combinaison de celles-ci peuvent être avancées :

- Hypothèse n°1 (origine anthropique et naturelle – probable) : Infiltrations et apports directs d'eaux pluviales directement dans le second niveau de cave ;
- Hypothèse n°2 (origine anthropique – probable) : Vieillesse des structures souterraines et sollicitations mécaniques répétées dues au trafic sur la place.

Madame BABILOTTE et Monsieur GREBERT ayant déclaré le sinistre à leur assureur la MAIF et la Ville de SENLIS ayant de son côté déclaré le sinistre à son assureur la SMACL une expertise d'assurance a été diligentée, à l'initiative du cabinet d'expertise SARETEC, mandaté

par la SMACL, aux fins de déterminer les causes du sinistre, identifier les imputabilités et chiffrer les solutions réparatoires.

Plusieurs réunions ont été organisées et les réseaux privatifs des habitations situées au 1 et 5-7 place Saint Frambourg ont été inspectées sans qu'il soit détecté d'anomalie.

Les recherches de fuite qui ont été réalisées par la Société RESILIANS dans les propriétés BABILOTTE-GREBERT et DUHAUPAND, selon les deux rapports respectifs des 1^{er} juillet et 11 avril 2024 n'ont pas mis en évidence de défaut d'étanchéité des réseaux privatifs eaux pluviales et eaux usées (EP/EU).

Faute de pouvoir identifier avec certitude la cause de l'effondrement qui, selon le rapport BRGM et les experts peut avoir de multiples origines intrinsèques et extrinsèques aux habitations impactées (défaut d'entretien de la cave, infiltrations par la voirie, sous-sol fragilisé par les passages répétés de véhicules lourds, vieillissement dessous-terrain alentours...) les parties ont choisi de se rapprocher.

A la suite de l'expertise assurantielle, les parties sont parvenues à un accord et sont convenues de mettre un terme définitif, de façon transactionnelle, au litige qui les oppose au moyen et dans les conditions du présent protocole d'accord transactionnel.

CECI RAPPELE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : objet

Le présent protocole a pour objet de régler tous les litiges opposant les Parties ayant trait aux faits et actes mentionnés à l'exposé préalable ci-dessus et, plus précisément de s'accorder sur :

- La maîtrise d'ouvrage et suivi de chantier des travaux de réparation
- La prise en charge du coût des travaux et des prestations intellectuelles afférentes, des préjudices matériels et immatériels ayant pour origine le sinistre décrit en préambule.

Il est expressément convenu que la conclusion du présent protocole ne peut en aucun cas s'interpréter comme une quelconque acceptation de la part de l'une ou l'autre des Parties des prétentions des autres Parties.

Article 2 : Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre :

La maîtrise d'ouvrage des travaux sera intégralement assurée par les consorts BABILOTTE - GREBERT et Monsieur DUHAUPAND.

La ville sera régulièrement associée aux réunions de chantier et sera destinataire de tous documents afférents aux travaux exécutés sous maîtrise d'ouvrage des consorts BABILOTTE – GREBERT et Monsieur DUHAUPAND afin que la ville puisse intervenir pour installer les réseaux et procéder à la réfection de la voirie, immédiatement après la fin des travaux de comblement de la cavité.

Le Maître d'Ouvrage devra obtenir les autorisations d'urbanismes nécessaires (et notamment l'avis de l'ABF) avant tout commencement de travaux compte tenu de la localisation dans le Site Patrimonial Remarquable.

La maîtrise d'œuvre et le suivi de chantier sont assurés par la société DETERMINANT.

La maîtrise d'œuvre assurera les missions suivantes :

- réalisation de l'avant-projet
- description des travaux à réaliser
- préparation d'une consultation pour le choix de l'entreprise de travaux, chaque partie se réserve le droit de proposer une entreprise à soumettre à la consultation.
- analyse des offres
- suivi de chantier
- suivi et réception des travaux

Chaque partie participera aux frais d'honoraires de maîtrise d'œuvre à hauteur de 5% et aux frais du suivi de chantier à hauteur de 5% au prorata des travaux mis à sa charge.
Les frais seront versés à la société DETERMINANT.

Article 3 : prise en charge de la réalisation et du coût des travaux

4/1 : Travaux de mise en sécurité

Les travaux s'élevant à 123 946 € TTC ont été assurés sous maîtrise d'ouvrage de la ville de SENLIS, et resteront à sa charge.

4/2 : Travaux en infrastructure - comblement

Sur la base du pré-chiffrage établi par la société RENFORTEC en date du 14 janvier 2025 du montant total de 286 000 euros, les parties ont convenu que la prise en charge financière des travaux sera répartie comme suit :

La ville de SENLIS : 80 % de l'estimation connue à ce jour, soit 228 800 euros (plus ou moins 20%)

Les consorts BABILOTTE et GREBERT : 10% de l'estimation connue à ce jour soit 28 600 euros (plus ou moins 20%)

Monsieur DUHAUPAND :

10% de l'estimation connue à ce jour soit 28 600 euros (plus ou moins 20%)

Le coût des travaux sera versé selon l'avancement des travaux et au prorata sus défini à la société de travaux retenue.

4/3 : Travaux de super structure et réfection intérieure

Les consorts BABILOTTE - GREBERT et monsieur DUHAUPAND supporteront le coût total des travaux de reprise de la structure de leur habitation, sur la base du pré-chiffrage établi par la société RENFORTEC en date du 14 janvier 2025 estimé à 370 000 euros pour les travaux de renforcement gros œuvre et second œuvre.

4/4 : Remise en état des réseaux et réfection de voirie

La ville assurera la maîtrise d'ouvrage et supportera le coût des travaux de remise en état des réseaux au droit de la cavité et de la réfection de la voirie.

Article 4 : délais et informations

Les consorts BABILOTTE - GREBERT et Monsieur DUHAUPAND s'engagent à réaliser les travaux selon le planning prévisionnel.

Les parties conviennent que la ville sera régulièrement associée aux réunions de chantier et sera destinataires de tous documents afférents aux travaux exécutés sous maîtrise d'ouvrage des propriétaires privés

Article 5 : renonciations réciproques

Sous réserve de la bonne exécution du présent protocole et de celui conclu entre les consorts BABILOTTE - GREBERT via leur compagnie d'assurance, la MAÏF, et Monsieur et Madame DUHAUPAND, les Parties renoncent de façon irrévocable et définitive à formuler l'une à l'encontre de l'autre une quelconque demande de paiement, de remboursement, d'indemnisation de dédommagement et/ou de remise en état au titre des désordres mentionnés à l'exposé préalable ci-dessus et, plus généralement, à toutes demandes au titre de préjudices matériels et immatériels

Sous cette même réserve, chacune des Parties déclare ne plus disposer d'aucune prétention à l'égard de l'autre Partie et elles renoncent en conséquence respectivement, de façon irrévocable et définitive, à toute instance et/ou action ayant trait **aux faits et actes** mentionnés à l'exposé préalable ci-dessus et, plus généralement, à solliciter le remboursement des sommes exposées pour les travaux de remise en état autrement que selon la répartition précisée à l'article 4.

De leur côté les consorts BABILOTTE – GREBERT et Monsieur et Madame DUHAUPAND renoncent à l'égard de la commune à toute demande de remboursement de franchise ou frais exposés au titre des faits actes mentionnés en préambule, et à toute demande de remboursement de leurs préjudices matériels et immatériels autres que ceux prévus à l'article 4.

Chacune des Parties conservera à sa charge ses propres frais et dépens et en particulier les honoraires de son Avocat et de ses experts techniques.

Article 6 : engagements complémentaires

Compte tenu de la volonté des Parties de mettre un terme définitif à tous litiges, chacune des Parties s'engage à ne jamais porter atteinte aux droits et/ou intérêts de l'autre Partie.

Les Parties s'engagent en conséquence, chacune pour ce qui la concerne, à ne rien dire, faire, communiquer et/ou diffuser qui soit de nature à nuire à l'autre Partie et notamment à porter atteinte à sa réputation et/ou son honorabilité.

Article 7 : mentions légales

Les Parties déclarent que les dispositions du présent protocole ont été, en respect des dispositions impératives de l'article 1104 du Code Civil, négociées de bonne foi et qu'en application de celles de l'article 1112-1 du même code, toutes les informations dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'autre, ont été révélées.

Chacune des Parties affirme que le présent protocole objet de concessions réciproques murement réfléchies, reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

Chacune des Parties reconnaît, par la signature des présentes, avoir reçu toutes informations qu'elles jugent déterminantes au sens de l'article 1112-1 du Code Civil.

Les Parties s'engagent réciproquement à exécuter loyalement et de bonne foi l'ensemble des dispositions de la présente transaction.

D'un commun accord entre les Parties, la présente transaction est soumise expressément aux dispositions des articles 2044 et suivants contenus dans le livre 15 du Code Civil, et en particulier à l'article 2052 du même code aux termes duquel les transactions ont, entre les Parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne peuvent être révoquées pour cause d'erreur de droit ou pour cause de lésion.

La loi applicable aux présentes est la loi française.

De la volonté commune des Parties, le Tribunal exclusivement compétent pour connaître de tous litiges relatifs au présent protocole et à son exécution, est le Tribunal Judiciaire de SENLIS.

Article 8 : signature

De convention expresse valant convention sur la preuve, les Parties sont convenues de signer électroniquement le présent protocole d'accord transactionnel par le biais du service YouSign, chacune des Parties s'accordant pour reconnaître à cette signature électronique la même valeur que sa signature manuscrite et pour conférer date certaine à celle attribuée à la signature des présentes par le service YouSign.

Signé électroniquement conformément aux articles 1366 et 1367 du Code civil

**Ville de SENLIS, représentée par
Madame la Maire**

Madame BABILOTTE

Monsieur DUHAUPAND

Monsieur GREBERT

Madame DUHAUPAND

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 3 juillet 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 27 juin 2025 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est rassemblé le 03 juillet 2025 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 18 - Pouvoirs : 12 - Votants : 30 - Absents : 3

Présents : Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - Mme LUDMANN - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - M. GAUDION - Mme DUBOIS - Mme DRILLON - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - M. GEOFFROY - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme PALIN SAINTE AGATHE à Mme ROBERT - M. REIGNAULT à M. GAUDUBOIS - M. CURTIL à Mme DUBOIS - Mme MAUPAS à Mme GORSE-CAILLOU - Mme GLASTRA à M. GAUDION - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à Mme LOISELEUR - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à Mme LUDMANN - Mme REYNAL à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - Mme BENOIST à M. GEOFFROY - **Absents :** M. DELACROY - M. DIEDRICH - Mme VALLER - **Secrétaire de séance :** M. GEOFFROY - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

N° 10 - Transfert des compétences eau et assainissement à la Communauté de Communes Senlis Sud Oise (CCSSO) à compter du 1^{er} janvier 2026

Monsieur GUÉDRAS expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5214-16 et suivants, L. 5211-1 et suivants, et plus particulièrement l'article L. 5211-17,

Vu la loi n° 2025-327 du 11 avril 2025 visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement »,

Vu les statuts actuels de la Communauté de Communes Senlis Sud Oise,

Vu la délibération adoptée le 19 juin 2025 par la Communauté de communes Senlis Sud Oise proposant d'élargir son champ de compétences aux compétences eau et assainissement, avec effet au 1^{er} janvier 2026 ;

Vu l'avis de la commission des finances du 24 juin 2025,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 27 juin 2025,

Considérant que la CCSSO avait engagé dès 2018 une étude sur le transfert des compétences « eau » et « assainissement », suspendue en 2019,

Considérant que l'approbation du pacte de gouvernance (octobre 2023) et du pacte financier et fiscal a permis de relancer cette dynamique,

Considérant que les compétences visées sont aujourd'hui exercées par les communes ou des syndicats supra-communautaires,

Considérant que, malgré la suppression de l'obligation légale, la Communauté souhaite opérer un transfert volontaire des compétences eau et assainissement collectif au 1^{er} janvier 2026 pour les motifs d'intérêt général rappelés ci-dessus,

Considérant qu'une modification des statuts est nécessaire pour permettre ce transfert,

Considérant que les modifications statutaires doivent faire l'objet de délibérations concordantes du conseil communautaire et des conseils municipaux des Communes membres (article L. 5211-17 du CGCT) dans les conditions de majorité requises pour la création de la Communauté, à savoir :

Deux tiers au moins des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population totale

Ou la moitié au moins des conseils municipaux des Communes représentant les deux tiers de la population.

Cette majorité devant nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée (article L. 5211-5 II 2° du CGCT).

Considérant que sans cette majorité qualifiée des communes membres, le transfert de compétences ne pourra pas avoir lieu.

Considérant que le transfert de compétence à la Communauté aura pour effet le transfert des équipements, biens, droits et obligations nécessaires à son exercice en application des dispositions de l'article L. 5211-5 III du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'exposé entendu, **Madame le Maire** a soumis au vote ce projet de délibération et **le Conseil Municipal** à main levée et à la majorité (2 abstentions : Mme BENOIST par le pouvoir donné à M. GEOFFROY et M. GEOFFROY, 2 « contre » : Mme AUNOS et M. BOULANGER par le pouvoir donné à Mme AUNOS),

- a approuvé la modification statutaire proposée par la Communauté de Communes Senlis Sud Oise aux termes de sa délibération du 19 juin 2025 qui permet d'acter le transfert des compétences eau et assainissement à compter du 1^{er} janvier 2026 ;

- a approuvé le projet de statuts tel qu'annexé à la présente délibération qui insère les deux nouveaux alinéas suivant au sein de l'article III des statuts relatif aux compétences facultatives ou supplémentaires :

- Eau potable
- Assainissement Collectif des eaux usées (AC)

- a autorisé Madame le Maire à prendre toutes autres mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.

- a notifié la présente délibération aux Maires des communes membres et au Préfet de l'Oise.

Annexes :

- Projet de statuts modifiés
- Projet de charte de transfert
- Simulations de 2025 à 2036 d'une facture 120 m3 pour la commune


Le Secrétaire de Séance
Rémi GEOFFROY


Le Maire
Pascale LOISELEUR



communauté
de communes

Courrier arrivé le

26 JUN 2025

Mairie de Senlis (60)

Envoyé en préfecture le 26/06/2025

Reçu en préfecture le 26/06/2025

Publié le

ID : 060-200066975-20250624-49_CC190625B-DE



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

du Conseil Communautaire du jeudi 19 juin 2025

Conseil Municipal du 3 juillet 2025
Délibération n° 10 - Annexe 1

Acte exécutoire le 07/07/2025

Reçu par la Préfecture le 07/07/2025

Publié sur le Site Internet de la Ville le 07/07/2025

Convocation

Date : 13/06/2025

Affichée et mise en ligne

Le : 13/06/2025

Délibération n°

49-CC190625

Nombre de Membres :

- En exercice : 44
- Présents : 28
- Pouvoirs : 10
- Votants : 38
- Absents : 6

Résultats :

- Pour : 36
- Contre : 0
- Abstention : 2

Liste des délibérations

Affichée et mise en

ligne le : 20/06/2025

Délibération mise en

ligne sur le site internet

de la CCSSO le :

24 JUN 2025

EXTENSION DES COMPÉTENCES DE LA CCSSO - TRANSFERT DES COMPÉTENCES EAU ET ASSAINISSEMENT A COMPTER DU 1ER JANVIER 2026

L'an deux mille vingt-cinq, le jeudi 19 juin 2025, à vingt heures, les membres du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Senlis Sud Oise se sont réunis à la Salle Polyvalente du Centre de Rencontre de l'Obélisque - 4 ter, Avenue de Creil - 60300 Senlis, sous la présidence de Monsieur Guillaume MARÉCHAL, Président, en session ordinaire, après avoir été convoqués le vendredi 13 juin 2025, conformément aux dispositions de l'article L.5211-11 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Président de séance : Monsieur Guillaume MARÉCHAL

Secrétaire de séance : Monsieur DUMOULIN François

Siégeaient au Conseil Communautaire :

Madame BALOSSIER Françoise
Monsieur BATTAGLIA Alain
Monsieur BOUFFLET Pierre
Monsieur CHARRIER Philippe
Monsieur CURTIL Benoit
Monsieur DUMOULIN François
Monsieur FROMENT Daniel
Monsieur GAUDUBOIS Patrick
Monsieur GEOFFROY Rémi
Madame GORSE-CAILLOU Isabelle
Monsieur GUÉDRAS Daniel
Madame JAUNET Christel
Monsieur LAPIE Dominique
Monsieur LEFEVRE Sylvain

Monsieur LESAGE William
Madame LOISELEUR Pascale
Madame LOZANO Michelle
Madame LUDMANN Véronique
Monsieur MARÉCHAL Guillaume
Madame MARTIN Emilie
Monsieur MÉLIQUE Jacky
Madame MIFSUD Florence
Monsieur NOCTON Laurent
Madame PALIN-SAINTE-AGATHE
Martine
Monsieur PATRIA Alexis
Madame SIBILLE Elisabeth
Monsieur SICARD Bruno
Madame TONDELLIER Viviane

Ont donné pouvoir :

Monsieur ACCIAI Maxime à Madame TONDELLIER Viviane
Madame BENOIST Magalie à Monsieur GEOFFROY Rémi
Monsieur de la BÉDOYERE Jean-Marc à Monsieur MARÉCHAL Guillaume
Monsieur GAUDION Philippe à Madame LOISELEUR Pascale
Madame GAUVILLE-HERBET Cécile à Monsieur LAPIE Dominique
Madame GLASTRA Delphine à Madame PALIN-SAINTE-AGATHE Martine
Monsieur NGUYEN PHUOC VONG Jean-Pierre à Madame LUDMANN Véronique
Madame PRUVOST-BITAR Véronique à Monsieur BATTAGLIA Alain
Madame REYNAL Sophie à Monsieur CHARRIER Philippe
Madame ROBERT Marie-Christine à Monsieur GAUDUBOIS Patrick

Paraphes

Communauté de Communes Senlis Sud Oise

30 avenue Eugène Gazeau • 60300 Senlis

03 44 99 08 60

www.ccsso.fr

Ne siégeaient pas au Conseil Communautaire mais était représenté par son suppléant :

Néant

Étaient absents

Monsieur BLOT Laurent
Monsieur BOULANGER Damien
Monsieur DIEDRICH Wilfried
Monsieur GRANZIERA Gilles
Monsieur REIGNAULT Patrice
Monsieur ROLAND Dimitri

Le Président de séance vérifie les conditions de quorum : 28 présents et 10 pouvoirs.
Il constate que celui-ci est atteint et procède donc à l'examen de la question.

EXPOSÉ DES MOTIFS

(Annexes jointes)

Monsieur le Président expose à l'Assemblée délibérante que,

La Communauté de Communes Senlis Sud Oise (CCSSO) a engagé, dès 2018, une étude sur l'opportunité de procéder au transfert anticipé des compétences « eau » et « assainissement », dans le cadre fixé à l'époque par la loi NOTRe qui prévoyait un transfert obligatoire au 1^{er} janvier 2026.

Cette étude, conduite en 2018 et 2019, avait été suspendue en juin 2019, les élus ayant voté à la majorité qualifiée le report du transfert.

La réflexion a été relancée à la suite de l'approbation du pacte de gouvernance (en octobre 2023) et du pacte financier et fiscal, avec pour objectif d'engager une stratégie plus intégrée et solidaire de gestion de ces services publics essentiels.

La loi n° 2025-327 du 11 avril 2025, assouplissant la gestion des compétences « eau » et « assainissement », a supprimé l'obligation de transfert à la date du 1^{er} janvier 2026 pour les communautés de communes.

Ce nouveau cadre juridique laisse désormais à chaque EPCI le libre choix d'opérer ce transfert.

Il en va de même pour les compétences défense extérieure contre l'incendie et gestion des eaux pluviales urbaines qui n'ont jamais été concernées par le transfert obligatoire.

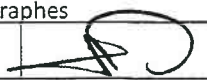
Dans ce contexte, le présent projet s'inscrit dans une logique de volonté politique locale, fondée sur des objectifs de rationalisation, d'efficacité économique, et de solidarité territoriale.

Le transfert envisagé porte sur les compétences suivantes :

- Eau potable
- Assainissement Collectif des eaux usées (AC)

Ces compétences sont actuellement exercées par les communes membres ou des syndicats à périmètre supra-communautaire.

Paraphes

Les instances de décision et de réflexion de la Communauté travaillent depuis près d'un an et demi aux conditions d'un transfert desdites compétences des communes vers la Communauté de communes.

Lors du dernier COPIL organisé le 27 mai 2025, les modalités de ces transferts ont été arrêtées de la manière suivante :

- **Organisation des services :**

- Sur la compétence eau : maintien du Syndicat Intercommunal d'exploitation des champs captants d'Asnières-sur-Oise (SIECCAO), du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau de Montlognon (SIAP de Montlognon), du Syndicat Intercommunal du Bassin d'Halatte (SIBH), jusqu'au 1^{er} janvier 2027 ; dissolution du SIAEP d'Avilly-Saint-Léonard Courteuil et exercice par la CC de la compétence exercée par les communes non adhérentes auxdits syndicats ;
- Sur la compétence AC : maintien du Syndicat intercommunal pour la collecte et le traitement des eaux usées dans le bassin de la Thève et de l'Ysieux (SICTEUB) et exercice direct par la CC de la compétence exercée par les communes non adhérentes au syndicat ;
- Sur la compétence ANC : maintien de l'exercice par l'intercommunalité selon les statuts actuels ;
- Sur la compétence GEPU : maintien de l'exercice de la compétence GEPU, par la Communauté, à l'intérieur des ZAE et exercice direct par les communes sur les périmètres extérieurs aux ZAE

- **Investissements :**

- Il est acté le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) joint en annexe de la présente délibération ;
- Il est acté que la mise en réseau séparatif des réseaux publics sera prise en charge par le budget AC de la Communauté de communes.

- **Tarification des services eau et assainissement (SPIC) :**

- Maintien des tarifs 2025 (différenciés) au 1^{er} janvier 2026

Les motivations de ces transferts sont multiples :

- **Un impact économique maîtrisé** : une étude prospective financière a permis de démontrer que l'impact de la gestion intercommunale sur les simulations tarifaires (facture type de 120 m³ par commune et par an) était globalement neutre voire positif alors même que le niveau de service proposé est renforcé.
- **Un accès renforcé au financement** : les financeurs publics (État, Agences de l'eau, Département, etc.) privilégient les projets portés par des structures supra-communales.
- **Des économies d'échelle** : l'intercommunalisation de la compétence vise à terme une mutualisation des marchés de travaux et des services techniques, de même que la création

Paraphes

7



d'une DSP à l'échelle de la Communauté, attirant davantage de candidats à son attribution, avec des possibilités certaines de négociation.

- **Une solidarité territoriale** : le transfert assure un équilibre dans la répartition des charges, en lien avec d'autres projets structurants intercommunaux (piscine, équipements culturels...).
- **Une meilleure gestion des ressources** : le pilotage intercommunal facilitera à terme une gestion durable et intégrée, notamment sur les bassins versants.
- **Une optimisation des investissements** : la mutualisation des compétences assurera une planification plus efficace des projets à l'échelle du territoire (stations, réseaux, DECI à terme...).

La Communauté de communes devant délibérer au moins 3 mois avant le transfert effectif des compétences, il est d'ores et déjà proposé, aux termes de la présente délibération, une modification des statuts de la manière qui suit :

Il est inséré deux nouveaux alinéas au sein de l'article III des statuts intitulé « compétences facultatives ou supplémentaires » :

- Eau potable
- Assainissement Collectif des eaux usées (AC)

Les modifications statutaires doivent faire l'objet de **délibérations concordantes du conseil communautaire et des conseils municipaux des Communes membres** (article L. 5211-17 du CGCT) dans les conditions de majorité requises pour la création de la Communauté, à savoir

- deux tiers au moins des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population totale
- ou la moitié au moins des conseils municipaux des Communes représentant les deux tiers de la population.
- cette majorité devant nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée (article L. 5211-5 II 2° du CGCT).

Sans cette majorité qualifiée des communes membres, le transfert des compétences ne pourra pas avoir lieu.

Une fois que le conseil communautaire aura délibéré, la délibération sera transmise aux Communes membres pour que ces dernières délibèrent sur ces modifications statutaires.

Les communes disposeront alors d'un délai de **trois mois pour se prononcer**. A l'issue de ce délai, le Préfet prononcera par arrêté le transfert des compétences eau et assainissement collectif.

Le transfert de compétence à la Communauté aura pour effet le transfert des équipements, biens, droits et obligations nécessaires à son exercice en application des dispositions de l'article L. 5211-5 III du Code Général des Collectivités Territoriales.

Une charte de transfert, annexée à la présente délibération, énumère les différents principes sur lesquels les communes, les syndicats et la communauté de communes s'accordent s'agissant du transfert des compétences eau et assainissement, à savoir, principalement :

Paraphes	
	

- quelques rappels sur le respect de « bonnes pratiques » avant le transfert effectif (*stabilisation des moyens matériels et humains des services, limitation des investissements aux travaux nécessaires au maintien du niveau de service actuel ou prévus dans le PPI, limitation du recours à l'emprunt au strict nécessaire pour financer les travaux engagés, etc.*) ;
- les étapes liées à la clôture des budgets communaux ;
- les règles de mise à disposition des biens ;
- la gouvernance post transfert (mise en place des mécanismes de la représentation substitution, maintien ou suppression des syndicats) ;
- le sort des agents ;
- les futurs modes de gestion ;
- le financement des services ;
- la priorisation des investissements.

A la lumière de cette charte, les élus intercommunaux et municipaux se prononceront de manière éclairée sur le transfert de compétences proposées.

Après avoir entendu l'exposé,

LES MEMBRES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 14 novembre 2016 portant création de la communauté de communes dénommée Communauté de Communes Senlis Sud Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 30 décembre 2017 portant modification des statuts de la Communautés de Communes Senlis Sud Oise ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) ;

Vu le Règlement Intérieur de la Communauté de Communes Senlis Sud Oise ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5214-16 et suivants, L. 5211-1 et suivants, et plus particulièrement l'article L. 5211-17 ;

Vu les statuts actuels de la Communauté de Communes Senlis Sud Oise ;

Vu la loi n° 2025-327 du 11 avril 2025 visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » ;

Considérant que la CCSSO avait engagé dès 2018 une étude sur le transfert des compétences « eau » et « assainissement », suspendue en 2019 ;

Considérant que l'approbation du pacte de gouvernance (octobre 2023) et du pacte financier et fiscal a permis de relancer cette dynamique ;

Considérant que les compétences visées sont aujourd'hui exercées par les communes ou des syndicats supra-communautaires ;

Considérant que, malgré la suppression de l'obligation légale, la Communauté souhaite opérer un transfert volontaire des compétences eau et assainissement collectif au 1er janvier 2026 pour les motifs d'intérêt général rappelés ci-dessus ;

Considérant qu'une modification des statuts est nécessaire pour permettre ce transfert ;

Paraphes	
	

DÉCIDENT A L'UNANIMITÉ

ARTICLE 1 : D'ÉLARGIR le champ de compétences de la Communauté de Communes Senlis Sud Oise, avec effet au 1^{er} janvier 2026, en modifiant ses statuts, ci-annexés, comme suit :

Il est inséré deux nouveaux alinéas au sein de l'article III des statuts relatif aux compétences facultatives ou supplémentaires :

- Eau potable
- Assainissement Collectif des eaux usées (AC)

ARTICLE 2 : DE NOTIFIER la présente délibération aux maires des communes membres. Conformément à l'article L. 5211-17 du CGCT, leurs conseils municipaux disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer ;

ARTICLE 3 : D'INVITER Monsieur le Préfet, si la majorité qualifiée est atteinte, à prononcer par arrêté la modification des statuts de la CCSSO ;

ARTICLE 4 : DE CHARGER Monsieur le Président de l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération sera notifiée à M. le Préfet de l'Oise et aux Maires des communes membres concernées.

Le Président de la Communauté de Communes est chargé de l'exécution de la présente délibération.

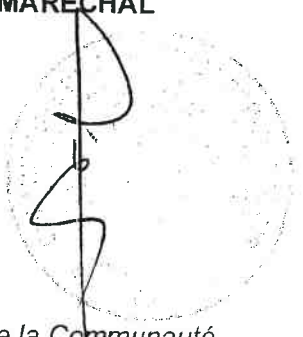
Certifié exécutoire compte tenu de la transmission

En Sous-Préfecture le : **24 JUIN 2025**

De la publication sur le site internet de la CCSSO : **24 JUIN 2025**

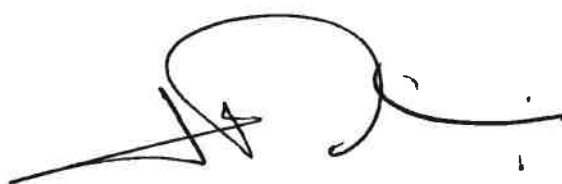
Fait à Senlis, le **24 JUIN 2025**

Guillaume MARÉCHAL



*Président de la Communauté
de Communes Senlis Sud Oise*

François DUMOULIN,



Secrétaire de séance

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, CS 81114, 80011 Amiens Cedex 01 dans un délai de deux (2) mois à compter de date à laquelle elle est devenue exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être également saisi via l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

STATUTS DE LA CCSO

Article n°1 : Communes membres

Sont membres de la Communauté de Communes les communes de :

- Aumont-en-Halatte,
- Barbery,
- Borest,
- Brasseuse,
- Chamant,
- Courteuil,
- Fleurines,
- Fontaine-Chaalis,
- Montépilloy,
- Mont-l'Évêque,
- Montlognon,
- Ognon,
- Pontarmé,
- Raray,
- Rully,
- Senlis,
- Thiers-sur-Thève,
- Villiers Saint-Frambourg

Article n°2 : Nom et siège de la Communauté de Communes

La Communauté de Communes Senlis Sud Oise, nouvellement dénommée est située 30 Avenue Eugène Gazeau, 60300 Senlis.

En application de l'article L. 5211-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil communautaire peut se réunir au siège de la Communauté ou dans tout autre lieu choisi par lui sur le territoire de l'une de ses communes membres.

SLO

Article n°3 : Compétences

I. Compétences obligatoires

La Communauté de communes exerce de plein droit au lieu et place des communes membres les compétences relevant de chacun des groupes suivants :

- ❖ En matière d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;
- Toutes études en matière d'aménagement de l'espace pour lesquelles cinq communes au moins ont manifesté un intérêt ;
- L'élaboration d'un PDU (Plan de Déplacements Urbains) ;
- ❖ En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- ❖ Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement. GEMAPI.

Commentaire : Cette compétence ne sera applicable qu'à partir du 1^{er} janvier 2018.

- ❖ En matière d'accueil des gens du voyage : aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1^{er} à 3^{es} du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- ❖ Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ;

II. Compétences optionnelles

La communauté de Communes exerce, au lieu et place des communes, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences relevant des groupes suivants :

- ❖ Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- ❖ Politique du logement et du cadre de vie ;
- ❖ Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;

- ❖ En matière de politique de la ville : élaboration du diagnostic, définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;
- ❖ Création, aménagement et entretien de la voirie ;
- ❖ Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire ;
- ❖ Action sociale d'intérêt communautaire ;
- ❖ Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

III. Compétences facultatives ou supplémentaires

Toute autre compétence relevant du champ des compétences des communes (CGCT, art. L. 2121-29) peut être inscrit dans les statuts de la communauté comme compétence facultative, à la condition qu'ils soient votés selon la procédure du transfert de compétence (CGCT, art. L.5211-17).

Les compétences facultatives proposées sont les suivantes :

- Eau potable ;
- Assainissement Collectif des eaux usées (AC) ;
- Assainissement Non Collectif (ANC) ;
- Activités sportives, culturelles et éducatives ;
- Très Haut Débit ;
- Réalisation d'une étude de programmation et de faisabilité pour la construction d'une Piscine ou complexe aquatique intercommunal ;
- Réalisation d'une étude de schéma directeur d'assainissement.

Article n°4 : Durée d'institution

La communauté de Communes est instituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute dans les conditions fixées par la loi.

Article n°5 : Composition du Conseil Communautaire

La composition du Conseil Communautaire est fixée comme suit :

- 48 délégués titulaires ;
- 12 suppléants.

Article n°6 : Autres modes de coopération

6.1 Conventions avec les tiers

Les conventions, les prestations de services signées entre la Communauté pour d'autres collectivités que les communes membres sont autorisées, dans les limites des textes en vigueur, de la jurisprudence et, lorsqu'elles s'appliquent, des obligations de publicité et de mise en concurrence.

La Communauté peut par ailleurs, dans la limite des textes en vigueur participer par convention à des opérations menées par d'autres structures intercommunales et en collaboration avec d'autres EPCI. Elle peut également passer, dans les limites des textes applicables des conventions avec des personnes publiques tierces.

6.2 Conventions avec les communes membres

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté peut confier, par convention avec la ou les communes concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public. Une ou plusieurs communes peuvent pareillement confier de telles missions à la Communauté par convention.

6.3 Fonds de concours

La Communauté peut attribuer des fonds de concours à ses communes membres pour contribuer à la réalisation ou au fonctionnement d'équipements.

6.4 Conventions de mandat

Pour les conventions de mandat, conformément à la loi sur la maîtrise d'ouvrage, la Communauté pourra réaliser en son nom ou pour le compte des communes, des missions d'ouvrage public relatives à une opération relevant et restant de la compétence de la collectivité.

6.5 Groupement de commandes

Conformément au Code des Marchés Publics, la Communauté peut coordonner un ou plusieurs groupements de commandes avec et au profit de ses communes membres.

Article n°7 Adhésion à des syndicats

La Communauté peut confier à un syndicat l'exercice de compétences dont elle a la charge après l'accord de la majorité qualifiée des conseils municipaux dans les conditions fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément au deuxième alinéa de l'article L. 5211-61 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté peut adhérer à différents syndicats pour des parties distinctes de son territoire pour les compétences limitativement énumérées par les textes.

Article n°8 : Recettes

Les recettes de la communauté sont celles fixées par les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, du Code Général des Impôts et des autres dispositions en vigueur.

Article n°9 : Fiances

Les fonctions de comptable de la Communauté de Communes sont exercées par le comptable public de Senlis.

Article n°10 : Règlement Intérieur

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté de Communes se dotera d'un règlement intérieur dans les six mois qui suivront son installation.

Les modalités de transfert de biens sont régies par les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et s'appliquent de plein droit.

Le nombre de Vice-présidents et la composition du Bureau devront faire l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire (article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Guillaume MARÉCHAL

Président de la Communauté
de Communes Senlis Sud Oise

*M. Jean-Éric Auvray a
la délibération n° 49 CC 190625*

François DUMOULIN

Secrétaire de séance



Acte exécutoire le 07/07/2025
Reçu par la Préfecture le 07/07/2025
Publié sur le Site Internet de la Ville le 07/07/2025

Courrier arrivé le

26 JUIN 2025

Mairie de Senlis (60)

CHARTRE DE TRANSFERT

La présent document, intitulé « *charte de transfert* » vise à poser les fondements d'un partenariat entre les communes, les syndicats et la communauté de communes pour la réussite du transfert des compétences eau potable et assainissement collectif, lesquelles impliquent la mise en œuvre des principes suivants :

- La solidarité entre les communes membres ;
- L'information et la communication aux élus et usagers,
- La mise en **place** d'une **gouvernance** équilibrée et représentative de l'ensemble des communes.

Pour ce faire, la charte de transfert reprend les orientations établies au cours des derniers mois à travers les différentes réunions de comité de pilotage.

Elle décline les engagements généraux de la communauté de communes et de ses communes membres pour garantir un transfert responsable, **respectueux et solidaire** à l'égard de l'**ensemble** des parties prenantes du territoire (communes, syndicat, élus, agents et usagers). Ainsi, selon les délibérations prises par les parties prenantes, la Communauté de Communes Senlis Sud Oise deviendra compétente au 1^{er} janvier 2026 sur les communes suivantes :

Pour l'eau potable :

- o Aumont en Halatte
- o Courteuil
- o Senlis
- o Chamant
- o Barbery
- o Montépilloy
- o Mont l'Evêque
- o Rully

Pour l'assainissement collectif :

- o Aumont en Halatte
- o Courteuil
- o Senlis
- o Chamant
- o Barbery
- o Brasseuse
- o Fleurine
- o Rully

Ces engagements généraux se déclinent en fonction des objectifs suivants :

- La mise en **place** d'un niveau de service **équivalent** sur l'**ensemble** du territoire via la mutualisation et le partage des moyens (financiers, humains et techniques) ;
- La proposition d'une tarification équitable et accessible à tous, en contrepartie d'un service de proximité réactif et compétent visant à garantir une alimentation en eau pérenne pour tout le territoire ;

- La satisfaction des principes suivants : réduction des pertes et amélioration des rendements des réseaux, amélioration de la connaissance sur le patrimoine et les ressources, renouvellement du patrimoine en adéquation avec le plan pluriannuel d'investissement (PPI), la sécurisation des réseaux et la conformité aux obligations réglementaires.

Dans cette perspective, les paragraphes qui suivent présentent les différents principes sur lesquels les communes, les syndicats et la communauté de communes s'accordent aux différentes étapes du transfert des compétences eau et assainissement.

Article 1 : avant le transfert, le respect de bonnes pratiques

Pour faciliter les opérations budgétaires et comptables du transfert de compétence au 1^{er} janvier 2026, les collectivités compétentes, au jour de l'approbation de la charte de transfert, s'engagent à respecter les bonnes pratiques suivantes :

- La stabilisation des moyens matériels et humains de leur service
- La réalisation des travaux nécessaires au maintien du niveau de service actuel ou prévus dans le PPI et dans les budgets 2025
- La limitation du recours à l'emprunt au strict nécessaire pour financer les travaux engagés.

Les communes et syndicats s'engagent mutuellement à :

- Informer sur les investissements réalisés au cours de l'exercice en cours et ceux qu'il est prévu d'engager d'ici la fin de l'exercice (objet, montant, financement et calendrier) et sur les éventuels emprunts mobilisés en 2025 ou qu'il est prévu de mobiliser
- Préciser si les investissements réalisés en 2025 sont inscrits ou non dans la programmation prévue par le PPI
- Informer en conséquence sur l'évolution anticipée du résultat de clôture 2025
- Communiquer les éventuelles évolutions tarifaires intervenues en 2025
- Informer les co-contractants du transfert de compétence et de la substitution du syndicat aux entités antérieurement compétentes
- Transmettre toutes les informations nécessaires à la prise en charge des contrats transférés par le syndicat
- Transmettre toutes les informations techniques nouvelles pour assurer la tenue du dossier permanent (plans/données SIG, études, résultats d'analyses...)
- Communiquer toutes les délibérations prises au cours de l'exercice se rapportant au service d'eau potable et le service assainissement collectif
- Informer sur les évolutions liées aux services en charge de la compétence « alimentation en eau potable » et la compétence « assainissement collectif » (nombre et statut des agents, rémunération, rythme de travail, absence/remplacement, recrutements...)
- Équiper les bâtiments publics de compteurs individuels
- Toiletter et compléter les bases de données usagers
- En matière comptable, en lien étroit avec le comptable public et/ou le conseiller aux décideurs locaux :
 - i. Apurer l'état de l'actif et s'assurer de la cohérence avec l'inventaire physique et les immobilisations qui seront transférées
 - ii. Distinguer dans les états de l'actif les immobilisations qui relèvent de l'alimentation en eau potable et assainissement collectif
 - iii. Sortir de l'état de l'actif les immobilisations qui ne sont pas liées aux services transférés (pluvial, assainissement, défense incendie, fontaines...)
 - iv. Flécher les subventions amortissables avec les investissements (les subventions non transférables restent dans les communes)
 - v. Apurer les comptes d'attente et opérations pour comptes de tiers

- vi. Passer les écritures d'admission en non-valeur.

Article 2 : la clôture des budgets communaux

Conformément à la réglementation en vigueur, les opérations de liquidation préalables au transfert de compétence à accomplir par les communes consistent à :

- Évaluer de manière sincère les restes à réaliser à transférer à la communauté de communes en dépenses et en recettes. L'état qui dresse les restes à réaliser sera cosigné par la commune la communauté de communes
- Rattacher les charges et produits à l'exercice 2025.
- Comptabiliser les amortissements et éventuelles provisions.

Dans une logique de solidarité et de responsabilité, les communes s'engagent à délibérer en faveur d'un transfert des excédents de clôture.

Les restes à recouvrer (recettes dont le titre a été émis) restent dans la comptabilité communale. Toutefois, si la commune transfère son excédent de clôture, dans l'esprit de responsabilité et de solidarité qui caractérisent ce transfert, la communauté de communes lui remboursera chaque année, sur justification, les admissions en non-valeur et créances éteintes afférentes à la gestion communale. En cas de non-transfert des excédents de clôture, la commune assume seule les charges liées aux admissions en non-valeur et créances éteintes, sans possibilité de se faire rembourser par la communauté de communes.

Le FCTVA dû au titre des investissements réalisés par les entités transférantes avant le 1^{er} janvier 2026 sera encaissé dans leurs budgets en 2026 selon la situation de chaque collectivité, sans pouvoir faire l'objet d'une inscription dans les restes-à-réaliser. Or, cette recette se rattache aux immobilisations transférées, et il semble logique qu'elle soit récupérée par la communauté de communes. Pour les communes qui disposent d'un emprunt globalisé qui ne serait pas transféré à la communauté de communes et qui seraient concernées par un encaissement du FCTVA en 2026, le syndicat remboursera les communes au titre d'une quote-part d'annuité qui correspond à la compétence transférée, et sera minorée à hauteur du FCTVA perçu par la commune.

Article 3 : la mise à disposition des biens

Les biens communaux nécessaires à l'exercice des compétences eau potable et assainissement collectif au moment du transfert sont mis à disposition de la communauté de communes, conformément au cadre juridique en vigueur.

Ce transfert ne constitue pas un transfert en pleine propriété, mais leur mise à disposition gratuite et sans contrepartie à la communauté de communes qui dispose de tous les droits et devoirs du propriétaire, sans avoir toutefois le droit de les aliéner.

Dans l'hypothèse où les biens mis à la disposition de la communauté de communes ne seraient plus affectés à la gestion des compétences eau potable et assainissement collectif, ils seront restitués aux communes propriétaires.

Les opérations de mise à disposition des biens s'effectuent par opérations d'ordre non budgétaires initiées par l'ordonnateur et enregistrées par le comptable, sur la base d'un procès-verbal établi contradictoirement entre la communauté de communes et la commune concernée.

Les parties conviennent que ce procès-verbal devra être établi au plus tard le 1^{er} septembre 2026.

Article 4 : la gouvernance après le transfert

En ce qui concerne la compétence relative à l'eau, les communes de Pontarmé et de Thiers-sur-Thève continueront à faire partie du périmètre du Syndicat Intercommunal d'exploitation des champs captant d'Asnières-sur-Oise (SIECCAO).

Il en ira de même pour les communes de Brasseuse, Fleurines, Raray et Villers-Saint-Frambourg-Ognon au sein du Syndicat Intercommunal du Bassin d'Halatte (SIBH). Il est envisagé une dissolution du SIBH au 1^{er} janvier 2027. Une

convention d'entente pourra être conclue entre la CCSSO et la commune de Villeneuve sur Verberie (seule commune membre du SIBH, dont le périmètre est extérieur à celui de la CCSSO).

Il en ira encore de même pour les communes de Fontaine-Chaalis, Montlognon et Borest au sein du Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau de Montlognon (SIAP de Montlognon).

La CCSSO sera, à compter du 1^{er} janvier 2026, membre de ces trois Syndicat et siègera en représentation-substitution de l'ensemble des communes susvisées.

En application du mécanisme de représentation substitution, la CCSSO se substituera aux communes susvisées au sein des trois syndicats pour la compétence eau.

La Communauté bénéficiera, en application de l'article L.5711-3 du CGCT, d'un nombre de délégué égal à la somme des sièges dont disposaient ses communs membres dans chacun des trois syndicats.

La Communauté devra alors, entre le 1^{er} janvier 2026 et la première réunion du comité syndical du SIECCAO, du SIBH et du SIAPE de Montlognon suivant cette date, désigner ses représentants, en qualité de communauté, selon la répartition précitée.

Conformément au 4^{ème} alinéa de l'article L. 5711-1 du CGCT, le choix de l'organe délibérant pourra porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une des deux communes membres.

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau d'Avilly-Saint-Léonard Courteuil (SIAEP d'Avilly-Saint-Léonard Courteuil) sera quant à lui dissous à compter du 1^{er} janvier 2026. La commune de Courteuil, membre du Syndicat, sera intégrée dans le périmètre de la CCSSO.

En ce qui concerne la compétence relative à l'assainissement collectif, les communes de Pontarmé et de Thiers-sur-Thève continueront à faire partie du périmètre du Syndicat intercommunal pour la collecte et le traitement des eaux usées dans le bassin de la Thève et de l'Ysieux (SICTEUB).

La CCSSO sera, à compter du 1^{er} janvier 2026, membre du Syndicat et siègera en représentation-substitution des deux communes susvisées.

En application du mécanisme de représentation substitution, la CCSSO se substituera aux deux communes susvisées au sein du SICTEUB pour la compétence assainissement collectif.

La Communauté bénéficiera, en application de l'article L.5711-3 du CGCT, d'un nombre de délégué égal à la somme des sièges dont disposaient ses deux communes membres.

La Communauté devra alors, entre le 1^{er} janvier 2026 et la première réunion du comité syndical du SICTEUB suivant cette date, désigner ses représentants, en qualité de communauté, selon la répartition précitée.

Conformément au 4^{ème} alinéa de l'article L. 5711-1 du CGCT, le choix de l'organe délibérant pourra porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une des deux communes membres.

En ce qui concerne les deux compétences : les communes ayant délégué l'exercice de leurs compétences à un syndicat s'engagent à voter favorablement (VOTE POUR) l'ensemble des délibérations proposées en conseil communautaire par la Communauté de communes s'agissant de l'exercice des compétences eau et assainissement sur le territoire des communes non-membres de syndicats.

Compte tenu de l'importance et de l'impact du transfert, il sera proposé une gouvernance dédiée par la mise en place d'un comité de pilotage dont les missions seront de :

- Piloter le bon déroulement du transfert ;
- Evaluer la charte de transfert ;
- Valider le programme d'investissement annuel ;
- Déterminer la politique tarifaire.

Article 5 : le sort des agents

Pour faciliter les opérations liées au transfert des agents au 1^{er} janvier 2026, les collectivités compétentes au jour de l'approbation de la charte de transfert s'engagent à ne recruter aucun agent en lien avec l'exercice de la compétence eau ou assainissement, sans en aviser au préalable la CCSSO.

Ces mêmes collectivités s'engagent également à informer la CCSSO en amont de tout changement lié à la situation individuelle et au traitement des agents.

Conformément à l'article L.5211-4-1 du CGCT, le transfert des compétences eau et assainissement des communes à la CCSSO entraîne le transfert du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre.

Le sort du personnel varie en fonction de la quotité de temps de travail dédiée à l'exercice des compétences transférées avec une distinction entre le personnel affecté intégralement au sein du service ou partie de service concerné et le personnel affecté uniquement pour partie à l'exercice de la compétence.

L'agent transféré de plein droit conserve les conditions de statut et d'emploi dont il bénéficiait au sein de sa collectivité d'origine.

En pratique, si la ou les communes ont instauré une participation financière aux frais engagés par leurs agents pour leur couverture Santé, que ce soit dans le cadre d'une convention de participation ou d'une labellisation, l'agent transféré de plein droit à la CCSSO, à la suite du transfert, conserve le bénéfice du régime afférent malgré le changement d'employeur.

Dans l'hypothèse d'une convention de participation, la CCSSO est alors substituée de plein droit à la Commune pour exécuter la convention dans les conditions antérieures et jusqu'à échéance du contrat.

Les agents recrutés par les délégataires de services publics ne sont pas concernés par les éléments susvisés. Ces derniers ne sont en effet pas affectés par le transfert de compétences.

Article 6 : le mode de gestion

Le transfert des compétences eau et assainissement n'aura aucun impact sur les modes de gestion en cours, à savoir la gestion en régie ou via des contrats de Délégation de Service Public (DSP).

En ce qui concerne l'eau potable, les communes membres du SIECCAO et du SIBH continueront de voir leur service assuré en DSP au 1^{er} janvier 2026, et ce jusqu'au terme de leurs contrats respectifs.

Il en ira de même pour les communes d'Aumont-en-Halatte, de Barbery, de Chamant, de Rully, de Senlis et Courteuil. Le SIAP de Montlognon continuera à assurer ses missions en régie, par l'intermédiaire de ses propres services.

Les communes restantes, à savoir les communes de Montépilloy et de Mont-l'Évêque verront leur service assuré par les régies d'eau.

Une délégation de service public globale sera passée à compter du 1^{er} janvier 2027 sur un périmètre initial correspondant à celui des communes actuellement membre du SIBH, à savoir Brasseuse, Fleurines, Raray, Villers-Saint-Frambourg-Ognon.

Ce contrat comportera une clause de réexamen en vue de l'intégration des différentes communes de l'intercommunalité et fur et à mesure du terme de leur DSP respective, à savoir :

- 31 décembre 2027 : Courteuil
- 14 juillet 2028 : Aumont en Halatte
- 31 décembre 2028 : Chamant
- 31 décembre 2030 : Rully
- 30 juin 2031 : Barbery
- 31 janvier 2032 : Senlis

En ce qui concerne l'assainissement collectif, les communes d'Aumont-en-Halatte, de Barbery, de Chamant, Courteuil, Fleurines, Rully, Brasseuse et Senlis continueront de voir leur service assuré en DSP au 1^{er} janvier 2026, et ce jusqu'au terme de leurs contrats respectifs.

Une mutualisation de ces contrats est à prévoir. Une DSP globale sera prévue en fonction des échéances des différents contrat DSP, à savoir :

- 16 avril 2027 : Courteuil
- 14 mars 2028: Barbery
- 31 décembre 2028: Chamant
- 31 octobre 2029 : Aumont en Halatte
- 31 décembre 2030: Rully
- 1^{er} janvier 2036 : Fleurines
- 31 janvier 2036 : Senlis

Le SICTEUB continuera à assurer ses missions en régie, par l'intermédiaire de ses propres services.

Article 7 : le financement des services

Conformément au CGCT et à la M49, les services d'eau potable et d'assainissement collectif sont retracés dans un budget dédié et financés par des recettes perçues sur les usagers en contrepartie du ou des services qui leur sont rendus.

Le principe d'égalité de traitement des usagers du service public implique que la communauté de communes procède, à terme et à l'issue d'une période raisonnable, à l'harmonisation des tarifs actuellement pratiqués par les autorités compétentes sur son territoire.

La communauté de communes s'engage à fixer le montant de ces redevances de manière à couvrir le coût du service et dégager un autofinancement nécessaire à la couverture d'une partie du besoin de financement des investissements.

La communauté de communes s'engage à obtenir les meilleurs financements possibles auprès du Département et de l'Agence de l'Eau pour atténuer le coût à répercuter sur les usagers.

La CCSSO s'engage à poursuivre la trajectoire tarifaire prévue en annexe sous réserve que les conditions de réalisation de celle-ci soit réunie (l'inflation et les négociations de contrat avec les délégataires pourraient notamment avoir un impact à la hausse ou à la baisse sur le tarif cible).

Article 8 : la priorisation des investissements

Afin de tenir compte des objectifs techniques précités et des projets engagés par les collectivités transférantes, un programme pluriannuel des investissements (PPI) est établi. Il est le résultat d'une priorisation selon des critères techniques (urgences, impact environnemental avéré, mises en conformité réglementaire) et juridiques (marchés en cours).

Le PPI fera l'objet d'un suivi annuel qui permettra d'informer toutes les collectivités sur la nature et l'importance des travaux effectivement réalisés au cours de l'année d'une part et les travaux prévus pour l'année suivante d'autre part. Ces éléments seront communiqués aux communes, pour les informer d'éventuels travaux sur leur territoire et ainsi anticiper et coordonner d'autres projets communaux tels que la voirie, le pluvial ou la défense incendie.

Une coordination pour engager les travaux sera organisée en lien avec les services municipaux lors de la préparation du DOB et des budgets.

La communauté de communes s'engage notamment à réaliser avant le 31 décembre 2028 les investissements suivants, en contrepartie des excédents transférés par les communes :

En ce qui concerne l'eau potable :

- Barbery pour son interconnexion avec Montépilloy (122 535,47 € d'excédent sur le budget eau potable au 31/12/2024) ;
- Chamant pour sa décarbonatation (573 935,88 € d'excédent sur le budget eau potable au 31/12/2024) ;
- Rully pour sa déferrisation (274 000,87 € d'excédent sur le budget eau potable au 31/12/2024) ;
- Senlis pour le renouvellement du réseau eau potable (445 953,89 € d'excédent sur le budget eau potable au 31/12/2024) ;

En ce qui concerne l'assainissement collectif :

- Senlis pour la mise en séparatif de ses réseaux (1 456 461,72 € d'excédent sur le budget assainissement au 31/12/2024)

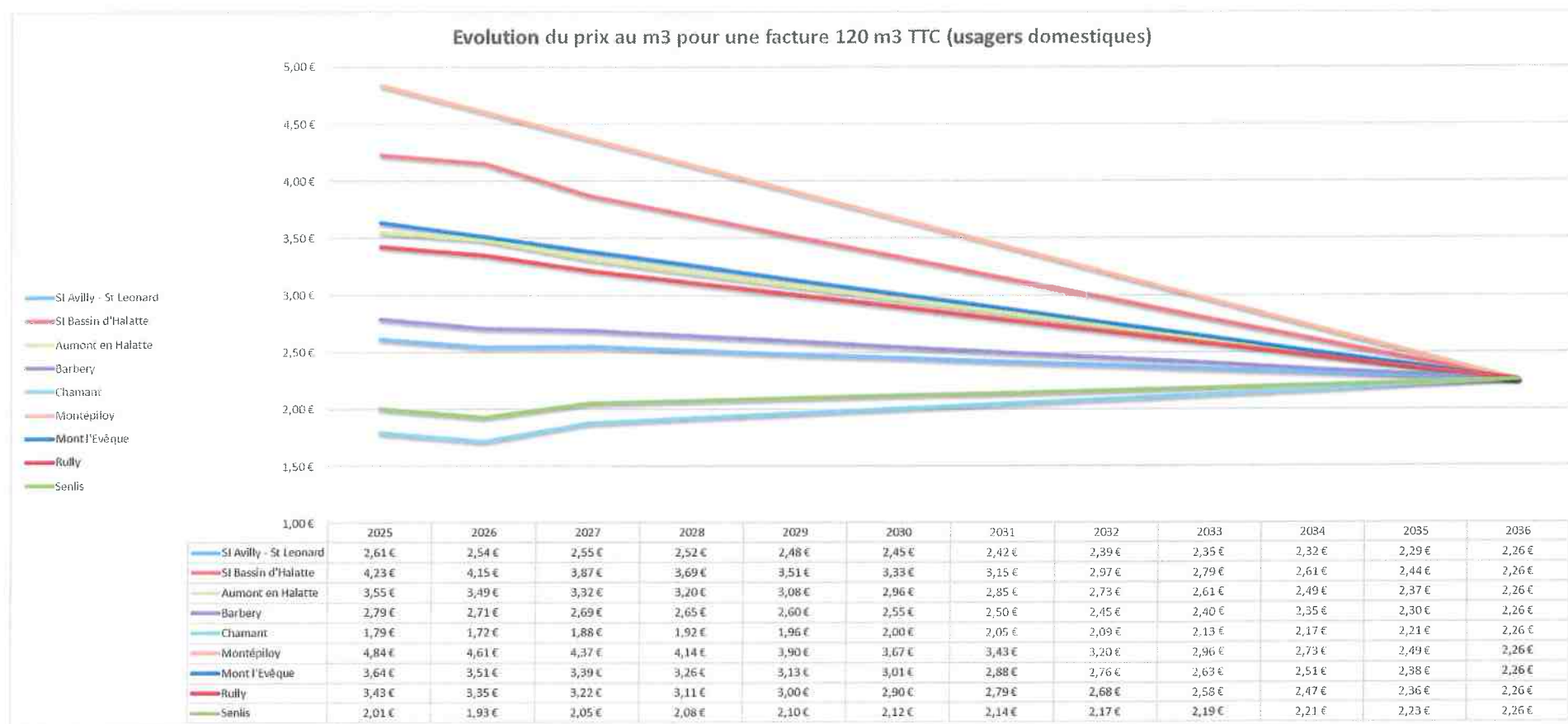
Les investissements susvisés ne constituent pas l'ensemble des investissements qui seront réalisés par la CCSSO. En plus de ces derniers, seront intégrés les opérations inscrites en reste à réaliser lors du CFU 2025 voté par les communes et les autres opérations type de renouvellement des réseaux prévues au PPI joint en annexe.

La totalité des dépenses relatives à la mise en séparatif des réseaux d'assainissement unitaires est prise en charge par le budget assainissement de la communauté de communes.

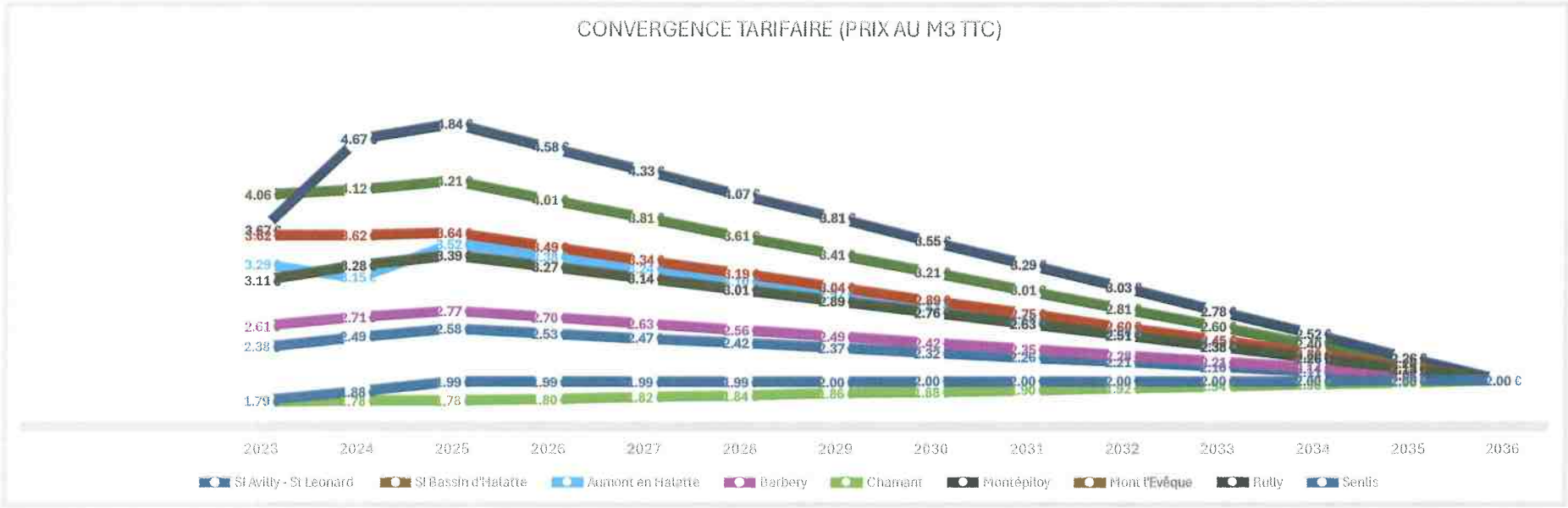
Article 9 : le suivi de l'extension du périmètre et des transferts de compétences

Tous les ans, un bilan financier de l'exercice des compétences sera dressé. Il mettra en évidence les écarts entre les prévisions et réalisations et les expliquera. La prospective financière des services sera actualisée et mise en perspective avec les trajectoires financières.

Annexe 1 : Trajectoire tarifaire Eau potable – Facture 120 m3 avec inflation



Annexe 2 : Trajectoire tarifaire Eau potable – Facture 120 m3 sans inflation



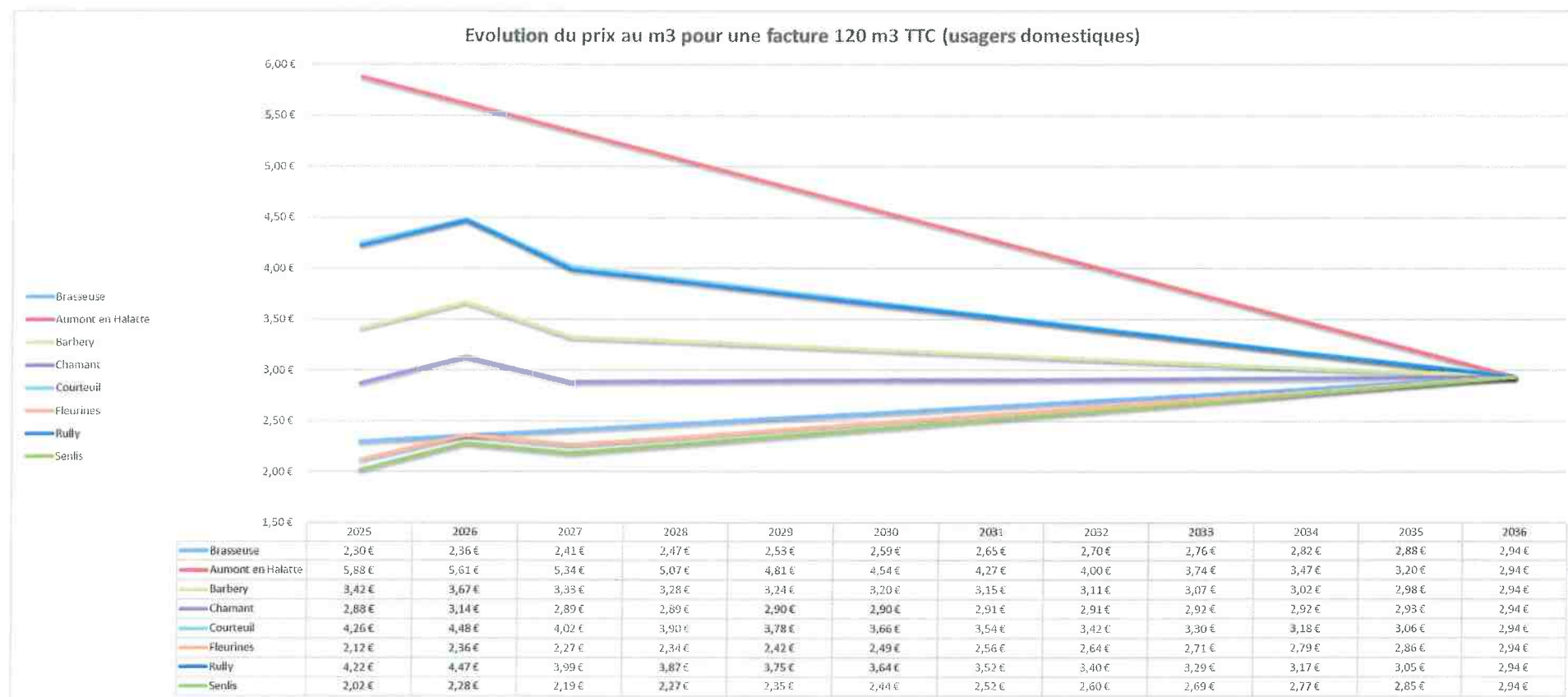
FACTURE TTC / m3	120	Facture 120 m3
		St Avilly - St Leonard
		St Bassin d'Halatte
		Aumont en Halatte
		Barbery
		Chamant
		Montépilloy
		Mont l'Evêque
		Rully
		Sentis

2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036
2.38€	2.49€	2.58€	2.53€	2.47€	2.42€	2.37€	2.32€	2.26€	2.21€	2.16€	2.11€	2.06€	2.00€
4.06€	4.12€	4.21€	4.01€	3.81€	3.61€	3.41€	3.21€	3.01€	2.81€	2.60€	2.40€	2.20€	2.00€
3.29€	3.15€	3.52€	3.38€	3.24€	3.10€	2.97€	2.83€	2.69€	2.55€	2.42€	2.28€	2.14€	2.00€
2.61€	2.71€	2.77€	2.70€	2.63€	2.56€	2.49€	2.42€	2.35€	2.28€	2.21€	2.14€	2.07€	2.00€
1.77€	1.78€	1.78€	1.80€	1.82€	1.84€	1.86€	1.88€	1.90€	1.92€	1.94€	1.96€	1.98€	2.00€
3.67€	4.67€	4.84€	4.58€	4.33€	4.07€	3.81€	3.55€	3.29€	3.03€	2.78€	2.52€	2.26€	2.00€
3.62€	3.62€	3.64€	3.49€	3.34€	3.19€	3.04€	2.89€	2.75€	2.60€	2.45€	2.30€	2.15€	2.00€
3.11€	3.28€	3.39€	3.27€	3.14€	3.01€	2.89€	2.76€	2.63€	2.51€	2.38€	2.26€	2.13€	2.00€
1.79€	1.88€	1.99€	1.99€	1.99€	1.99€	2.00€	2.00€	2.00€	2.00€	2.00€	2.00€	2.00€	2.00€

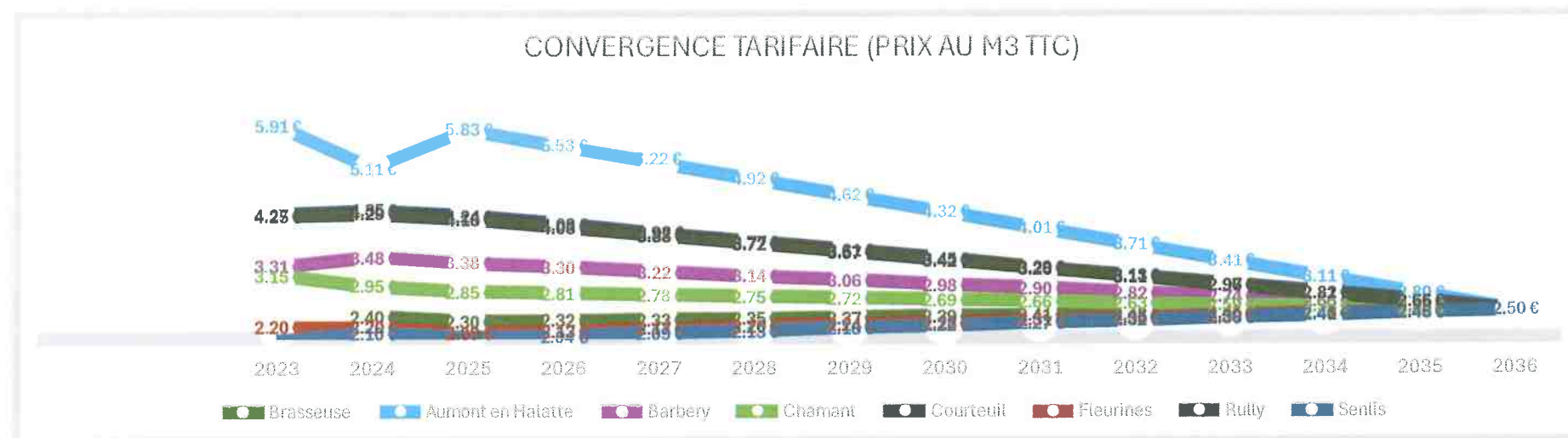
Annexe 3 : PPI Eau Potable

PPI AEP	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	TOTAL
Aumont-en-Halatte	- €	- €	356 234,68 €	119 412,50 €	19 412,50 €	19 412,50 €	19 412,50 €	19 412,50 €	19 412,50 €	19 412,50 €	19 412,50 €	19 412,50 €	19 412,50 €	650 359,68 €
Ressources / captages			3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	33 000,00 €
Ouvrages distribution (réservoirs)			10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	110 000,00 €
Renouvellement réseaux			6 412,50 €	6 412,50 €	6 412,50 €	6 412,50 €	6 412,50 €	6 412,50 €	6 412,50 €	6 412,50 €	6 412,50 €	6 412,50 €	6 412,50 €	70 537,50 €
Interconnexion / secours ...			336 822,18 €	100 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	436 822,18 €
Barbery	41 977,85 €	120 000,00 €	178 000,00 €	76 000,00 €	28 000,00 €	28 000,00 €	28 000,00 €	28 000,00 €	28 000,00 €	28 000,00 €	28 000,00 €	28 000,00 €	28 000,00 €	506 000,00 €
Ouvrages distribution (réservoirs)			10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	110 000,00 €
Renouvellement réseaux			18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	198 000,00 €
Interconnexion	41 977,85 €	120 000,00 €	150 000,00 €	48 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	198 000,00 €
Autres			- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Chamant	421 912,60 €	290 000,00 €	421 750,00 €	336 750,00 €	36 750,00 €	36 750,00 €	36 750,00 €	36 750,00 €	36 750,00 €	36 750,00 €	36 750,00 €	36 750,00 €	36 750,00 €	1 089 250,00 €
Ressources / captages			3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	33 000,00 €
Ouvrages distribution (réservoirs)	383 940,01 €	186 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Renouvellement réseaux	37 972,59 €	50 000,00 €	33 750,00 €	33 750,00 €	33 750,00 €	33 750,00 €	33 750,00 €	33 750,00 €	33 750,00 €	33 750,00 €	33 750,00 €	33 750,00 €	33 750,00 €	371 250,00 €
Etudes		54 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Autres : decarbonation			385 000,00 €	300 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	685 000,00 €
Montépilly	- €	19 322,80 €	55 416,62 €	24 580,00 €	24 580,00 €	24 580,00 €	24 580,00 €	24 580,00 €	24 580,00 €	24 580,00 €	24 580,00 €	24 580,00 €	24 580,00 €	301 210,62 €
Ouvrages distribution (réservoirs)	- €	19 322,80 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	110 000,00 €
Renouvellement réseaux	- €	- €	14 580,00 €	14 580,00 €	14 580,00 €	14 580,00 €	14 580,00 €	14 580,00 €	14 580,00 €	14 580,00 €	14 580,00 €	14 580,00 €	14 580,00 €	160 380,00 €
Autres	- €	- €	30 830,62 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	30 830,62 €
Mont-l'Évêque	- €	- €	17 875,00 €	17 875,00 €	17 875,00 €	17 875,00 €	17 875,00 €	17 875,00 €	17 875,00 €	17 875,00 €	17 875,00 €	17 875,00 €	17 875,00 €	196 625,00 €
Ouvrages distribution (réservoirs)			10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	110 000,00 €
Renouvellement réseaux			7 875,00 €	7 875,00 €	7 875,00 €	7 875,00 €	7 875,00 €	7 875,00 €	7 875,00 €	7 875,00 €	7 875,00 €	7 875,00 €	7 875,00 €	86 625,00 €
Rully	- €	220 264,13 €	36 250,00 €	36 250,00 €	666 250,00 €	36 250,00 €	36 250,00 €	36 250,00 €	36 250,00 €	36 250,00 €	36 250,00 €	36 250,00 €	36 250,00 €	1 028 750,00 €
Ressources / captages - deferrisation			6 000,00 €	6 000,00 €	636 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	696 000,00 €
Ouvrages distribution (réservoirs)			10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	110 000,00 €
Renouvellement réseaux		220 264,13 €	20 250,00 €	20 250,00 €	20 250,00 €	20 250,00 €	20 250,00 €	20 250,00 €	20 250,00 €	20 250,00 €	20 250,00 €	20 250,00 €	20 250,00 €	222 750,00 €
Senlis	1 183 456,79 €	1 602 669,08 €	512 850,00 €	818 750,00 €	725 973,38 €	440 000,00 €	357 500,00 €	320 000,00 €	245 000,00 €	245 000,00 €	245 000,00 €	245 000,00 €	245 000,00 €	4 400 073,38 €
Compteurs / brcht plomb		50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	550 000,00 €
Renouvellement réseaux	1 136 671,21 €	1 345 980,76 €	407 850,00 €	768 750,00 €	675 973,38 €	390 000,00 €	307 500,00 €	270 000,00 €	195 000,00 €	195 000,00 €	195 000,00 €	195 000,00 €	195 000,00 €	3 795 073,38 €
Etudes	37 785,58 €	9 775,00 €	55 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	55 000,00 €
SIE Avilly Courteuil (Courteuil)	- €	9 989,24 €	18 000,00 €	18 000,00 €	58 000,00 €	218 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	438 000,00 €
Renouvellement réseaux			18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €	198 000,00 €
Interconnexion			- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	200 000,00 €
Etudes - interco Senlis			- €	- €	40 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	40 000,00 €
SIBH (Fleurines, Villiers Saint Froid, Oignon, Brasseuse)	- €	480 268,24 €	183 750,00 €	283 750,00 €	1 583 750,00 €	183 750,00 €	183 750,00 €	183 750,00 €	183 750,00 €	183 750,00 €	183 750,00 €	183 750,00 €	183 750,00 €	3 521 250,00 €
Ressources / captages - deferrisation			6 000,00 €	6 000,00 €	1 406 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	6 000,00 €	1 466 000,00 €
Ouvrages distribution (réservoirs)			50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	550 000,00 €
Renouvellement réseaux			114 750,00 €	114 750,00 €	114 750,00 €	114 750,00 €	114 750,00 €	114 750,00 €	114 750,00 €	114 750,00 €	114 750,00 €	114 750,00 €	114 750,00 €	1 262 250,00 €
Etudes stockage			- €	100 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	100 000,00 €
Autres		480 268,24 €	13 000,00 €	13 000,00 €	13 000,00 €	13 000,00 €	13 000,00 €	13 000,00 €	13 000,00 €	13 000,00 €	13 000,00 €	13 000,00 €	13 000,00 €	143 000,00 €
CCSSO	- €	150 000,00 €	150 000,00 €	- €	- €	100 000,00 €	2 500 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	2 750 000,00 €
Nouvelle ressource						100 000,00 €	2 500 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	2 600 000,00 €
Etudes : SDAEP + PGSSE		150 000,00 €	150 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	150 000,00 €
TOTAL	1 647 347,24 €	2 392 513,89 €	1 930 120,30 €	1 731 367,50 €	3 160 590,88 €	1 104 617,50 €	3 222 117,50 €	608 617,50 €	609 617,50 €	609 617,50 €	609 617,50 €	609 617,50 €	609 617,50 €	14 881 518,68 €

Annexe 4 : Trajectoire tarifaire Assainissement collectif – Facture 120 m3 avec inflation



Annexe 5 : Trajectoire tarifaire Assainissement collectif – Facture 120 m3 sans inflation



FACTURE TTC / m3	120	Facture 120 m3
		Brasseuse
		Aumont en Halatte
		Barbery
		Chamant
		Courteuil
		Fleurines
		Rully
		Senlis

2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036
- €	2.40 €	2.30 €	2.32 €	2.33 €	2.35 €	2.37 €	2.39 €	2.41 €	2.43 €	2.45 €	2.46 €	2.48 €	2.50 €
5.91 €	5.11 €	5.83 €	5.53 €	5.22 €	4.92 €	4.62 €	4.32 €	4.01 €	3.71 €	3.41 €	3.11 €	2.80 €	2.50 €
3.31 €	3.48 €	3.38 €	3.30 €	3.22 €	3.14 €	3.06 €	2.98 €	2.90 €	2.82 €	2.74 €	2.66 €	2.58 €	2.50 €
3.15 €	2.95 €	2.85 €	2.81 €	2.78 €	2.75 €	2.72 €	2.69 €	2.66 €	2.63 €	2.59 €	2.56 €	2.53 €	2.50 €
4.23 €	4.25 €	4.18 €	4.08 €	3.98 €	3.72 €	3.61 €	3.45 €	3.29 €	3.13 €	2.97 €	2.82 €	2.66 €	2.50 €
2.20 €	2.20 €	2.09 €	2.13 €	2.17 €	2.20 €	2.24 €	2.28 €	2.31 €	2.35 €	2.39 €	2.43 €	2.46 €	2.50 €
4.25 €	4.29 €	4.18 €	4.03 €	3.88 €	3.72 €	3.57 €	3.42 €	3.26 €	3.11 €	2.96 €	2.81 €	2.65 €	2.50 €
1.96 €	2.10 €	2.00 €	2.04 €	2.09 €	2.13 €	2.18 €	2.22 €	2.27 €	2.32 €	2.36 €	2.41 €	2.45 €	2.50 €

Annexe 6 : PPI Assainissement collectif

PPI ASSI	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	TOTAL
Aumont en halatte	- €	- €	3 900,00 €	103 900,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €	169 290,00 €
Renouvellement réseaux			3 900,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €	3 900,00 €	42 900,00 €
Autres - raccordement hameau				100 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	100 000,00 €
Barbery (650 EH)	- €	- €	2 580,00 €	2 580,00 €	2 580,00 €	2 580,00 €	2 580,00 €	2 580,00 €	2 580,00 €	2 580,00 €	2 580,00 €	2 580,00 €	2 580,00 €	28 380,00 €
Renouvellement réseaux			2 580,00 €	2 580,00 €	2 580,00 €	2 580,00 €	2 580,00 €	2 580,00 €	2 580,00 €	2 580,00 €	2 580,00 €	2 580,00 €	2 580,00 €	28 380,00 €
Erasseuse (170EH)	- €	- €	420,00 €	420,00 €	420,00 €	420,00 €	420,00 €	420,00 €	420,00 €	420,00 €	420,00 €	420,00 €	420,00 €	4 620,00 €
Renouvellement réseaux			420,00 €	420,00 €	420,00 €	420,00 €	420,00 €	420,00 €	420,00 €	420,00 €	420,00 €	420,00 €	420,00 €	4 620,00 €
Chamant (2000 EH)	- €	118 000,00 €	72 083,33 €	172 083,33 €	172 083,33 €	172 083,33 €	72 083,33 €	72 083,33 €	72 083,33 €	72 083,33 €	72 083,33 €	72 083,33 €	72 083,33 €	1 210 916,67 €
Travaux STEP BA			8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	91 666,67 €
Travaux STEP hors BA		49 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	49 000,00 €
Rehab PR			3 750,00 €	3 750,00 €	3 750,00 €	3 750,00 €	3 750,00 €	3 750,00 €	3 750,00 €	3 750,00 €	3 750,00 €	3 750,00 €	3 750,00 €	41 250,00 €
Renouvellement réseaux			60 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	660 000,00 €
Etudes préalables STEP			- €	100 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	300 000,00 €
Autres		69 000,00 €												69 000,00 €
Courteuil	- €	- €	10 348,00 €	10 348,00 €	10 348,00 €	10 348,00 €	10 348,00 €	10 348,00 €	10 348,00 €	10 348,00 €	10 348,00 €	10 348,00 €	10 348,00 €	113 828,00 €
Rehab PR			2 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €	27 500,00 €
Renouvellement réseaux			7 848,00 €	7 848,00 €	7 848,00 €	7 848,00 €	7 848,00 €	7 848,00 €	7 848,00 €	7 848,00 €	7 848,00 €	7 848,00 €	7 848,00 €	86 328,00 €
Fleurines (2000 ZH)	- €	493 786,80 €	124 208,33 €	224 208,33 €	224 208,33 €	224 208,33 €	124 208,33 €	124 208,33 €	124 208,33 €	124 208,33 €	124 208,33 €	124 208,33 €	124 208,33 €	2 160 078,47 €
Travaux STEP BA			8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	91 666,67 €
Rehab PR			1 875,00 €	1 875,00 €	1 875,00 €	1 875,00 €	1 875,00 €	1 875,00 €	1 875,00 €	1 875,00 €	1 875,00 €	1 875,00 €	1 875,00 €	20 625,00 €
Renouvellement/ mise en séparatif			114 000,00 €	114 000,00 €	114 000,00 €	114 000,00 €	114 000,00 €	114 000,00 €	114 000,00 €	114 000,00 €	114 000,00 €	114 000,00 €	114 000,00 €	1 254 000,00 €
Etudes préalables STEP			- €	100 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	300 000,00 €
Autres		493 786,80 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	493 786,80 €
Montlognon	- €	- €	40 000,00 €	380 000,00 €	380 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	800 000,00 €
Etudes			40 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	40 000,00 €
Création micro step et réseau			- €	380 000,00 €	380 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	760 000,00 €
Rully (1000 EH)	- €	- €	4 200,00 €	4 200,00 €	4 200,00 €	4 200,00 €	4 200,00 €	4 200,00 €	4 200,00 €	4 200,00 €	4 200,00 €	4 200,00 €	4 200,00 €	46 200,00 €
Renouvellement réseaux			4 200,00 €	4 200,00 €	4 200,00 €	4 200,00 €	4 200,00 €	4 200,00 €	4 200,00 €	4 200,00 €	4 200,00 €	4 200,00 €	4 200,00 €	46 200,00 €
Senlis (25 000 EH)	1 260 738,81 €	2 152 759,10 €	1 029 154,58 €	1 157 298,33 €	1 113 081,71 €	1 098 383,33 €	1 057 433,33 €	1 197 083,33 €	1 069 583,33 €	1 069 584,33 €	1 069 584,33 €	1 069 584,33 €	1 069 584,33 €	15 413 853,20 €
Travaux STEP BA			8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	8 333,33 €	91 666,67 €
Rehab PR			11 250,00 €	11 250,00 €	11 250,00 €	11 250,00 €	11 250,00 €	11 250,00 €	11 250,00 €	11 251,00 €	11 251,00 €	11 251,00 €	11 251,00 €	123 754,00 €
Renouvellement réseaux	1 216 363,83 €	2 152 759,10 €	1 009 571,25 €	1 112 715,00 €	1 093 498,38 €	1 078 800,00 €	1 037 850,00 €	1 177 500,00 €	1 050 000,00 €	1 050 000,00 €	1 050 000,00 €	1 050 000,00 €	1 050 000,00 €	15 129 057,56 €
Etudes -ReUT Step	44 374,98 €	- €	- €	25 000,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	69 374,98 €
TOTAL	1 260 738,81 €	2 764 545,90 €	1 286 894,25 €	2 055 038,00 €	1 910 821,38 €	1 516 123,00 €	1 275 173,00 €	1 414 823,00 €	1 287 323,00 €	1 287 324,00 €	1 287 324,00 €	1 287 324,00 €	1 287 324,00 €	19 920 776,34 €

Facture 120 m3 sans inflation		Senlis											
		2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036
Eau Potable	Tranche 0 - 30	3.00 €	3.00 €	16.85 €	15.94 €	15.11 €	14.29 €	13.46 €	15.00 €	13.92 €	12.92 €	11.92 €	9.88 €
	Tranche 30 - 120	58.50 €	58.50 €	50.54 €	47.81 €	45.34 €	42.86 €	40.38 €	44.99 €	41.77 €	38.76 €	35.75 €	29.64 €
	Tranche > 120	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
	Abonnement	- €	- €	4.14 €	8.28 €	12.41 €	16.55 €	20.69 €	17.03 €	20.45 €	24.59 €	28.72 €	37.00 €
	Total collectivité	61.50 €	61.50 €	71.52 €	72.03 €	72.86 €	73.70 €	74.53 €	77.02 €	76.15 €	76.27 €	76.40 €	76.52 €
	Tranche 0 - 30	16.50 €	16.50 €	16.50 €	16.50 €	16.50 €	16.50 €	16.50 €	17.51 €	17.76 €	17.76 €	17.76 €	17.76 €
	Tranche 30 - 120	63.00 €	63.00 €	63.00 €	63.00 €	63.00 €	63.00 €	63.00 €	52.54 €	53.28 €	53.28 €	53.28 €	53.28 €
	Tranche > 120	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
	Abonnement	14.48 €	14.48 €	14.48 €	14.48 €	14.48 €	14.48 €	14.48 €	22.28 €	23.00 €	23.00 €	23.00 €	23.00 €
	Total délégataire	93.98 €	93.98 €	93.98 €	93.98 €	93.98 €	93.98 €	93.98 €	92.33 €	94.04 €	94.04 €	94.04 €	94.04 €
	Redevance prélèvement	7.59 €	7.59 €	7.59 €	7.92 €	7.92 €	7.92 €	7.92 €	7.92 €	7.92 €	7.92 €	7.92 €	7.92 €
	Redevance consommation + performance	63.36 €	54.30 €	53.59 €	52.88 €	52.17 €	51.46 €	50.75 €	50.04 €	49.32 €	49.32 €	49.32 €	49.32 €
Assainissement	Total agence de l'eau	70.95 €	61.89 €	61.18 €	60.80 €	60.09 €	59.38 €	58.67 €	57.96 €	57.24 €	57.24 €	57.24 €	57.24 €
	Facture totale HT	226.43 €	217.37 €	228.88 €	228.80 €	226.93 €	227.05 €	227.18 €	227.30 €	227.43 €	227.55 €	227.68 €	227.80 €
	TVA	12.45 €	11.96 €	12.47 €	12.47 €	12.40 €	12.49 €	12.49 €	12.50 €	12.51 €	12.52 €	12.52 €	12.53 €
	Facture totale TTC	238.88 €	229.32 €	239.15 €	239.28 €	239.41 €	239.54 €	239.67 €	239.81 €	239.94 €	240.07 €	240.20 €	240.33 €
	Tranche 0 - 30	3.04 €	3.04 €	12.26 €	13.25 €	13.86 €	14.47 €	15.08 €	15.69 €	16.30 €	16.54 €	16.78 €	16.27 €
	Tranche 30 - 120	64.20 €	64.20 €	36.79 €	39.75 €	41.58 €	43.41 €	45.25 €	47.08 €	48.91 €	49.62 €	50.34 €	48.81 €
	Tranche > 120	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
	Abonnement	- €	- €	8.12 €	12.19 €	16.25 €	20.31 €	24.37 €	28.43 €	32.49 €	36.56 €	40.56 €	38.00 €
	Total collectivité	67.24 €	67.24 €	57.18 €	65.18 €	71.69 €	78.19 €	84.70 €	91.21 €	97.71 €	102.72 €	107.68 €	103.08 €
	Tranche 0 - 30	21.94 €	21.94 €	21.94 €	21.94 €	21.94 €	21.94 €	21.94 €	21.94 €	21.94 €	21.94 €	21.94 €	31.85 €
	Tranche 30 - 120	102.46 €	102.46 €	102.46 €	102.46 €	102.46 €	102.46 €	102.46 €	102.46 €	102.46 €	102.46 €	102.46 €	95.54 €
	Tranche > 120	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Assainissement	Abonnement	15.32 €	15.32 €	15.32 €	15.32 €	15.32 €	15.32 €	15.32 €	15.32 €	15.32 €	15.32 €	15.37 €	22.00 €
	Total délégataire	139.72 €	139.72 €	139.72 €	139.72 €	139.72 €	139.72 €	139.72 €	139.72 €	139.72 €	139.72 €	139.78 €	149.38 €
	Redevance performance	10.68 €	32.25 €	30.76 €	27.77 €	26.27 €	24.78 €	23.28 €	21.79 €	20.29 €	20.29 €	20.29 €	20.29 €
	Total agence de l'eau	10.68 €	32.25 €	30.76 €	27.77 €	26.27 €	24.78 €	23.28 €	21.79 €	20.29 €	20.29 €	20.29 €	20.29 €
	Facture totale HT	217.64 €	239.21 €	227.66 €	232.67 €	237.88 €	242.89 €	247.90 €	252.71 €	257.72 €	262.73 €	267.75 €	272.78 €
	TVA	21.76 €	23.92 €	22.77 €	23.27 €	23.77 €	24.27 €	24.77 €	25.27 €	25.77 €	26.27 €	26.77 €	27.28 €
	Facture totale TTC	239.40 €	263.13 €	250.43 €	261.94 €	261.65 €	266.92 €	272.67 €	277.99 €	283.50 €	289.01 €	294.52 €	300.03 €
	Facture totale TTC : Eau potable + Assainissement collectif	478.28 €	492.45 €	489.57 €	495.22 €	500.86 €	506.50 €	512.15 €	517.79 €	523.43 €	529.08 €	534.72 €	540.37 €
	Prix au m3 TTC : Eau potable + Assainissement collectif	3.99 €	4.10 €	4.08 €	4.13 €	4.17 €	4.22 €	4.27 €	4.31 €	4.36 €	4.41 €	4.46 €	4.50 €
	Prix au m3 TTC : Eau potable	1.99 €	1.91 €	1.99 €	1.99 €	2.00 €	2.09 €	2.09 €	2.00 €	2.00 €	2.09 €	2.09 €	2.60 €
	Prix au m3 TTC : Assainissement collectif	2.00 €	2.19 €	2.09 €	2.13 €	2.18 €	2.22 €	2.27 €	2.31 €	2.36 €	2.41 €	2.45 €	2.50 €

Sélectionner la commune : Senlis
Sélectionner le nombre de m3 : 120
Sélectionner avec ou sans inflation : SANS

Courrier arrivé le
26 JUIN 2025
Mairie de Senlis (60)

Conseil Municipal du 3 juillet 2025
Délibération n° 10 - Annexe 3

Acte exécutoire le 07/07/2025
Reçu par la Préfecture le 07/07/2025
Publié sur le Site Internet de la Ville le 07/07/2025



Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 3 juillet 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 27 juin 2025 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est rassemblé le 03 juillet 2025 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 18 - Pouvoirs : 12 - Votants : 30 - Absents : 3

Présents : Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - Mme LUDMANN - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - M. GAUDION - Mme DUBOIS - Mme DRILLON - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - M. GEOFFROY - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme PALIN SAINTE AGATHE à Mme ROBERT - M. REIGNAULT à M. GAUDUBOIS - M. CURTIL à Mme DUBOIS - Mme MAUPAS à Mme GORSE-CAILLOU - Mme GLASTRA à M. GAUDION - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à Mme LOISELEUR - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à Mme LUDMANN - Mme REYNAL à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - Mme BENOIST à M. GEOFFROY - **Absents :** M. DELACROY - M. DIEDRICH - Mme VALLER - **Secrétaire de séance :** M. GEOFFROY - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

N° 11 - Personnel communal : mise à jour du tableau des effectifs

Monsieur GAUDUBOIS expose :

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu l'avis de la commission des finances en date du 24 juin 2025,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 27 juin 2025,

Vu le tableau des effectifs,

Compte tenu des besoins aujourd'hui connus et de la disponibilité des enseignants artistiques actuellement en poste, il y a lieu de réduire le temps d'emploi de professeur de flûte à raison de 3h30 par semaine. Les missions correspondantes seront réparties entre collègues et rémunérées en heures complémentaires.

Afin d'améliorer le service rendu aux usagers de la résidence autonomie et de réduire le recours à du personnel intérimaire pour organiser la gardiennage et l'animation de l'établissement, la transformation de deux emplois à temps non complet est aujourd'hui nécessaire.

L'exposé entendu, Madame le Maire a soumis au vote ce projet de délibération et le Conseil Municipal à main levée (à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal) et à l'unanimité,

- a modifié la durée hebdomadaire de l'emploi du professeur de flûte selon le tableau ci-dessous.

Emplois					Durée hebdo à compter du 01.09.2025
Nombre	Durée hebdo	Instrument - activité	Délibération	Grades mini - maxi	
1	19h30	Flûte	30/05/2024	Assistant d'enseignement artistique Prof. d'enseignement art. hors cl	16h00

- a modifié la durée hebdomadaire de deux emplois affectés à la résidence autonomie selon le tableau ci-dessous.

Emplois					Durée hebdo à compter du
Nombre	Durée hebdo	Activité	Délibération	Grades mini - maxi	
1	24 h 00	Agent de permanence et d'animation	08/11/2018	Adjoint d'animation – Adjoint d'animation principal de 1 ^{ère} classe	35 h 00 A compter du 01/09/2025
1	24 h 00	Agent de permanence et d'animation	08/11/2018	Adjoint d'animation – Adjoint d'animation principal de 1 ^{ère} classe	35 h 00 A compter du 01/01/2026

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

Le tableau des effectifs du personnel est modifié en conséquence.


Le Secrétaire de Séance
Rémi GEOFFROY


Le Maire
Pascale LOISELEUR

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 3 juillet 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 27 juin 2025 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est rassemblé le jeudi 3 juillet 2025 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 17 - Pouvoirs : 11 - Votants : 28 - Absents : 5

Présents : Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - Mme LUDMANN - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - Mme DUBOIS - Mme DRILLON - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - M. GEOFFROY - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme PALIN SAINTE AGATHE à Mme ROBERT - M. REIGNAULT à M. GAUDUBOIS - M. CURTIL à Mme DUBOIS - Mme MAUPAS à Mme GORSE-CAILLOU - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à Mme LOISELEUR - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à Mme LUDMANN - Mme REYNAL à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - Mme BENOIST à M. GEOFFROY - **Absents excusés :** M. GAUDION - Mme GLASTRA - **Absents :** M. DELACROY - M. DIEDRICH - Mme VALLER - **Secrétaire de séance :** M. GEOFFROY - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

N° 12 - Subvention sur projet à l'association Cinéma Jeanne d'Arc

Madame ROBERT expose :

Vu la loi du 1^{er} juillet 1901, relative au contrat d'association,

Vu la Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014, relative à l'économie sociale et solidaire,

Vu l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatif au contrôle sur les associations subventionnées,

Vu l'avis de la Commission Culture du 18 juin 2025,

Vu l'avis de la Commission Finances du 24 juin 2025,

La Ville de Senlis a octroyé par délibération n°11 du 27 mars 2025 une subvention annuelle de 43.500 euros au cinéma Jeanne d'Arc. Cette attribution a fait l'objet d'une convention d'objectifs et de moyens entre les deux parties.

Suite à des travaux de démoussage sur la toiture, le Cinéma Jeanne d'Arc demande aujourd'hui à la ville une aide financière pour réaliser des travaux de réparations sur cette même toiture qui présente des infiltrations.

Suite à la réception de devis, l'association demande une subvention à hauteur de 50% des travaux dans la limite de **5000 euros TTC**.

Cette demande a fait l'objet d'examen lors de la commission culture du 18 juin 2025. Cette dernière propose l'octroi d'une subvention de 5000 euros à l'association du cinéma Jeanne d'Arc pour accompagner dans la réalisation des travaux de réparation de la toiture du bâtiment dont le coût total est estimé à **11 638,00 euros TTC**.

Son versement est subordonné à la présentation du justificatif de paiement de la dépense.

Considérant la politique culturelle de la ville et sa volonté de soutenir l'éducation à l'image, le cinéma et l'association du Cinéma Jeanne d'Arc,

L'exposé entendu, **Madame le Maire** a soumis au vote ce projet de délibération et **le Conseil Municipal** à main levée (à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal) et à l'unanimité,

- a approuvé le versement d'une subvention sur projet à l'association cinéma Jeanne d'Arc d'un montant de **5 000 € (cinq mille euros)**, laquelle sera versée sur présentation d'un justificatif des dépenses.



Le Secrétaire de Séance
Rémi GEOFFROY



Le Maire
Pascale LOISELEUR

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du 3 juillet 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 27 juin 2025 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est rassemblé le 03 juillet 2025 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 18 - Pouvoirs : 12 - Votants : 30 - Absents : 3

Présents : Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - Mme LUDMANN - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - M. GAUDION - Mme DUBOIS - Mme DRILLON - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - M. GEOFFROY - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme PALIN SAINTE AGATHE à Mme ROBERT - M. REIGNAULT à M. GAUDUBOIS - M. CURTIL à Mme DUBOIS - Mme MAUPAS à Mme GORSE-CAILLOU - Mme GLASTRA à M. GAUDION - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à Mme LOISELEUR - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à Mme LUDMANN - Mme REYNAL à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - Mme BENOIST à M. GEOFFROY - **Absents :** M. DELACROY - M. DIEDRICH - Mme VALLER - **Secrétaire de séance :** M. GEOFFROY - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

N° 13 - Demande d'adhésion à la Fondation du patrimoine et convention de collecte de dons

Monsieur NGUYEN PHUOC VONG expose :

Vu le code général des collectivités locales,

Vu l'avis de la Commission Culture du 18 juin 2025,

Vu l'avis de la Commission Finances du 24 juin 2025,

Premier acteur de la générosité en faveur du patrimoine, la Fondation du patrimoine aide les propriétaires qu'ils soient des collectivités, des particuliers ou des associations, qui s'investissent pour rendre la France plus belle. Elle accompagne chaque projet pour trouver des financements publics et privés afin que le patrimoine culturel devienne opportunité d'emploi, de découverte, d'éducation et de lien. Dons, mécénats, aides fiscales, subventions des collectivités, jeux Mission Patrimoine portés par Stéphane Bern et FDJ et aides de la Fondation sont autant de soutiens mobilisés pour la sauvegarde du patrimoine français.

Chaque année, la Fondation du patrimoine soutient plusieurs milliers de projets de sauvegarde publics ou privés partout en France, la majorité dans des petites ou très petites communes. Des projets qui permettent des retombées positives pour les territoires.

Depuis sa création en 1996, la Fondation du patrimoine a ainsi accompagné plus de 35 000 projets de restauration, sur tout le territoire. Cela est possible grâce aux partenaires et mécènes, ainsi qu'aux près de 61 000 donateurs particuliers (2023) qui, par leur don ou legs, apportent leur pierre à l'édifice global de sauvegarde et de transmission du patrimoine.

Chaque projet de restauration est ancré dans un projet de territoire, au service de l'attractivité des territoires. L'étude d'impact socio-économique des projets soutenus par la Fondation, réalisée en 2019, souligne l'importance des retombées économiques générées par les travaux de restauration patrimoniale. Les projets menés participent à la vitalité du tissu économique et social en créant des emplois, souvent non délocalisables et en préservant des savoir-faire rares.

Ainsi, dans le cadre du projet Voyage au temps des premiers rois de France et notamment de la restauration du château royal, lieu de villégiature du pouvoir royal entre Vème et la fin du XVIème siècle, la ville de Senlis souhaite adhérer à la Fondation du patrimoine. Elle s'engage également à signer une convention avec la Fondation du patrimoine et ses partenaires pour lancer une collecte de dons. Au-delà de l'aspect financier, cette opération de mécénat participatif, donnera l'occasion aux habitants et au public attaché au patrimoine de participer à la préservation et la transmission du château royal de Senlis.

Le montant de l'adhésion à la Fondation du patrimoine pour une commune de moins de 20.000 habitants est de 500 euros TTC. En qualité de membre, la ville de Senlis bénéficiera de l'expertise de la Fondation du patrimoine et de son réseau. En cas de collecte de dons, le montant des frais de dossier est de 500 euros.

L'exposé entendu, Madame le Maire a soumis au vote ce projet de délibération et le Conseil Municipal à main levée (à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal) et à l'unanimité,

- a approuvé l'adhésion de la ville de Senlis à la Fondation du Patrimoine pour un montant de 500 € (cinq cent euros),
- a autorisé Madame le Maire à signer la convention de collecte de dons,
- a approuvé le versement des frais de dossier à la Fondation du patrimoine pour un montant de 500 € (cinq cent euros).


Le Secrétaire de Séance
Rémi GEOFFROY


Le Maire
Pascale LOISELEUR

Code convention : XXXXXX

CONVENTION DE COLLECTE DE DONS

Entre

La Commune de [NOM DE LA COMMUNE], sise [ADRESSE], et représenté par son maire, [NOM], dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommé le « Porteur de Projet » ;

Et

La Fondation du patrimoine, ayant son siège social au 153 bis avenue Charles de Gaulle à Neuilly sur Seine (92200) et représentée par son délégué régional, M. Philippe ROUMILHAC, dûment aux fins des présentes,

Ci-après dénommée la « Fondation du patrimoine » ;

Ci-après dénommés conjointement les « Parties ».

PRÉAMBULE

Créée par la loi du 2 juillet 1996 et reconnue d'utilité publique par le décret du 18 avril 1997, la Fondation du patrimoine, organisme privé indépendant à but non-lucratif, a pour mission d'intérêt général de promouvoir la connaissance, la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine national, et plus particulièrement du patrimoine non protégé par l'État au titre des monuments historiques.

L'action poursuivie par la Fondation du patrimoine s'inscrit au service du développement local durable, en soutenant la création d'emplois ainsi que la formation et l'insertion professionnelle des jeunes, et en favorisant la transmission des savoir-faire traditionnels.

La Fondation du patrimoine veille, dans l'accomplissement de ses missions, à mobiliser les énergies privées (entreprises, associations, particuliers) susceptibles de s'investir en faveur de la cause de la sauvegarde du patrimoine et travaille en étroite partenariat avec les collectivités territoriales et les services de l'État.

La Fondation du patrimoine contribue à l'identification des éléments de patrimoine bâti, immatériel, mobilier et naturel confrontés à des risques de dégradation ou de disparition et apporte son assistance aux propriétaires dans l'élaboration de projets de sauvegarde et de mise en valeur, en contribuant, le cas échéant, au financement desdits projets.

Depuis 1999, la Fondation du patrimoine développe le mécénat populaire par l'organisation de collectes de dons dédiées à la sauvegarde ou à la mise en valeur du patrimoine bâti, mobilier ou naturel appartenant à des collectivités ou des associations. Elle encourage les initiatives développées par les porteurs de projet pour stimuler la mobilisation de la population et du tissu économique local.

La présente convention s'inscrit dans le cadre d'une campagne d'appel aux dons qui vise à encourager le mécénat populaire et le mécénat d'entreprise en faveur de la sauvegarde du patrimoine de proximité. La Fondation du patrimoine est éligible au don donnant lieu pour le donateur particulier à réduction d'impôt sur le revenu en application

de l'article 200 1 a du code général des impôts et sur la fortune immobilière au titre de l'article 978 du même code et pour l'entreprise mécène à réduction d'impôt sur les sociétés en application de l'article 238 bis 1 b du même code.

Dans ce cadre, les Parties ont décidé d'arrêter ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de la campagne de collecte de dons lancée par la Fondation du patrimoine et destinée à soutenir le projet [DENOMINATION PROJET], ci-après dénommé le « Projet », dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le Porteur de Projet.

L'animation de la campagne est gérée par le Porteur de Projet.

Cette campagne a pour objectif de mobiliser [MONTANT OBJECTIF DE COLLECTE] sur une période de 3 années, prorogeable une fois pour 2 années maximum par voie d'avenant à la convention, conformément à l'article 8. Cet objectif de collecte pourra être révisé d'un commun accord entre les parties au regard de l'évolution de la collecte notamment. Il ne fera pas l'objet d'un avenant à la présente convention mais d'un échange formel écrit par courriel.

Les travaux de restauration, complétés et modifiés le cas échéant selon les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France ou le Conservateur régional des monuments historiques, tels qu'approuvés par la Fondation du patrimoine, ci-après dénommés le « Programme de travaux », seront décomposés en une tranche :

- [PROGRAMME DE TRAVAUX] pour un montant de dépenses de [XXXXXX] € HT.

Le coût du Programme de travaux s'élève à [XXXXX] € HT.

L'ensemble de l'opération - Programme de travaux et campagne de collecte de dons en sa faveur - est dénommé ci-après le « Projet ».

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU PORTEUR DE PROJET

2.1 DÉBUT D'EXÉCUTION DU PROGRAMME DE TRAVAUX

Le Porteur de Projet doit apporter la preuve que le Programme de travaux a reçu un début d'exécution dans l'année qui suit la signature de la présente convention. Toute prolongation de ce délai doit faire l'objet d'une demande écrite et motivée à la Fondation du patrimoine.

Le défaut de demande écrite et motivée du Porteur de Projet, avant la fin de l'année qui suit la signature de la présente convention, ou le rejet par la Fondation du patrimoine de la demande qui lui est présentée, entraîne la résiliation de plein droit dans les conditions de l'article 7.4.

2.2 INFORMATION SUR L'AVANCEMENT DU PROJET

Le Porteur de Projet s'engage à informer chaque semestre la Fondation du patrimoine de l'état d'avancement du Projet, ainsi qu'à chaque fois que la Fondation du patrimoine le solliciterait.

En cas de suivi du chantier par un maître d'œuvre, le Porteur de Projet s'assure que la Fondation du patrimoine est bien destinataire des comptes-rendus de visite de chantier qui seraient réalisés.

En cas de non-respect de cette clause, la collecte pourra être interrompue conformément à l'article 4.3.

2.3 RÉALISATION CONFORME ET MODIFICATION DU PROGRAMME DE TRAVAUX

Le Porteur de Projet s'engage à réaliser le Programme de travaux tel que défini à l'article 1.

Toute modification de la nature et du phasage (décomposition des tranches telle que définie à l'article 1) du Programme de travaux doit faire l'objet d'une déclaration de la part du Porteur de Projet et d'une approbation de la Fondation du patrimoine dans le cadre d'un avenant à la convention.

Si les modifications envisagées ne sont pas approuvées par la Fondation du patrimoine ou si le Programme de travaux n'est pas respecté par le Porteur de projet, la présente convention est résiliée de plein droit, dans les conditions prévues à l'article 7.4 de la présente convention.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA FONDATION DU PATRIMOINE

3.1 COLLECTE DES DONS

La Fondation du patrimoine assure la collecte et l'encaissement des dons au Projet, qu'ils soient en numéraire ou en nature. Ils peuvent être recueillis auprès des particuliers, des entreprises ou des associations, domiciliés en France ou à l'étranger.

La Fondation du patrimoine met à disposition une page dédiée à la collecte de dons en faveur du Projet sur son site internet www.fondation-patrimoine.org, permettant le don en ligne.

Ne sont pas acceptés les dons :

- des collectivités publiques ;
- de prestataires du Projet, à moins qu'ils n'offrent l'intégralité de leur prestation dans le cadre d'un don en nature ;
- unitaires en espèces de plus de 1 000 € ;
- par chèque qui ne seraient pas libellés à l'ordre de « Fondation du patrimoine – Projet [NOM DU PROJET] ».

3.2 EMISSION DES REÇUS FISCAUX

La Fondation du patrimoine émet des reçus fiscaux pour les dons recueillis dans le cadre de la collecte. Elle s'engage à les adresser par courriel ou, sur demande expresse du donateur, par courrier postal.

Les Parties reconnaissent que la Fondation du patrimoine ne peut en aucun cas émettre un reçu fiscal pour un don encaissé par un tiers quand bien même celui-ci serait reversé ensuite à la Fondation du patrimoine.

Les dons recueillis à l'occasion d'un événement d'animation de collecte, non accompagnés des bulletins de don individuels tels que prévus à l'article 5.1.1 font l'objet d'un seul versement et ne donnent pas lieu à l'émission d'un reçu fiscal.

Les dons en nature (biens ou prestation de services), après approbation de la Fondation du patrimoine, donnent lieu à un reçu fiscal. Sera indiquée la valeur fournie par le donateur conformément à une attestation à compléter qui sera fournie par la Fondation du patrimoine.

3.3 AFFECTATION DES DONS

Tous les fonds recueillis par la collecte, nets des frais de gestion mentionnés au dernier alinéa du présent article, sont affectés au Programme de travaux approuvé par la Fondation du patrimoine.

Outre les conséquences visées à l'article 7.4, cette affectation pourra aussi être modifiée dans les cas prévus à l'article 3.5.

La Fondation du patrimoine prélève au titre de ses frais de gestion 6% du montant de tous les dons en numéraire reçus.

3.4 REVERSEMENT DES DONS AU PORTEUR DE PROJET

La Fondation du patrimoine reverse les fonds mobilisés dans la limite de la part de financement restant à la charge du Porteur de Projet en fin de réalisation du Projet.

REVERSEMENT DES DONS À LA FIN DU PROGRAMME DE TRAVAUX

Sous réserve des hypothèses visées aux articles 3.5 et 7.4 de la présente convention, à la fin du Programme de travaux, s'il a été réalisé tel qu'approuvé par la Fondation du patrimoine, la Fondation du patrimoine s'engage à reverser au Porteur de Projet les dons mobilisés en faveur du Projet, nets des frais de gestion visés au dernier alinéa de l'article 3.3 de la présente convention, sur présentation :

- d'une déclaration sur l'honneur de la bonne réalisation du Programme de travaux (cf. annexe 1) ;
- d'un récapitulatif certifié conforme par le Trésor public des factures acquittées correspondant au Programme de travaux approuvé par la Fondation du patrimoine. Ce récapitulatif devra être adressé à la Fondation du patrimoine dans un délai maximal de 6 (six) mois suivant la réception des travaux du Projet ;
- du plan de financement définitif du Projet certifié par le Porteur de Projet ;
- d'un jeu de photographies numériques de qualité du bien restauré (de haute définition, minimum 300 dpi, au format JPEG ou PNG, avec des vues d'ensemble et des photos de détails), avec les crédits photographiques associés conformément à l'article 5.2 de la présente convention ;
- du RIB du Porteur de Projet.

La Fondation du patrimoine reverse ces fonds par virement bancaire sur le compte du Porteur de Projet.

Dès que l'ensemble des fonds mobilisés par la Fondation du patrimoine en faveur du Projet dépassent 100 000 € (cent mille euros), deux versements représentant chacun 30 % des fonds mobilisés pourront être sollicités par le Porteur de Projet en cours de travaux et seront versés par la Fondation du patrimoine au Porteur de Projet sur présentation :

- d'un récapitulatif certifié conforme par le Trésor public des premières factures acquittées reçues correspondant au Programme de travaux approuvé par la Fondation du patrimoine, d'un montant au moins équivalent à la valeur de l'avance (soit 30 000 € minimum)
- d'un jeu de photographies numériques de qualité montrant le démarrage effectif du chantier concerné (de haute définition, minimum 300 dpi, au format JPEG ou PNG, avec des vues d'ensemble et des photos de détails), avec les crédits photographiques associés conformément à l'article 5.2 de la présente convention ;
- du RIB du Porteur de Projet.

3.5 HYPOTHÈSES DE RÉAFFECTATION DES DONS

Tout ou partie des fonds recueillis par la collecte, nets des frais de gestion visés au dernier alinéa de l'article 3.3, ne seront pas affectés au Programme de travaux :

- si le Projet n'aboutissait pas durant la durée de la convention définie à l'article 7 ou en l'absence de transmission des éléments de clôture prévus par l'article 3.4 durant cette durée ;
- si le Projet n'était pas réalisé conformément au Programme de travaux approuvé par la Fondation ;
- ou en cas de fonds subsistants à l'issue de l'opération (suite à la résiliation de la présente convention prévue aux articles 2, 5 et 6 ou en cas de dépassement de la part de financement restant à la charge du Porteur de Projet en fin de réalisation du Projet).

La réaffectation des fonds sera traitée conformément aux conditions prévues à l'article 7.4.

ARTICLE 4 : CONDITIONS PARTICULIÈRES À LA COLLECTE DES DONS

4.1 : CONTREPARTIES

La Fondation du patrimoine rappelle au Porteur de Projet que n'ouvrent droit à réduction d'impôt que les versements effectués sans contrepartie directe ou indirecte pour les donateurs. Ainsi, le Porteur de Projet s'engage à ne remettre aucune contrepartie aux donateurs, sauf à ce que celles-ci soient strictement symboliques ou de faible valeur. L'administration fiscale considère que les biens remis au donateur au cours d'une même année civile doivent :

- pour le donateur particulier, avoir une valeur totale faible (au maximum de 73 € - soixante-treize euros -) et qui n'excède pas 25 % de la valeur du don ;
- pour l'entreprise mécène, avoir une valeur qui ait une disproportion marquée avec le montant du don.

4.2 : CLAUSE D'EXCLUSIVITÉ

Le Porteur de Projet et l'Association s'engagent à ne pas mettre en place une campagne de dons via un appel à la générosité du public en faveur du Projet notamment par le biais d'une plateforme d'appel aux dons sur internet en parallèle de celle lancée par la Fondation du patrimoine ; et ce pendant toute la durée de la collecte menée sous l'égide de la Fondation du patrimoine.

En cas de non-respect de cette clause, la collecte sera interrompue conformément à l'article 4.3 de la présente convention.

4.3 : INTERRUPTION DE LA COLLECTE DE DONS

La collecte de dons pourra être interrompue dans les cas suivants :

- absence d'information sur l'avancement du Projet conformément à l'article 2.2 ;
- non-respect de la clause d'exclusivité prévue à l'article 4.2 ;
- faible activité de la collecte suite à son lancement, définie comme l'absence d'atteinte de 10% de l'objectif de collecte dans un délai d'un an suivant la signature de la présente convention. Dans ce cas, la Fondation du patrimoine se rapproche du Porteur de Projet afin d'estimer la pertinence de maintenir ouverte la collecte de dons en faveur du Projet ;
- décision unilatérale de la Fondation du patrimoine. Dans ce cas, elle informera les autres Parties de sa décision par courrier ou par courriel, avec accusé de réception ;

- accord écrit entre les Parties.

L'interruption de la collecte a pour conséquence de mettre un terme à la communication autour de l'appel à dons. La page dédiée au Projet sur le site internet de la Fondation du patrimoine portera la mention « collecte terminée » ou pourrait être dépubliée, retirant la possibilité de réaliser des dons en faveur du Projet sur le site internet de la Fondation du patrimoine.

La Fondation du patrimoine pourra également refuser l'encaissement de dons par chèque ou en espèces reçus.

L'interruption de la collecte est sans impact sur la durée de la convention prévue à l'article 7. Les autres éléments de la convention restent applicables, notamment les conditions de reversement et de réaffectation des fonds prévues aux articles 3.3 à 3.5.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION AUTOUR DU PROJET

5.1 ORGANISATION DE LA COMMUNICATION PAR LES PARTIES

Les actions de communication autour du Projet - Programme de travaux et campagne de collecte de dons en sa faveur - sont obligatoirement déterminées conjointement par les Parties.

Les Parties s'engagent à respecter leur charte graphique respective. À cette fin, toute utilisation des références (dénomination sociale, marque avec ou sans logo) par l'une ou l'autre des Parties sur tout support relatif aux opérations de communication mentionnées ci-dessous doit être précédée de l'obtention d'un « bon pour accord » de la part des autres Parties.

En cas de non-respect de cette clause, la présente convention est résiliée de plein droit. Les dispositions de l'article 7.4 de la présente convention sont alors applicables.

5.1.1 ACTIONS DE COMMUNICATION DE LA FONDATION DU PATRIMOINE

La Fondation du patrimoine recueille les besoins en supports de communication du Porteur de Projet et lui fournit les gabarits demandés :

- Bulletin de dons
- Bandeau de signature d'e-mail
- Affiche A2
- Affiche A3
- Bâche et panneau de chantier
- Kakémono / Roll-up
- Chèque géant

La Fondation du patrimoine assure exclusivement la conception du gabarit des supports susmentionnés et en valide le contenu. Les mentions légales de ces supports sont définies uniquement par la Fondation du patrimoine. La Fondation du patrimoine peut également fournir un gabarit de communiqué de presse, d'invitation à un événement et des exemples de communications réseaux sociaux à titre indicatif. L'impression des supports n'est pas prise en charge par la Fondation du patrimoine.

A la demande du Porteur de Projet et en concertation avec la Fondation du patrimoine, cette dernière pourra apporter à l'occasion d'un événement un stand de collecte, une urne pour collecter des dons en espèces ou par chèque ainsi qu'un terminal de paiement pour les dons par carte bancaire, sous réserve de la disponibilité de ces outils et de ses équipes bénévoles.

La Fondation du patrimoine met à disposition des conseils au Porteur de Projet sur le volet communication de la collecte de dons sur le site www.portailpatrimoine.fr.

5.1.2 ACTIONS DE COMMUNICATION DU PORTEUR DE PROJET

Le Porteur de Projet s'engage à ne pas modifier les supports mentionnés à l'article 5.1.1, ainsi qu'à produire et à diffuser les supports qu'il a sélectionnés. Le Porteur de Projet s'engage à soumettre à validation tout autre support lié à l'opération de collecte. L'impression des supports est prise en charge par le Porteur de Projet.

Le Porteur de Projet s'engage à contacter un premier cercle (réseaux sociaux, cercles d'entreprises, associations, communautés attachées au site ou le visitant (religieuse, scolaire, culturelle, scientifique, sportive...), etc.) suite à la signature de la présente convention afin de mobiliser des premiers dons.

Le Porteur de Projet s'engage à gérer l'animation de la collecte de dons en faveur du Projet sur la durée de la convention.

Deux animations, au début et à la fin du Projet, sont à organiser obligatoirement :

- Un événement de lancement de la collecte : invitation presse, population, associations, etc. ;
- Un événement d'inauguration.

D'autres animations sont à prévoir entre les deux susmentionnées pour garantir le succès de la collecte de dons, à titre d'exemple (liste non exhaustive) :

- Diffuser des bulletins de don tels que prévus à l'article 5.1.1 ;
- Diffuser d'autres supports de communication dont les gabarits sont proposés par la Fondation du patrimoine : bandeau de signature d'e-mail, affiche, bache, panneau de chantier et kakémono ;
- Organiser des événements : concert, spectacle, vide-greniers, randonnée, pique-nique, concours de belote, marché, soirée de gala, vente aux enchères, tombola, etc. ;
- Organiser des expériences patrimoine : visite de chantier, exposition, conférence, atelier, portes ouvertes, etc. ;
- Pour chaque événement ou expérience patrimoine, mettre en place un dispositif d'encouragement aux dons : distribution de bulletins de dons, appel aux dons dans les prises de parole, kakémonos, affiches, etc. ;
- Gérer des contreparties dans le respect des articles 4.1 et 6. ;
- Envoyer des courriels et/ou courriers d'appels aux dons réguliers ;
- Diffuser des contenus sur les réseaux sociaux ;
- Envoyer des communiqués à la presse quotidienne régionale ;
- Mettre en place une communication porte à porte ;
- Mettre en place un produit-partage en partenariat avec un ou des commerçant(s) ;

Toute communication relative à l'opération de collecte de dons en faveur du Projet devra respecter les conditions prévues à l'article 5 de la présente convention, notamment l'usage des références (dénomination sociale, marque avec ou sans logo) des autres Parties.

5.2 CESSION DES DROITS CONCERNANT LES PHOTOGRAPHIES DU PROJET

Le Porteur de Projet s'engage à remettre à la Fondation du patrimoine au minimum six photographies numériques de qualité (de haute définition, minimum 300 dpi, au format JPEG ou PNG, avec des vues d'ensemble et des photos de détails) illustrant le Projet avant et après restauration, sans et avec du monde (bénéficiaires, usagers, visiteurs...) ainsi qu'au cours du chantier avec des artisans à l'œuvre.

Le Porteur de Projet déclare par les présentes céder à la Fondation du patrimoine, à titre gratuit et non-exclusif, l'ensemble des droits d'utilisation, de reproduction et d'adaptation relatifs aux photographies ci-dessus décrites. La cession est consentie pour la durée des droits d'auteur, soit 70 ans à compter du décès de l'auteur.

Ces photographies pourront être utilisées par la Fondation du patrimoine à toutes fins en relation avec son objet et ses activités, et par tous moyens existants ou à venir, dans le monde entier. Elles pourront également être utilisées par tout mécène ou partenaire public du Projet, ayant établi une convention avec la Fondation du patrimoine, avec ses propres moyens, uniquement aux fins d'une communication sur son action de financement au profit du Projet.

Le Porteur de Projet garantit qu'il est titulaire de l'ensemble des droits d'auteur patrimoniaux afférents auxdites photographies et qu'il a obtenu le cas échéant, les autorisations concernant le droit à l'image des personnes apparaissant sur les photographies de sorte qu'il peut en concéder les droits d'exploitation.

Chaque photographie sera légendée de la façon suivante : « Nom du Projet © Nom du Porteur de Projet s'il y a lieu – Nom de l'agence s'il y a lieu – Nom du photographe ». Si aucun photographe ou agence n'est lié à l'image, le crédit photographique sera alors « Nom du Projet © Nom du Porteur de Projet ».

A ce titre, le Porteur de Projet garantit la Fondation du patrimoine et tout mécène ou partenaire public du Projet ayant signé une convention avec la Fondation du patrimoine, contre tout recours et/ou action que pourraient former à un quelconque titre les personnes ayant participé directement ou indirectement à la réalisation des photographies.

5.3 COMMUNICATION SUR SITE APRÈS TRAVAUX

Une plaque devra être apposée sur le patrimoine restauré, pour une durée minimale de 5 (cinq) ans à compter de la fin du Programme des travaux, afin de porter à la connaissance du public que les travaux de restauration et de valorisation ont été réalisés avec le soutien de la Fondation du patrimoine. Cette plaque sera transmise par la Fondation du patrimoine.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENT AU TITRE DE LA LIL MODIFIÉE

6.1 RELATIONS AVEC LES DONATEURS

La Fondation du patrimoine met à disposition du Porteur de Projet un espace sur son site internet lui permettant d'accéder aux coordonnées des donateurs précisant le montant de leur don, exceptions faites des donateurs ayant manifesté leur volonté expresse de conserver l'anonymat vis-à-vis du Porteur de Projet et des donateurs ayant souhaité ne plus être recontactés conformément à la Loi Informatique et Libertés (LIL) modifiée. Pour y accéder, le Porteur de Projet est invité à se créer un compte (e-mail automatique à la signature de la convention de collecte) en utilisant la même adresse e-mail que celle instruite dans son dossier de collecte. Si un compte est déjà associé à cet

e-mail, il sera invité à se connecter (<https://fondation-patrimoine.org/porteur-projet/inscription>) et accédera à un espace personnel enrichi des fonctionnalités "Porteur de projet".

L'utilisation de cette liste par le Porteur de Projet se limite exclusivement au Projet objet de la présente convention et dans le respect de l'article 6 de la présente convention soit l'envoi :

- d'informations relatives à la réalisation du Projet ;
- des remerciements et de contreparties aux donateurs ;
- de nouvelles sollicitations dans le cadre de la campagne de collecte de dons objet de la présente convention.

Dans le cas où le Porteur de Projet envisage de faire apparaître le nom des donateurs en guise de remerciements, sur le patrimoine restauré dans le cadre du Projet ou à tout autre endroit, ou sur tout support rendu public, il lui appartient d'obtenir préalablement l'accord écrit de chacun des donateurs.

En cas de non-respect de cette clause, la présente convention est résiliée de plein droit. Les dispositions de l'article 7.4 de la présente convention sont alors applicables.

6.2 TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Les Parties s'engagent, conformément au respect des dispositions prévues aux articles 4, 57 et 99 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (LIL modifiée) à prendre toutes les précautions conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de leurs attributions afin de protéger la confidentialité des informations auxquelles ils ont accès, et en particulier d'empêcher qu'elles ne soient communiquées à des personnes non expressément autorisées à recevoir ces informations, et d'éviter l'utilisation détournée ou frauduleuse de ces informations.

Les informations recueillies par la Fondation du patrimoine dans le cadre de la réalisation des dons sont enregistrées dans un fichier informatisé par la Fondation du patrimoine (153 bis avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine) qui dispose d'un délégué à la protection des données : dpo@fondation-patrimoine.org.

Elles sont destinées au service projets et au service marketing et communication, ainsi qu'à la délégation régionale en charge du Projet, de la Fondation du patrimoine et aux tiers mandatés par la Fondation du patrimoine à des fins de gestion interne, pour répondre aux demandes des donateurs ou faire appel à leur générosité et sont conservées pendant la durée strictement nécessaire à la réalisation des finalités précitées.

Conformément à la LIL modifiée, en justifiant de leur identité, les donateurs peuvent s'opposer à ce traitement, totalement ou partiellement. Ils disposent d'un droit d'accès, de suppression, de rectification, de limitation et de portabilité de leurs données. Ils peuvent exercer ces différents droits en contactant le délégué à la protection des données : dpo@fondation-patrimoine.org. Plus d'informations dans la Politique de Confidentialité présente sur www.fondation-patrimoine.org.

Dans l'hypothèse où le Porteur de Projet, dans le cadre de leurs relations avec les donateurs, visées à l'article 6.1 de la convention, souhaitent communiquer des informations confidentielles à un tiers, ils s'engagent à obtenir préalablement l'accord exprès de la Fondation du patrimoine et à ce que le tiers respecte les conditions d'utilisation des données confidentielles prévues par l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 7 : DURÉE DE LA CONVENTION

7.1 DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée maximale de 3 (trois) ans à compter de sa signature.

La présente convention prend fin avant même l'échéance de ce délai de 3 (trois) ans, dès lors que les fonds collectés sont reversés conformément à l'article 3 de la présente convention.

7.2 PROLONGEMENT DE LA CONVENTION

Les Parties conviennent que la présente convention ne peut être prolongée que par voie d'avenant et pour une durée ne pouvant dépasser 2 (deux) ans.

7.3 LIMITATION À L'APPLICATION DE LA DURÉE

Les Parties conviennent que la durée prévue au présent article n'a aucun impact sur les durées de cession des droits sur les photographies mentionnées à l'article 5.2 de la présente convention, ainsi que sur la durée de pose d'une plaque sur le patrimoine restauré prévue à l'article 5.3.

7.4 FIN DE LA CONVENTION

- Reversement des fonds par la Fondation du patrimoine

Si le Programme de travaux a reçu un début d'exécution, sur présentation des éléments de clôture visés à l'article 3.4 de la convention, les fonds collectés sont reversés au Porteur de Projet dans la limite de la part de financement restant à sa charge sur les factures déjà acquittées conformes au Programme de travaux approuvé par la Fondation du patrimoine.

- Réaffectation des fonds

En l'absence de transmission des éléments de clôture prévus par l'article 3.4 de la présente convention par le Porteur de Projet à la Fondation du patrimoine avant la fin de la convention, la Fondation du patrimoine peut décider unilatéralement de la nouvelle affectation des dons dès lors que la durée de la convention est échue.

Dans le cas imprévu où les fonds engagés sur le Projet ne pourraient pas être versés par la Fondation du patrimoine conformément aux engagements pris (y compris en cas de dépassement de la part de financement restant à la charge du Porteur de Projet en fin de réalisation du Projet, de non-réalisation ou d'abandon du Projet), la Fondation du patrimoine et le Porteur de Projet conviendront d'échanger dans un délai de six (6) mois après le terme de la convention pour décider d'un commun accord de l'affectation du reliquat. A défaut, le reliquat sera affecté à d'autres actions de la Fondation du patrimoine.

- Remboursement des fonds par le Porteur de projet

Si des fonds ont déjà été versés par la Fondation du patrimoine au Porteur de Projet, conformément aux modalités de versement à l'avancement des travaux définies à l'article 3.4, et qu'ils dépassent la part restant à sa charge en fin de travaux (montant des travaux soutenus diminué des autres aides financières – publiques et privées – obtenues et de l'autofinancement minimal obligatoire le cas échéant) ou si les travaux ne sont pas conformes au Programme de travaux approuvé par la Fondation du patrimoine, la Fondation du patrimoine pourra exiger le remboursement du trop-perçu.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITÉ

La Fondation du patrimoine ne pourra être tenue responsable des choix opérés par le Porteur de Projet dans la réalisation du Projet, de l'éventuelle non-réalisation de celui-ci, de l'absence de transmission par le Porteur de Projet des informations sur le Programme de travaux et l'avancement du Projet et plus généralement du non-respect des engagements pris par le Porteur de Projet envers la Fondation du patrimoine.

La responsabilité de la Fondation du patrimoine ne pourra être engagée pour tout accident, sinistre ou litige lié à la mise en œuvre du Projet.

Le Porteur de Projet prendra toutes les assurances et garanties nécessaires à la couverture des risques relatifs au Projet.

ARTICLE 9 : LITIGES ET LEURS RÈGLEMENTS

Les Parties s'efforcent de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui résulte de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention.

Tout litige qui ne peut être ainsi résolu dans un délai d'un mois sera, à défaut d'accord amiable entre les Parties, soumis à la juridiction territorialement compétente.

Fait en deux exemplaires à MARCQ-EN-BAROEUL, le [DATE]

Pour la FONDATION DU PATRIMOINE

Philippe ROUMILHAC
Délégué Régional

Pour le PORTEUR DE PROJET

[NOM DU MAIRE]
Maire de [NOM DE LA COMMUNE]

Soumettre votre projet de collecte de dons

Conseils pratiques

Ce formulaire peut demander une trentaine de minutes pour être complété intégralement. Attention, aucune sauvegarde en cours de formulaire n'est possible. Seules les questions marquées d'un * sont obligatoires.

A ce formulaire, vous joindrez* :

- 1 à 5 photographies de haute définition (minimum 300 dpi) et format JPEG ou PNG ;
- L'étude préalable et des devis/estimatifs de l'architecte ou des entreprises ;
- L'arrêté de protection en cas de site protégé au titre des monuments historiques.

Pour les **porteurs de projet associatifs**, merci de joindre également :

- L'acte de propriété du bien concerné ou une délégation de maîtrise d'ouvrage du propriétaire si l'association n'est pas propriétaire ;
- Les statuts de l'association ;
- La composition de son bureau et de son éventuel Conseil d'administration. * cf liste complète des pièces à joindre en annexe

Coordonnées*

♦♦ Vous êtes*

Porteur de projet

Maître d'ouvrage du projet de restauration, opérateur de la levée de fonds

Organisme public (collectivité territoriale, établissements publics, etc.)

Organisme privé (particulier, société transparente, association, etc.)

Nom : **VILLE DE SENLIS**

Adresse : **PLACE HENRI IV**

Code postal : **60300**

Ville : **SENLIS**

Représentant : **PASCALE LOISELEUR**

Fonction : **MAIRE**

E-mail : **cabinetdumaire@ville-senlis.fr**

Téléphone :

Propriétaire

Propriétaire de l'édifice ou du site (à compléter seulement si différent du porteur de projet)

Propriétaire public (collectivité territoriale, établissements publics, etc.) Propriétaire privé (particulier, société transparente, association, etc.)

Nom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

E-mail

Téléphone :

:

Personne chargée du suivi de la collecte :

Nom : VREVIN

Prénom : REMI

Fonction : CHEF DE PROJET ACTION CŒUR DE VILLE

Téléphone : 03.44.32.00.65

E-mail : vrevin.r@ville-senlis.fr

1. Description du projet

♦♦ Édifice ou espace naturel concerné par la demande*

Intitulé : CHATEAU ROYAL DE SENLIS

Adresse : PLACE DU PARVIS DE NOTRE DAME

Code postal : 60300

Ville : SENLIS

Nombre d'habitants dans la commune : 15 800

Le lieu et son histoire*

Présentez ici un fait marquant de l'histoire de l'édifice ou intégrez une anecdote historique. Si le patrimoine à restaurer est ouvert au public, classé ou valorisé, vous pouvez également le préciser. Minimum 100 / Maximum 1000 caractères.

Le château royal de Senlis présente un intérêt historique et touristique majeur d'envergure nationale. Classé MH, il est l'un des derniers exemples de palais civil encore en élévation en France. Il est en de même pour les remparts et les tours d'origine antique et construit au III^e siècle. Le rempart gallo-romain protégeait le castrum antique d'Augustomagus et est un témoin remarquable du système défensif des villes gauloises.

Par la suite, le site a été progressivement adapté aux fonctions du palais royal avec une extension des remparts sous Chilbert I^{er} (VI^e siècle). Le site fait d'une reconstruction du palais royal par Louis VI le gros vers 1131, adossé au rempart gallo-romain. D'autres travaux seront menés par les rois séjournant à Senlis (création d'une chapelle dédiée à Saint-Louis en 1297)

Le site constitue un point d'intérêt majeur de l'histoire de France et plus particulièrement de l'histoire royale puisque c'est en son sein qu'a été élu Hugues Capet, fondateur de la dynastie des Capétiens, qui règne sur le royaume de France. Le château royal est, en outre, la plus ancienne résidence de la dynastie encore conservée.

Il demeure une résidence royale durant plusieurs siècles, jusqu'à la mort de François I^{er} en 1547. A partir de Henri IV, en 1589, le Roi cesse d'y séjourner.

En outre, le jardin du château royal est devenu accessible librement au public à partir de 2011.

État de dégradation*

Présentation du projet de restauration*

Présentez en quelques mots l'objectif du projet, la nature de l'édifice (type de patrimoine, période, état, localisation, etc.) et sa caractéristique marquante (période ou autre). Intégrez des informations sur la nature des travaux et les initiateurs du projet. Minimum 100 / Maximum 1000 caractères.

L'édifice présente un état de dégradation avancé menaçant plusieurs parties de la structure. Le rempart gallo-romain fait l'objet d'un périmètre de sécurité où des chutes de pierre sont observées et le chemin de ronde est par endroit réduit de plusieurs dizaines de centimètres. Les autres parties des élévations du château royal sont aussi inquiétantes, étant sujettes aux intempéries et n'ayant pas été entretenues pendant plusieurs décennies. On remarque aussi la présence d'une végétation très importante, constituée par endroits d'arbres menaçant la structure même de l'édifice. L'ensemble des élévations du site ne sont pas accessibles au public pour des raisons de sécurité.

Le projet de restauration doit permettre dans un premier temps de consolider les élévations du château royal afin d'assurer sa pérennité et sa transmission aux générations futures. Le programme de travaux pour consolider la structure

prévoit notamment la dé-végétalisation, la restitution du chemin de ronde du rempart, la restauration d'éléments dégradés, etc.

Puisque les édifices du château sont adossés au rempart gallo-romain et que celui-ci participent à leur maintien en élévation, il convient d'engager des travaux prioritairement sur cette partie, tout en intégrant les travaux complémentaires sur les autres édifices permettant la consolidation.

Projet de valorisation

Précisez l'utilisation prévue du patrimoine à l'issue des travaux, et sa valorisation culturelle. Minimum 100 / Maximum 1000 caractères.

Le projet « Voyage au temps des premiers rois de France » s'inscrit un contexte patrimonial particulièrement riche. Ville royale, berceau de la dynastie capétienne, Senlis est l'une des premières villes à être dotée d'un secteur sauvegardé en 1965 à l'échelle du centre-ville historique, devenue Site Patrimonial Remarquable. La Ville est également labellisée Pays d'art et d'histoire de Senlis à Ermenonville.

Le principal objectif de valorisation du projet « Voyage au temps des premiers rois de France », dont la consolidation du château royal fait partie, doit permettre de rendre accessible les lieux aujourd'hui fermés au public : Cave du musée de la Venerie (hors périmètre de projet de mécénat – situé dans le parc du château royal), marche sur le rempart gallo-romain, etc.

Cette accessibilité sera accompagnée de nombreux dispositifs de médiation permettant de rendre lisible le site à l'ensemble des publics, quel que soit leur niveau de sensibilité, du simple visiteur à l'expert dans son domaine. Une attention particulière est aussi portée aux groupes, aux jeunes publics ainsi qu'aux personnes porteuses de handicaps pour lesquelles des solutions adaptées sont en réflexion.

A terme, le projet de valorisation doit permettre à Senlis de rayonner à différentes échelles sur le plan patrimonial et touristique, favorisant notamment les retombées économiques pour les acteurs locaux (à l'heure actuelle, une faible proportion des visiteurs dort sur place et de fait, consomme peu sur le territoire).

◆◆ Impact du projet

Ce projet s'inscrit-il dans une démarche de développement durable ?*

Entreprises sélectionnées pour la conduite des travaux, utilisation d'éco-matériaux, efficacité énergétique, labels et certifications éventuels, engagement éthique et responsable en faveur du développement durable, etc.

Oui

Non

Si oui, précisez* :

Avec un plan pluriannuel d'investissement de plusieurs millions d'euros investis en faveur de la transition écologique et énergétique, la Ville de Senlis a naturellement porté une attention particulière à cette dimension dans le cadre du projet « Voyage au temps des premiers rois de France » et les concilie du mieux possible avec la réglementation et les contraintes de préservation d'un patrimoine historique inscrit ou classé au titre des Monuments Historiques.

Ainsi, au regard de la consolidation du château royal, les services de la Ville porteront une attention particulièrement à l'économie circulaire du chantier, qu'il s'agisse du réemploi sur place ou dans des filières extérieures.

Enfin, la Ville de Senlis va systématiquement intégrer dans chaque marché de travaux lié au château des clauses d'insertion en faveur de l'emploi. Ce volet d'insertion sera mis en œuvre en étroite collaboration avec le département de l'Oise.

En quoi ce projet répond-il à un besoin du territoire ?*

Revitalisation d'un centre-bourg, nouvelles activités proposées, réponse à un besoin exprimé par la population ou les touristes, dynamisation d'une zone rurale isolée ou d'un territoire touché par un fort taux de chômage, inscription dans une politique de développement territorial, développement de l'accessibilité, génération d'attractivité touristique, etc.

Le projet répond au besoin de valorisation et d'amélioration du cadre de vie des Senlisiens ainsi qu'au renforcement de l'attractivité touristique et économique du territoire. En effet, ce projet s'inscrit dans de nombreux projets partenariaux : Le Pays d'Art et d'Histoire de Senlis à Ermenonville, le dispositif Action Cœur de Ville destiné à la revitalisation des cœurs de villes moyennes, le Contrat de Destination Touristique qui mobilise l'office de Tourisme Chantilly Senlis, la CCSSO et la Ville de Senlis.

A terme, c'est donc un cadre de vie valorisé auprès des habitants, premiers ambassadeurs du patrimoine local, qui sera accessible à tous. Sur le plan touristique et économique, l'objectif est de favoriser le maintien sur le territoire, *a minima* pour une nuitée, des visiteurs. Cela permettra notamment de renforcer la consommation locale auprès des commerçants, hôteliers ou tout autre acteur économique susceptible de bénéficier de cette dernière.

Le site fait-il l'objet d'un marché avec une clause d'insertion ?*

Oui

Non

Si oui, combien d'apprentis seraient concernés ?*

Le nombre d'apprentis ou le nombre d'heures d'insertion sera défini avec le département de l'Oise dans le cadre de clauses intégrées dans les marchés publics.

Exploitation du site* : le site fait-il l'objet d'une activité commerciale ?

(Hébergement touristique, café/restaurant, boutique/vente de services, privatisations, évènementiel privé, etc.)

Oui

Non

Si oui, précisez (*il vous sera demandé des informations complémentaires ultérieurement*) : Il existera des activités commerciales de type visites guidées, privatisation, etc., pour les parties existantes n'étant pas accessible aujourd'hui (et également, pour des raisons de sécurité, le libre accès étant difficile à réaliser pour la marche sur le rempart gallo-romain par exemple). Pour le parc du château royal, déjà ouvert au public depuis 2011 (et gratuit), cela restera inchangé.

◆◆ Protection par l'Etat au titre des monuments historiques

Le site est-il protégé au titre des monuments historiques ?*

N'oubliez pas de joindre l'arrêté correspondant

Non protégé

Inscrit

Classé

Mixte

◆◆ Situation dans une zone de mise en valeur ou protégée au titre des code de l'environnement, de l'urbanisme ou du patrimoine

Protection au titre du code du patrimoine

Site Patrimonial Remarquable

Abords de monuments historiques

Protection au titre du code de l'environnement

Parc Naturel Régional

Parc National

Réserve naturelle classée

Site classé Natura 2000

Site classé (ancienne loi de mai 1930)

Site inscrit

Espace classé de protection du biotope

Terrain des conservatoires d'espaces naturels

Protection au titre du code de l'urbanisme

PLU

Espace naturel sensible

Espace naturel remarquable du littoral

PSMV

Labels

Ville ou Pays d'Art et d'Histoire

Pays d'Accueil Touristique

Petite Cité de Caractère ®

Label de la Fondation du patrimoine

Label Maisons des illustres

Label Architecture contemporaine remarquable

Label Jardin remarquable

ZNIEFF de type I et II

Autre (préciser) : **ACTION**

CŒUR DE VILLE

2. Le financement du projet

◆◆ Les travaux envisagés*

Pour les travaux ci-dessous, précisez si les montants sont indiqués :

Hors taxes (si récupération de la TVA)

Toutes taxes comprises

Montant HT si récupération de la TVA via le FCTVA.

Phases de travaux	Nature des dépenses	Montant en €	Calendrier de réalisation
TRAVAUX	Tranche 1 de travaux : consolidations structurelles, reprises de maçonnerie, dévégétalisation et maîtrise d'œuvre (études et dépôt AT + suivi de chantier)	1 180 000 € de travaux 100 000 € de maîtrise d'œuvre	2026-2027

État d'avancement (un seul choix possible) : REALISATION DES ETUDES D'AVANT PROJET ET DEPOT AT sur le projet GLOBAL (Consolidation, restauration, valorisation et aménagements)

◆◆ Plan de financement

Le plan de financement est-il établi ?*

Oui

Non

	Nature des financements*	Montant en €	Statut
ETAT	Direction Régionale des Affaires Culturelles	246 000 €	Dossier à déposer en 2026 pour une notification sur le budget 2027
ETAT	Appel à projet Destination France (Etat)	4 800 €	Notifié (étude diagnostic)
EUROPE	Appel à projet Patrimoine Culturel et touristique (FEDER)	390 000 €	Dossier en cours de dépôt, échanges avec les services FEDER pour validation de l'enveloppe financière (au regard des marchés publics qui seront attribués en 2025)
REGION	Contrat de rayonnement touristique (CROTO)	16 000 €	Notifié
TOTAL		926 616 €	

*Subventions publiques (préciser leur origine), recettes générées par l'exploitation du bien, emprunts, mécénat et autres aides, autofinancement

Reste à financer : 624 000 € (minimum de participation publique Ville – 384 000 €) – soit 240 000 €

(Montant total des travaux – Montant total des financements)

3. Plan d'action et de communication

◆◆ Cibles et partenaires

Listes de contacts dont vous disposez

Réseaux sociaux, cercles d'entreprises, associations, communautés attachées au site ou le visitant (religieuse, scolaire, culturelle, scientifique, sportive...).

- Entreprises du tissu local et investisseurs locaux
- Association de la Sauvegarde de Senlis
- Société d'Histoire et d'Archéologie de Senlis
- Associations locales sportives et culturelles
- Réseaux sociaux de la ville et des partenaires, journal municipal, mobilier d'information municipale
- Musées
- Manifestations locales (Journées du patrimoine, fête médiévale, de la musique, etc.).

Partenaires du projet

Ambassadeurs, personnalités, parrain ou marraine du projet, presse quotidienne et régionale, leaders d'opinion, influenceurs, commerces environnants...

- Communauté de Communes Senlis Sud Oise
- Département
- Région
- Etat (y compris DRAC)
- Europe
- Office de Tourisme Chantilly Senlis
- Banque des Territoires
- Parc Naturel Régional Oise Pays de France
- Association de la Sauvegarde Senlis
- Société d'Histoire et d'Archéologie de Senlis

◆◆ Actions de communication

Type d'animations envisagées :

Cochez les actions envisagées pour l'animation de l'opération

Lancement officiel de la collecte de dons (invitation presse, population, associations, etc.)

Evénements locaux : concert, spectacle, vide-greniers, randonnée, pique-nique, concours de belote, marché, soirée de gala, etc.

Expériences : visite de chantier, exposition, conférence, atelier, portes ouvertes, etc.

Inauguration

Vente aux enchères

Tombola

Vente de produits-partage

Envoi de mailings ou courriers d'appels aux dons réguliers

Porte à porte

Page ou posts sur les réseaux sociaux

Communiqués à la presse quotidienne régionale

Autre (préciser) :

D'autres actions sont envisagées, notamment en

s'appuyant sur les activités culturelles et sportives

locales (Journées du patrimoine, de l'archéologie, fête

médiévale de Senlis, fêtes locales, etc.).

Nombre d'animations prévues pendant la collecte :

Moins de 2

Entre 2 et 5

Plus de 5

◆◆ Évènements envisagés

Complétez ce tableau avec les événements prévus avant et après le lancement :

Date de début - date de fin	Type de communication / d'évènement	Cible	Objectif

◆◆ Contreparties proposées aux donateurs

 Leur montant ne peut dépasser 25% du montant du don et 73€ pour les particuliers

Montant du don <i>A partir de</i>	Nature de la contrepartie	Cible	Coût unitaire de la contrepartie <i>(prix d'achat ou coût de revient)</i>	% par rapport au montant palier du don

◆◆ Vos besoins en supports de communication

Bulletin de dons

Bandeau e-mail

Affiches

Dépliant

Communiqué de presse

Exemples de communications réseaux sociaux

Bâche et panneaux de chantiers

Kakemonos/roll up

4. La collecte de dons

Nombre de personnes dédiées à l'animation de la collecte : 5

Temps hebdomadaire pouvant être consacré à la collecte de dons

Une demi-journée

Une journée

Plus d'une journée

Expérience de l'équipe en levée de fonds

Novice (premier appel aux dons)

Initié (déjà 1 ou 2 collectes lancées)

Confirmé (plusieurs appels aux dons réussis)

Objectif de collecte envisagé

Auprès du grand public : 100 000 €

Auprès des entreprises : 100 000 €

Durée prévue de l'appel aux dons (en mois – maximum 5 ans soit 60 mois) : 24 mois

Date souhaitée du lancement de la collecte de dons (JJ/MM/AAAA) :

J'accepte que ces informations soient communiquées aux personnes de la Fondation du patrimoine en charge de l'instruction de ma demande.*

*Les informations que vous nous communiquez dans ce formulaire font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées aux personnes habilitées par la Fondation du patrimoine. Elles sont indispensables pour l'instruction de votre demande et le suivi du projet, ainsi que pour faire appel à votre générosité. Elles sont conservées pendant le délai strictement nécessaire à la réalisation des finalités précitées. Conformément à la Loi Informatique et Libertés, en justifiant de votre identité, vous bénéficiez de droits d'accès, de rectification, d'effacement ou de portabilité de vos données ou, pour des motifs légitimes du droit de vous y opposer totalement ou partiellement, ou encore à en demander la limitation. Pour exercer vos différents droits, vous pouvez envoyer un mail au Délégué à la Protection des Données de la Fondation du patrimoine : dpo@fondation-patrimoine.org

Fait le :

PIECES A FOURNIR IMPERATIVEMENT POUR L'INSTRUCTION DE VOTRE DOSSIER :

- ▶ Les devis correspondant à l'ensemble des travaux devant être réalisés ou un estimatif détaillé d'architecte ;
- ▶ Les études et diagnostics existants pour l'édifice à restaurer ;
- ▶ Un jeu de photographies numériques couleur (au moins 10) d'excellente qualité avec vues d'ensemble et vues détaillées du ou des bien(s) à restaurer. A adresser sous format .jpeg par e-mail ou clé USB, accompagnées des crédits photographiques associés ;
- ▶ Les coordonnées bancaires du maître d'ouvrage (IBAN) ;
- ▶ Frais de dossier : voir annexe pour connaître le barème.
- ▶ Pour les maîtres d'ouvrage associatifs : les statuts de l'association, la composition de son bureau et de son éventuel Conseil d'administration ainsi qu'un acte de propriété du bien concerné. Si l'association n'est pas propriétaire du bien, une délégation de maîtrise d'ouvrage de la collectivité publique propriétaire est requise ;
- ▶ Pour les maîtres d'ouvrage publics : la délibération du conseil municipal acceptant la réalisation du projet, le lancement d'une collecte de dons à la Fondation du patrimoine et le paiement des frais de dossier.
- ▶ Une proposition de textes pour les dépliants de souscription et le site internet de la Fondation du patrimoine (200-300 mots) et des témoignages (pourquoi souhaitez-vous sauvegarder ou soutenir la restauration de ce lieu?)

La Fondation vous accompagnera dans la mise en place de supports de promotion de votre projet. Un bon de collecte sera réalisé et une page de notre site internet sera consacrée à votre projet et permettra d'effectuer des dons en ligne. Pour ce faire, nous avons besoin :

- ⇒ de détails concernant l'histoire du lieu, de sa construction à nos jours
- ⇒ d'une présentation des raisons qui vous conduisent à réaliser ces travaux et donc l'utilisation des dons.
- ⇒ d'un paragraphe présentant la vocation du lieu et l'impact du projet de restauration (ex. : *réouverture, dynamisation du territoire, préservation de l'identité du village, accueil d'événements, etc.*)

Nous nous laissons la possibilité de modifier vos textes afin qu'ils correspondent au mieux aux supports de communication sur lesquels ils figureront.

Les témoignages apparaîtront sur la page internet de votre projet. Faites témoigner : le maître d'ouvrage (Maire, Président de l'association, Conseil Municipal); un habitant ou un donateur ; une entreprise (représentant de l'entreprise, maître d'oeuvre, un ouvrier du chantier) etc.

PIECES A FOURNIR IMPERATIVEMENT POUR LES PROJETS CONCERNANT DES EDIFICES PROTEGES (INSCRITS OU CLASSES) AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES :

- ▶ Arrêté de classement ou d'inscription aux Monuments Historiques ;
- ▶ Avis favorable l'architecte (ABF ou ACMH) ou d'un architecte du patrimoine ;
- ▶ Autorisation administrative : travaux sur un MH inscrit : permis de construire et/ ou de démolir ; travaux sur un MH classé : autorisation de travaux ; ou décision d'évocation.

AFIN DE DEFINIR L'ELIGIBILITE DU PROJET AU LANCEMENT D'UNE CAMPAGNE DE MECENAT POPULAIRE VIA LA FONDATION DU PATRIMOINE, D'AUTRES PIECES COMPLEMENTAIRES POURRAIENT VOUS ETRE DEMANDEES. *N.B. : POUR ETRE INSTRUIT, LE DOSSIER DEVRA ETRE COMPLET.*

FONDATION



FRAIS DE DOSSIER 2025

Votre commune ou association souhaite lancer une souscription pour aider au financement d'un projet de restauration du patrimoine local sous l'égide de la Fondation du patrimoine.

L'instruction et l'accompagnement de votre projet par notre délégation régionale (étude, déplacements, assistance, téléphone, courriers, affranchissement, communication digitale..) a un coût qui entraîne des frais de dossier.

Ces frais vous seront réclamés une fois le dossier labellisé. Ils permettent de couvrir les frais engagés par notre délégation ainsi que la fourniture de la plaque de la Fondation du patrimoine. Cette plaque, portant le logo de la Fondation, vous sera remise à la fin des travaux, après attestation de la conformité des travaux ayant fait l'objet de la souscription.

L'adhésion à la Fondation du patrimoine n'est pas obligatoire mais elle exprime un soutien à nos actions au-delà de votre projet particulier. C'est pourquoi la Fondation du patrimoine abonde en priorité les souscriptions méritantes des communes ou associations adhérentes.

BAREME DES FRAIS DE DOSSIER

Communes:

Nombre d'habitants	Frais de dossier	Pour tous travaux d'un montant global inférieur ou égal à 50 000€ HT (en une tranche pour un édifice), les frais de dossier sont ramenés à 150€, quel que soit l'effectif de la commune
Inférieur ou égal à 1 000 habitants	150€	
Inférieur ou égal à 5 000 habitants	250€	
Inférieur ou égal à 10 000 habitants	350€	
Supérieur à 10 000 habitants	500€	

Associations:

Frais de dossier 2025	Tarif adhésion 2025
100,00	80,00€

Acquittement des frais de dossier * :

Règlement par virement sur le compte ci-dessous :

Code Banque	Code Guichet	N° de Compte	Clé RIB	Domiciliation
30003	03010	00037295397	12	SG PARIS AGENCE CENTRALE (03010)

N° IBAN : FR76 3000 3030 1000 0372 9539 712

Code BIC : SOGEFRPP

Merci d'indiquer le N° de Mandat Administratif correspondant à ce paiement et d'identifier le virement bancaire par la mention : "NOM COMMUNE/ASSOCIATION + FRAIS DOSSIER FDP"

** Merci de bien effectuer deux virements séparés pour l'adhésion d'une part et pour les frais de dossier d'autre part.*

Fondation du Patrimoine – Délégation Hauts-de-France
268 Boulevard Clémenceau – 59700 MARCQ-EN-BAROEUL
Tel : 03.20.82.79.67- E-mail : hautsdefrance@fondation-patrimoine.org



PATRIMOINE ☐ Commune ☐ EPCI ☐ Syndicat mixte Nom

Représentée par ☐ M. ☐ Mme Fonction

..... Prénom

Code postal Ville

E-mail*
Nom

Adresse

Ma cotisation

☐ J'adhère à la Fondation du patrimoine Hauts-de-France et coche le département de mon choix sur la carte ci-dessous.

✓	L'effectif de la commune/EPCI	Ma cotisation à partir de
	moins de 500 habitants	100 €
	moins de 3 000 habitants	200 €
	moins de 20 000 habitants	500 €
	plus de 20 000 habitants	1 000 €



Mon paiement

☐ **Par virement bancaire.** J'envoie le présent bulletin à la Fondation du patrimoine Hauts-de-France, 268 boulevard Clémenceau, 59700 Marcq-enBaroeul, ou par email à hautsdefrance@fondation-patrimoine.org.

Les références bancaires de la délégation régionale sont les suivantes : SG PARIS AGENCE CENTRALE (03010) - IBAN : FR76 3000 3030 1000 0372 9539 712 - BIC : SOGEFRPP

☐ Je souhaite recevoir la facture d'adhésion sur Chorus (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Merci de nous indiquer votre SIRET [][][][][][][][][] et d'identifier votre virement bancaire : Nom de la collectivité/
EPCI + Adhésion Fondation du patrimoine. Ce bulletin original a valeur de justificatif auprès de votre Trésor public.

Date : / / 20

Signature ou cachet :

* La convocation à l'assemblée générale annuelle vous sera adressée par e-mail. Si vous souhaitez la recevoir par courrier postal, merci de cocher la case ci-contre ☐

L'adhésion est valable pour l'année civile en cours. Toute utilisation du logo et/ou nom de la Fondation du patrimoine doit faire l'objet d'une autorisation écrite préalable de la Fondation du patrimoine. Les informations que vous nous communiquez dans ce formulaire font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées aux personnes habilitées par la Fondation du patrimoine. Conformément aux articles 39 et suivants de la Loi Informatique et Libertés et au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), en justifiant de votre identité, vous bénéficiez de droits d'accès, de rectification, d'effacement ou de portabilité de vos données, du droit de retirer un consentement préalablement donné, ou, pour des motifs légitimes de vous y opposer totalement ou partiellement, ou encore à en demander la limitation. Pour exercer vos différents droits, vous pouvez envoyer un mail au Délégué à la Protection des Données de la Fondation du patrimoine : dpo@fondation-patrimoine.org. Plus d'informations dans notre Politique de Confidentialité présente sur www.fondation-patrimoine.org.

Fondation reconnue d'utilité publique | Siren 413 812 827 | Correspondance : 268 Boulevard Clémenceau - 59700 Marcq-en-Baroeul

FONDATION



 **J'adhère !**

Mes coordonnées

Nom de l'association

Représentée par ☐ M. ☐ Mme Fonction

Prénom

Adresse du siège

Code postal Ville

E-mail'

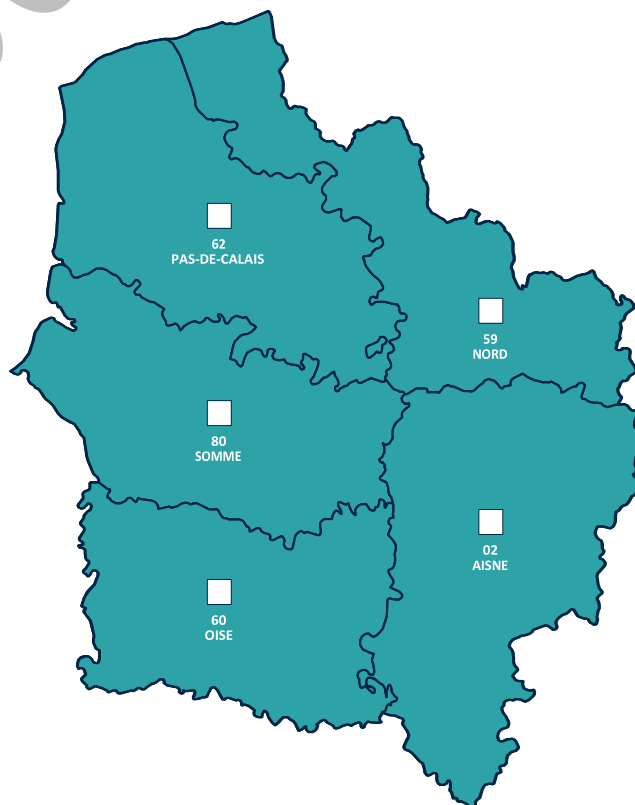
Nom

Ma cotisation

Le montant minimum de la cotisation est de 80

€. J'adhère pour un montant de €.

☐ J'adhère à la Fondation du patrimoine dans ma région et coche le département de mon choix sur la carte ci-contre.



Mon paiement

www.fondation-patrimoine.org/s-

En ligne sur

☐ www.fondation-patrimoine.org/s-
[engager/devenir-](http://www.fondation-patrimoine.org/s-engager/devenir-)



adherent Simple et rapide : j'adhère sur le site sécurisé de la Fondation du patrimoine.

Par chèque libellé à l'ordre de la Fondation du patrimoine. Je joins à mon règlement le présent bulletin d'adhésion et je l'envoie à la Fondation du patrimoine Hauts-de-France, 268 Boulevard Clémenceau, 59700 Marcq-en-Baroeul.

Date : / / 20

Signature :

* La convocation à l'assemblée générale annuelle vous sera adressée par e-mail. Si vous souhaitez la recevoir par courrier postal, merci de cocher la case ci-contre ☐

L'adhésion est valable pour l'année civile en cours. Toute utilisation du logo et/ou nom de la Fondation du patrimoine doit faire l'objet d'une autorisation écrite préalable de la Fondation du patrimoine. Les informations que vous nous communiquez dans ce formulaire font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées aux personnes habilitées par la Fondation du patrimoine. Conformément aux articles 39 et suivants de la Loi Informatique et Libertés et au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), en justifiant de votre identité, vous bénéficiez de droits d'accès, de rectification, d'effacement ou de portabilité de vos données, du droit de retirer un consentement préalablement donné, ou, pour des motifs légitimes de vous y opposer totalement ou partiellement, ou encore à en demander la limitation. Pour exercer vos différents droits, vous pouvez envoyer un mail au Délégué à la Protection des Données de la Fondation du patrimoine : dpo@fondation-patrimoine.org. Plus d'informations dans notre Politique de Confidentialité présente sur www.fondation-patrimoine.org.

Fondation reconnue d'utilité publique | Siren 413 812 827 | Correspondance : 268 boulevard Clémenceau - 59700 Marcq-en-Baroeul

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 3 juillet 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 27 juin 2025 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est rassemblé le 03 juillet 2025 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 18 - Pouvoirs : 12 - Votants : 30 - Absents : 3

Présents : Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - Mme LUDMANN - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - M. GAUDION - Mme DUBOIS - Mme DRILLON - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - M. GEOFFROY - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme PALIN SAINTE AGATHE à Mme ROBERT - M. REIGNAULT à M. GAUDUBOIS - M. CURTIL à Mme DUBOIS - Mme MAUPAS à Mme GORSE-CAILLOU - Mme GLASTRA à M. GAUDION - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à Mme LOISELEUR - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à Mme LUDMANN - Mme REYNAL à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - Mme BENOIST à M. GEOFFROY - **Absents :** M. DELACROY - M. DIEDRICH - Mme VALLER - **Secrétaire de séance :** M. GEOFFROY - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

N° 14 - Convention de mécénat financier avec le Fonds de dotation Patrimoine de Senlis

Monsieur NGUYEN PHUOC VONG expose :

Vu les articles R 2242-1 à R 2242-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L 2122-22, paragraphe 9, du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les dispositions fiscales relatives au mécénat et notamment de l'article 238 bis du Code général des impôts,

Vu la loi du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations.

Vu l'avis de la Commission Culture du 18 juin 2025,

Vu l'avis de la Commission Finances du 24 juin 2025,

Depuis 2020, la ville de Senlis travaille à l'ambitieux projet culturel « **Voyage au temps des premiers rois de France** » qui s'inscrit un contexte patrimonial particulièrement riche. Ville royale, berceau de la dynastie capétienne, Senlis est l'une des premières villes à être dotée d'un secteur sauvegardé en 1965 à l'échelle du centre-ville historique, devenue Site Patrimonial Remarquable. La Ville est également labellisée Pays d'art et d'histoire de Senlis à Ermenonville.

Ce projet aux dimensions patrimoniales, culturelles et touristiques permet d'améliorer le cadre de vie des habitants, de développer une offre culturelle à la hauteur de l'intérêt patrimonial et historique et à faire du sud de l'Oise une destination touristique reconnue.

Le projet se focalise sur les vestiges du Château Royal de Senlis, témoin du riche passé de la ville et point central du centre-ville historique. Compte tenu de son état actuel, plusieurs phases de travaux de restauration sont à prévoir. Elles seront systématiquement accompagnées d'une mise en valeur touristique et culturelle qui débute tout d'abord par la restauration la cave du musée de la Vénérerie, ancien logis du prieur (Prieuré Saint-Maurice). Ainsi restaurée, la cave accueillera, dès le printemps 2026, un spectacle numérique immersif retraçant l'histoire du château royal et par la même occasion l'histoire de la ville de Senlis. Connecté au musée de la Vénérerie, musée de France, l'espace offrira un espace de médiation, véritable introduction au projet **Voyage au temps des premiers rois de France**.

Le coût de l'opération est de **780.000 € HT**, financé par la Ville de Senlis, la région Hauts-de-France (au titre du dispositif Action Cœur de Ville) et l'Union européenne (au titre des fonds FEDER) et le fonds de dotation « Patrimoine de Senlis ».

Le Fonds de dotation « Patrimoine de Senlis », créée en 2014, a pour objet d'accompagner financièrement toutes les actions d'intérêt général concourant à la préservation et à la valorisation du patrimoine historique appartenant à la commune de Senlis. A cet effet, la collecte des fonds menée par le fonds de dotation a permis de récolter **120.000 euros** pour financer l'opération de restauration de la cave du musée de la Venerie, opération préalable à l'installation d'un spectacle immersif innovant.

L'exposé entendu, **Madame le Maire** a soumis au vote ce projet de délibération et **le Conseil Municipal** à main levée (**à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal**) et **à l'unanimité**,

- a approuvé le mécénat financier entre la Ville de Senlis et le Fonds de dotation à hauteur de **120.000 euros** versé en deux étapes, à la signature de la convention et après la fin des travaux de restauration,
- a autorisé Madame le Maire à signer la convention.



Le Secrétaire de Séance
Rémi GEOFFROY



Le Maire
Pascale LOISELEUR

Conseil Municipal du 3 juillet 2025

Délibération n°14 – Annexe 1

Acte exécutoire le 07/07/2025

Reçu par la Préfecture le 07/07/2025

Publié sur le Site Internet de la Ville le 07/07/2025

Entre :

La Ville de Senlis, sise Place Henri IV à Senlis (Oise - 60300), représentée par Madame LOISELEUR Pascale, Maire de la Ville, dûment habilitée en vertu de la délégation qui lui a été consentie par la délibération n° 7 du Conseil Municipal en date du 5 juillet 2020.

Désignée sous le terme « la Ville de Senlis »,

Et :

Le Fonds de dotation « Patrimoine de Senlis », sise 47, rue du Châtel à SENLIS (Oise - 60300), représentée par Monsieur Thibaut ANNERON, en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes,

Désignée sous le terme « le Mécène »,

Préambule :

La ville de Senlis élabore un circuit de valorisation patrimonial à travers un parcours à travers la ville intitulé *Voyage au temps des premiers rois de France*. Ce parcours permettra de découvrir plusieurs sites emblématiques de Senlis à commencer par le château royal. Résidence royale adossée à l'enceinte gallo-romaine construite au III^{ème} siècle. Le château royal de Senlis est la plus ancienne résidence palatiale des rois de France capétiens encore conservée en élévation. Les exemples de palais civil de même époque sont rares (moins de cinq en France). Compte-tenu de son état actuel, des travaux de restauration sont nécessaires.

OBJECTIFS :

- Valoriser les sites historiques et emblématiques de la Ville de Senlis.
- Développer un parcours de visite, de découverte historique et patrimonial pour les habitants et les touristes.
- Faire rayonner le patrimoine de la ville et renforcer l'attractivité territoriale.
- Développer un projet fédérateur et exemplaire auprès des acteurs du territoire.

Le *Voyage au temps des premiers rois de France* est, tout d'abord, une invitation à plonger dans l'histoire de Senlis qui sera introduit par un spectacle immersif dans la cave du Musée de la Vénérerie, au cœur du parc du château royal. Grâce à une technologie de pointe, un décor historique exceptionnel, des projections à 360° et des immersions sonores, les visiteurs embarqueront dans le passé pour revivre l'histoire fascinante des premiers rois de France. Pour accueillir ce spectacle des travaux de restauration et une connexion de la cave vers le rez-de-chaussée du musée sont nécessaires.

Dans ce contexte, la ville de Senlis restaure et aménage la cave du musée de la Vénérerie, pour un montant de **780.000 euros HT** (travaux, honoraires inclus).

CECI ETANT PRECISE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

Par la présente convention de mécénat, la Ville de Senlis et le Mécène fixent les conditions du soutien financier consenti par le Mécène à la Ville de Senlis dans le cadre du projet *Voyage au temps des premiers rois de France* et de la restauration de la cave du musée de la Vénérie.

Ainsi, le don, objet de la présente, est exclusivement destiné au financement de l'opération.

Elle est établie dans le respect des dispositions fiscales relatives au mécénat et notamment de l'article 238 bis du Code général des impôts.

Article 2 : Engagements du Mécène

Le Mécène s'engage à contribuer au financement du projet décrit ci-dessus en versant la somme de **120.000 euros** à la Ville de Senlis.

2.1 - Montant et modalités de règlement de la contribution financière

Afin d'apporter son soutien au projet, le Mécène s'engage à verser à la Ville de Senlis, la somme de **cent vingt mille euros (120.000 euros)**, comme suit :

- 50% de la somme à la signature de la présente convention ;
- 50% restant à la fin de l'opération de restauration ;
- Modalités de versement : paiement par virement sur production d'un titre de recette

2.2 – Obligation déclarative

En application de la loi de finances pour 2019, les versements mentionnés au 2-1 ouvrant droit à la réduction d'impôt ainsi que la valeur des biens et services reçus en contrepartie mentionnées au 3-3 feront l'objet d'une déclaration à l'administration fiscale par le Mécène, associés à l'identité de la Ville de Senlis.

Article 3 : Engagements de la Ville de Senlis

3.1 - Affectation du don

La Ville de Senlis s'engage à affecter la totalité du don apporté par le Mécène pour financer le projet décrit ci-dessus. Dans le cas de l'annulation du projet, les parties feront leurs meilleurs efforts pour s'accorder sur un nouveau projet permettant de réaffecter les dons versés. Si toutefois aucun accord ne pouvait être trouvé, la Ville de Senlis s'engage à rembourser le don versé dans un délai de deux ans à compter du constat de désaccord, sauf contexte particulier.

3.2 - Reçu fiscal

A réception du don, la Ville de Senlis établira et enverra au Mécène le « reçu au titre des dons à certains organismes d'intérêt général » suivant le modèle fourni par l'administration fiscale (modèle CERFA 11580*03 disponible sur le site impot.gouv.fr).

Ce reçu permet au Mécène de bénéficier d'une réduction d'impôt dans les conditions fixées aux articles 200, 238 bis et 978 du code général des impôts. Le fonds de dotation s'engage par ailleurs à produire un reçu fiscal à chaque donateur.

3-3- Remerciements

En contrepartie de son soutien, la Ville de Senlis accorde au Mécène les avantages suivants : la mention du nom du Mécène et de son logotype dans tout support de communication relatif au projet.

3.4 - Principe de non-exclusivité du Mécène

Sauf accord des parties, aucune exclusivité ne peut être réservée au Mécène. La Ville de Senlis peut percevoir des financements d'autres partenaires publics et privés.

Article 4 : Communication

4.1 - Communication de la Ville de Senlis

La Ville de Senlis s'engage à faire figurer le nom du Mécène et son logotype, à l'exception de tout message publicitaire, sur les supports d'information du projet (invitations, affiches, tracts, bannières, dossiers de presse, site Internet et réseaux sociaux).

Le Mécène autorise la Ville de Senlis à reproduire son logotype et sa dénomination dans leur intégralité et en respectant la charte graphique fournie. Notamment, la Ville de Senlis s'engage à ne faire aucune modification, ajout ou suppression dans le logotype ou la dénomination.

L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype est limitée aux supports de la communication relative au projet objet du don pendant la durée de la convention. Toute utilisation du logotype sur un autre support est interdite.

L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype du Mécène est strictement personnelle à la Ville de Senlis. Elle ne peut en aucun cas être cédée ou transmise à un tiers, par quelque moyen que ce soit.

4.2 - Communication du Mécène

La Ville de Senlis autorise le Mécène à évoquer son mécénat dans sa communication institutionnelle.

Le Mécène doit soumettre à la Ville de Senlis, pour validation expresse et préalable, toute forme et tout support de communication concernant le don que le logotype ou la dénomination de la Ville de Senlis soit reproduit ou non, 30 jours avant la date de diffusion.

La Ville de Senlis autorise le Mécène à reproduire son logotype et sa dénomination dans leur intégralité et en respectant la charte graphique fournie. Notamment, le Mécène s'engage à ne faire aucune modification, ajout ou suppression dans le logotype ou la dénomination.

L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype de la Ville de Senlis est limitée aux supports de la communication institutionnelle du Mécène relative au projet objet du don pendant la durée de la convention. Toute utilisation du logotype sur un autre support est interdite.

L'autorisation d'utiliser la dénomination et le logotype de la Ville de Senlis est strictement personnelle au Mécène. Elle ne peut en aucun cas être cédée ou transmise à un tiers, par quelque moyen que ce soit.

Article 5 : Propriété intellectuelle

Il est expressément précisé que la Ville de Senlis demeure le seul propriétaire du projet. Le concept ne doit pas être utilisé par le Mécène pour d'autres fins que celle d'assurer les prestations liées à la convention. Le Mécène s'engage à ne pas porter atteinte aux droits de propriété de la Ville de Senlis sur le projet quelle qu'en soit la forme ou la nature.

Dans le cas d'inexécution du projet de la part de la Ville de Senlis, celle-ci restitue au Mécène les sommes qui lui ont déjà été versées, une fois déduites les sommes correspondant aux contreparties éventuellement déjà utilisées par le Mécène.

En cas de résiliation, le Mécène ne peut plus faire usage d'une manière directe ou indirecte du nom et de l'image de la Ville de Senlis et du projet, en liaison avec tout ou partie de celui-ci et réciproquement.

La Ville de Senlis et le Mécène devront être attentifs au respect du droit de la propriété littéraire et artistique dans le cadre des actions liées à la présente convention, notamment sur les documents de communication (reproduction de photographie, visuels, dessins, textes, etc.).

Article 6 : Durée

La présente convention est conclue pour la durée de l'objet de la présente tant pour la partie technique et administrative à compter de sa signature par les deux parties.

Article 7 : Modification - Résiliation

En cas de non-respect, par l'une des parties, de l'une des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

En cas de résiliation, les effets sont identiques au cas d'annulation du projet tel que défini à l'article 3.1 de la présente convention.

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé des parties.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec avis de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Article 8 : Recours

En cas de litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent d'une phase préliminaire de conciliation pendant une période de trente jours.

À défaut d'accord amiable dans les trente jours, les parties conviennent de soumettre tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution de la convention au tribunal compétent français.

Fait en deux exemplaires originaux,

*Pour le Mécène, le fonds de dotation
« Patrimoine de Senlis »*

Senlis, le _____

Pour la Ville de Senlis

Senlis, le _____

Thibaut ANNERON

Président du Fonds de dotation Patrimoine de Senlis



Pascale LOISELEUR

Maire de Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 3 juillet 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 27 juin 2025 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est réuni le jeudi 3 juillet 2025 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 18 - Pouvoirs : 12 - Votants : 30 - Absents : 3

Présents : Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - Mme LUDMANN - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - M. GAUDION - Mme DUBOIS - Mme DRILLON - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - M. GEOFFROY - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme PALIN SAINTE AGATHE à Mme ROBERT - M. REIGNAULT à M. GAUDUBOIS - M. CURTIL à Mme DUBOIS - Mme MAUPAS à Mme GORSE-CAILLOU - Mme GLASTRA à M. GAUDION - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à Mme LOISELEUR - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à Mme LUDMANN - Mme REYNAL à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - Mme BENOIST à M. GEOFFROY - **Absents :** M. DELACROY - M. DIEDRICH - Mme VALLER - **Secrétaire de séance :** M. GEOFFROY - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

N° 15 - Arrêt du projet de PLU

Madame le Maire expose :

VU le code de l'urbanisme et notamment des articles L.153-14, L.103-6 et R.153-3 ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 30 juin 2016 ayant prescrit la révision du document d'urbanisme et fixant les modalités de concertation ;

VU le débat sur les orientations générales du PADD ayant eu lieu lors du conseil municipal du 30 juin 2022 ;

VU le projet de révision du PLU et notamment le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durables, le règlement, les documents graphiques et les annexes ;

VU le bilan de la concertation qui s'est déroulée tout au long de la procédure de révision du PLU ;

VU les articles L621-31 et R621-92 à R622-95 du code du patrimoine relatif à la création d'un périmètre des abords ;

VU l'article R132-2 du code de l'urbanisme relatif à la création d'un périmètre des abords conjointement à la révision d'un document d'urbanisme ;

Vu la commission d'urbanisme, aménagement, et transition écologique, en date du 1^{er} juillet 2025 ;

Madame le Maire rappelle que la procédure de révision du document d'urbanisme initiée le 30 juin 2016 a abouti au dossier de projet de révision du Plan Local d'Urbanisme qui doit être à présent arrêté par le conseil municipal avant d'être transmis pour avis aux personnes publiques associées et aux communes limitrophes et soumis ultérieurement à enquête publique.

Les évolutions législatives successives, portées notamment par le Grenelle II, la loi ALUR, puis la loi Climat et Résilience, ont contraint les collectivités dotées d'un PLU dit « SRU » à renforcer les dimensions environnementale et territoriale de leur document d'urbanisme.

Le législateur a prévu que la « grenellisation » des PLU intervienne lors de leur révision. La présente mise en révision a été essentiellement motivée par cette décision réglementaire, qui impose notamment de soumettre le document d'urbanisme à une évaluation environnementale et d'intégrer des thématiques non développées précédemment telles que : les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis ; les capacités de stationnement et de mutualisation ; les orientations générales en matière d'équipements commerciaux, de communications numériques et de loisirs ou encore les performances énergétiques et environnementales des quartiers.

Cette révision a aussi permis :

- D'actualiser le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durables) ;
- De mettre à jour les annexes, servitudes et emplacements réservés ;
- De réécrire les règlements suite à la réforme du code de l'urbanisme en vigueur au 1er janvier 2016 ;
- D'enrichir le document avec les études réalisées ces dernières années ;
- ~~De permettre de rendre opérationnel les projets de compétences CCSSO ;~~
- D'insérer les dernières planches cadastrales, de numériser et géolocaliser le PLU conformément au standard de dématérialisation du Conseil National de l'Information Géographique.

Ces évolutions permettent au terme des études, d'approuver un plan local d'urbanisme qui consacrera pour Senlis l'urbanisme de projet dans sa forme réglementaire la plus aboutie.

Le document projet a fait l'objet d'une évaluation environnementale au terme des études, qui a conclu que le PLU a un impact positif sur l'environnement.

Le conseil municipal a débattu des orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) lors de sa séance du 30 juin 2022.

Madame le Maire rappelle qu'à cette occasion, ont été évoquées les grandes orientations suivantes :

1) Senlis, Ville à haute valeur patrimoniale inscrite dans la transition écologique

Cet axe vise à montrer Senlis comme une ville bénéficiant d'un environnement naturel spécifique et de grande qualité, qui est au cœur des dynamiques urbaines. Il est intimement lié à la ville, à toutes les échelles (des grands paysages du PNR Oise – Pays de France jusqu'aux jardins). Il permet également d'affirmer la transition urbaine que la Ville va opérer durant ces prochaines années, vers des projets de renouvellement urbain en s'inscrivant dans les trajectoires de désimperméabilisation des sols. Il s'agit ainsi de s'appuyer sur la valorisation des principaux éléments naturels de la ville pour favoriser les transitions (écologique, énergétique, etc.) et envisager un nouveau développement urbain, maîtrisant la consommation foncière et prenant en compte de manière ambitieuse les enjeux environnementaux du XXIème siècle, notamment le changement climatique.

2) Senlis, ville accueillante

Cet axe entend mettre en avant la politique de Senlis pour une « ville du quart d'heure » et vise à définir des orientations pour conforter la qualité de vie au quotidien. Il développe ainsi les ambitions en matière de logement pour tous les types de ménages, de commerces de proximité, de mobilités du quotidien au sein de la ville et d'équipements. La municipalité porte l'ambition d'une ville accessible pour tous.

3) Senlis, ville de l'emploi et de l'économie

Cet axe vise à mettre en avant Senlis comme une ville dynamique et solidaire, qu'il s'agit de conforter dans son rôle de ville-centre de l'agglomération et de centralité à l'échelle du département. Ceci passe par un renforcement de l'attractivité de la ville, que ce soit sur les plans économique, culturel, touristique, ou en matière d'accessibilité. Les orientations développent ainsi les ambitions de la Ville en ce qui concerne le développement économique, le renforcement des Portes de Senlis.

Madame le Maire rappelle que la présente procédure de révision du PLU a permis de retravailler le règlement écrit et le plan de zonage avec les évolutions législatives en la matière, mais que la majorité des zones ont conservé leur destination, leurs gabarits et implantations définis dans le PLU actuel.

CONSIDÉRANT que les modalités de concertation définies lors de la prescription de la révision du PLU répondant aux exigences des articles L.103-1 et suivants du code de l'urbanisme, ont bien été mises en œuvre tout au long de la procédure, avec un bilan positif, au travers de :

Information au public :

- Une page internet dédiée à la révision du PLU intégrée sur le site web de la Ville ;
- Des informations au travers d'articles parus dans le journal local « Senlis Ensemble » ;

- Exposition évolutive dans le hall de la mairie.

Contributions du public :

- Mise à disposition d'une adresse mail dédiée : plu@ville-senlis.fr depuis la prescription de la mise en révision du PLU jusqu'à l'arrêt du projet de PLU permettant de s'exprimer sur le projet ;
- Mise à disposition d'un registre papier spécifique durant toute la phase de concertation depuis la prescription de la mise en révision du PLU jusqu'à l'arrêt du projet de PLU au service Urbanisme et Aménagement de Senlis, aux jours et heures d'ouverture ;
- Possibilité pour le public de faire parvenir des observations par courrier à l'adresse postale de la mairie – Mairie de Senlis – 3 place Henri IV – 60330 SENLIS.

Temps d'échanges :

- Organisation de trois réunions publiques : diagnostic – PADD – Règlement / OAP

Dans ce cadre, 13 avis et contributions ont été reçus en mairie (via mails, courriers et annotations dans le registre de concertation), et que les réunions publiques ont permis d'accueillir environ 135 personnes, et ainsi recueillir leurs observations.

CONSIDÉRANT que les annexes ont été complétées, notamment avec l'inscription au titre des monuments historiques en 2021 de l'hôtel particulier « rue Bellon » au plan et sur la liste des servitudes d'utilité publique, l'ajout d'un projet de périmètre des abords ;

CONSIDÉRANT que ce projet est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques qui ont été associées à sa révision ainsi qu'aux communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés, qui en ont fait la demande ;

CONSIDÉRANT que le projet du périmètre des abords a été réalisé de manière itérative, et qu'il en résulte une cartographie et une notice travaillées de manière concertée avec l'Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Oise et la ville ;

CONSIDÉRANT que ce projet de périmètre des abords est prêt à être annexé au présent dossier de plan local d'urbanisme, et à être envoyé pour avis à l'Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Oise ;

L'exposé entendu, Madame le Maire a soumis au vote ce projet de délibération et le Conseil Municipal à main levée et à la majorité (7 contres : Mme DRILLON, Mme PRUVOST-BITAR, Mme AUNOS, Mme REYNAL par le pouvoir donné à Mme PRUVOST-BITAR, Mme BENOIST par le pouvoir donné à M. GEOFFROY, M. BOULANGER par le pouvoir donné à Mme AUNOS et M. GEOFFROY),

- a tiré le bilan de la concertation : aucune observation de nature à remettre en cause les orientations retenues n'ayant été relevée, le conseil municipal considère que le bilan de la concertation sera annexé à la présente délibération.
- a arrêté le projet de révision de PLU de Senlis tel qu'il est annexé à la présente délibération.
- a soumis le projet de PLU arrêté pour avis aux personnes publiques associées ainsi qu'aux communes limitrophes et établissements publics de coopération intercommunale qui ont demandé à être consultés sur ce projet.
- a dit que la présente délibération et ses annexes seront transmises aux personnes publiques associées visées aux articles L.153-16 et L153-17 du code de l'urbanisme et, notamment, à :
 - Monsieur le Préfet de l'Oise et aux services de l'État (UDAP, DDT, DREAL, ARS),
 - Monsieur le Président du Conseil Régional des Hauts de France,
 - Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Oise,
 - Monsieur le Président de la Communauté de Communes Senlis Sud Oise,
 - Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Oise,
 - Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de l'Oise,
 - Monsieur le Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Oise,
 - Monsieur le Président du Parc Naturel Régional Oise – Pays de France,
 - Monsieur le Président du Syndicat Interdépartemental du SAGE de la Nonette,

- La Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF),
- La Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) Hauts-de-France,
- Les communes limitrophes.

À défaut de réponse au plus tard trois mois après notification et réception du projet de PLU, ces avis seront réputés favorables.

- ~~De laisser le soin à Mme le Maire de soumettre le projet de PLU arrêté dans le cadre d'une enquête~~ publique organisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, comme prévu à l'article L. 153-19 du code de l'urbanisme. Au terme de l'enquête publique, le dossier définitif sera présenté au conseil municipal dans l'objectif d'approuver le PLU.
- Le dossier définitif du projet de PLU tel qu'arrêté par le conseil municipal est tenu à la disposition du public. Conformément à l'article R.153-3 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un délai d'un mois.

La présente délibération sera transmise au Préfet de l'Oise au titre du contrôle de légalité.


Le Secrétaire de Séance
Rémi GEOFFROY


Le Maire
Pascale LOISELEUR

Conseil Municipal du 3 juillet 2025
Délibération n°15 - Annexe 1

Acte exécutoire le 07/07/2025
Reçu par la Préfecture le 07/07/2025
Publié sur le Site Internet de la Ville le 07/07/2025



Plan Local d'Urbanisme de Senlis

Bilan de la concertation publique

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil municipal du

1. MODALITÉS DE LA CONCERTATION PUBLIQUE

Par délibération en date du 30 juin 2016, le Conseil municipal de Senlis à décider de mettre en révision le Plan Local d'Urbanisme communal.

Conformément à l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, les modalités de concertation publique définies par le Conseil municipal sont les suivantes :

- mise à disposition du public d'un dossier d'études au service de l'Aménagement et de l'Urbanisme accompagné d'un registre d'observations destiné à recueillir les remarques des personnes concernées,
- présentation du projet dans une information municipale dédiée (journal communal et site internet), organisation d'au moins une réunion publique,
- organisation de réunions avec les personnes publiques associées,
- installation d'une exposition de panneaux d'information dans el hall de la mairie,
- mise à disposition d'une adresse internet dédiée pour recevoir les observations.

2. TABLEAU SYNOPTIQUE DES MODALITÉS DE CONCERTATION PUBLIQUE MISES EN OEUVRE

Modalités de concertation prévues par délibération	Mise en œuvre réalisée dans le cadre de la procédure de révision du PLU
Affichage des délibérations	Les délibérations prises jusqu'à ce jour ayant trait à la révision du Plan Local d'Urbanisme de Senlis ont toutes été affichées conformément aux dispositions fixées à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme : - Affichage en mairie de Senlis pendant 1 mois ; - Mention de cet affichage en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département de l'Oise ; - Publication au recueil des actes administratifs.
Mise à disposition d'un registre de concertation publique	Dans le cadre de de la démarche de révision du PLU, un registre de concertation publique a été mis à disposition des habitants au service de l'Aménagement et de l'Urbanisme de la Mairie Senlis, 57 rue Vieille de Paris 60300 Senlis, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Un dossier papier regroupant les différentes pièces de la révision du PLU accompagne le registre de concertation.
Rédaction de publications destinées à informer les habitants	La décision du Conseil municipal de Senlis de réviser le Plan Local d'Urbanisme communal a été relayée dans le magazine municipal « Senlis, Ensemble » dans les parutions de : - Mars – avril – Mai 2021 ; - Mars – avril – Mai 2023.
Installation d'une exposition évolutive dans le hall de la Mairie	La démarche de révision du PLU de Senlis a été communiquée au public et aux habitants par une exposition publique évolutive. 8 panneaux pédagogiques et tout public ont été installés en mairie de Linas : - 1 panneau de présentation de la démarche de révision du PLU ; - 3 panneaux en phase de diagnostic présentant le diagnostic et l'état initial de l'environnement - 2 panneaux en phase Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) présentant les orientations du PADD ; - 2 panneaux en phase d'écriture réglementaire présentant les outils réglementaires mis en oeuvre.

2. TABLEAU SYNOPTIQUE DES MODALITÉS DE CONCERTATION PUBLIQUE MISES EN OEUVRE

Modalités de concertation prévues par délibération	Mise en œuvre réalisée dans le cadre de la procédure de révision du PLU
Réunions publiques	Initialement la délibération fixant les modalités de concertation prévoyait la tenue d'une réunion publique. Afin d'assurer une plus concertation en continu, trois réunions publiques ont été organisées : - 31 janvier 2023 : présentation du diagnostic, de l'état initial de l'environnement et des orientations générales du PADD ; - 5 juillet 2023 : présentation des orientations générales du PADD et de leur déclinaison en outils réglementaires ; - 26 janvier 2024 : présentation des outils réglementaires du PLU révisé Les habitants de Senlis, et plus largement toute personne intéressée par la procédure de révision du PLU, ont été informée de la tenue de la réunion par notamment par : - la diffusion et la mise en place d'affiches annonçant la tenue des réunions publiques ; - et la publication sur le site internet de la ville. Les publications précisaient la date, l'horaire et le lieu des réunions publiques.
Mentions et diffusion d'informations sur le site internet de la ville de Senlis	La décision du Conseil municipal de Senlis de réviser le Plan Local d'Urbanisme communal a été relayée sur le site internet de la ville. Une page du site internet est spécifiquement dédiée à la démarche de révision du Plan Local d'Urbanisme avec la possibilité de consulter et de télécharger les documents suivants : la délibération de prescription, le diagnostic et l'état initial de l'environnement, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), le projet de règlement graphique. Le support de présentation des réunions publiques ont été également mis en consultation et en téléchargement sur le site internet. https://www.ville-senlis.fr/en-cours-revision-du-plu/
Renseignements et mise à disposition d'une adresse mail dédié	Des renseignements sur le dossier et la procédure de révision du PLU communal pouvaient être demandés au Service de l'Aménagement et de l'Urbanisme de la ville et des observations ou questions ont pu être adressées par courrier à la mairie et par mail à une adresse dédiée : plu@ville-senlis.fr
Durée de la concertation publique	La concertation publique liée à la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme s'est déroulée tout au long de la démarche d'élaboration du projet et jusqu'à l'arrêt de projet de PLU révisé par le Conseil municipal.

Publication « Senlis Ensemble » mars / avril / mai 2021

Urbanisme

LA RÉVISION DU PLU DE SENLIS

La Ville de Senlis révisé son Plan Local d'Urbanisme (PLU) afin de se doter d'un document d'urbanisme cohérent avec les récentes évolutions.

La Ville de Senlis révisé son Plan Local d'Urbanisme (PLU). Approuvé en juin 2013, le PLU a été modifié quatre fois pour intégrer des actualisations législatives, des corrections d'erreurs mineures et la mise en œuvre de projets économiques (Parc d'activités des Portes de Senlis, Quartier Ordener) et de renouvellement urbain (Ecoquartier de la Gare et ancienne école Beauval). Une révision du PLU est plus globale car elle porte sur l'ensemble du territoire communal.

LA RÉVISION DU PLU RÉPOND À DEUX OBJECTIFS

- Intégrer des thématiques et des objectifs liés à l'évolution législative depuis 2013.
- Poursuivre la mise en œuvre des projets communaux.

LE PLU PRÉVOIT UNE CONSULTATION PUBLIQUE

La concertation avec le public est d'ores et déjà mise en place. Les modalités de la concertation sont :

- La mise à disposition du public, au service de l'Aménagement et de l'Urbanisme, d'un registre des observations destiné à recueillir les contributions du public.

- La diffusion d'une information dédiée à la révision du PLU dans le journal municipal et sur le site internet de la Ville.

- L'installation d'un parcours d'exposition « révision du PLU » dans le hall de l'Hôtel de ville.

- La mise à disposition d'une adresse internet dédiée : plu@ville-senlis.fr pour recevoir les observations

- L'animation d'au moins une réunion publique.

LE PLU EN VIGUEUR CONSULTABLE SUR LE GÉOPORTAIL DE L'URBANISME

En attendant de pouvoir consulter le futur PLU révisé, vous pouvez consulter le PLU en vigueur sur le site :

www.geoportail-urbanisme.gouv.fr

et sur le site internet de la Ville : www.ville-senlis.fr/PLU

Publication « Senlis Ensemble » mars / avril / mai 2023

grand angle

La révision du PLU se poursuit

Après deux ans d'études, la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU), initiée en 2020, a permis la réalisation du diagnostic territorial, ainsi que la mise au point du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, plus souvent évoqué sous l'acronyme PADD.



Le PADD est le document central du PLU. Il définit les grandes ambitions du projet de développement de la commune, à un horizon de 10 ans, sur des thématiques diverses comme l'habitat, la démographie, les mobilités, la préservation de l'environnement, le développement économique et touristique ou encore les équipements publics.

Il décline ces sujets à travers 3 grandes orientations :

• Orientation n°1 :

Senlis, Ville à haute valeur patrimoniale inscrite dans la transition écologique

» C'est intégrer plus d'espaces verts fonctionnels dans les nouveaux projets et préserver la richesse des espaces naturels lorsqu'ils existent déjà, notamment les milieux humides.

• Orientation n°2 :

Senlis, Ville accueillante

» C'est permettre la construction de logements neufs et la rénovation des logements anciens du centre-ville pour tous (accession et location) et créer des équipements (sportifs, culturels...) pour répondre aux besoins des habitants.

• Orientation n°3

Senlis, Ville de l'emploi et de l'économie

» C'est renforcer l'attractivité touristique, soutenir le commerce de proximité et la création d'emplois.

Le PADD a été débattu en Conseil Municipal le 30 juin 2022, puis présenté aux personnes publiques associées* en novembre 2022. Ces premiers éléments ont été présentés lors d'une réunion publique, le 31 janvier dernier, au cours de laquelle une cinquantaine de participants ont fait part de leurs observations sur des sujets aussi variés que le stationnement, les logements, la gestion des zones humides, le patrimoine contemporain, les énergies renouvelables, ou encore les équipements publics.

LA CONCERTATION AU FIL DE L'EAU

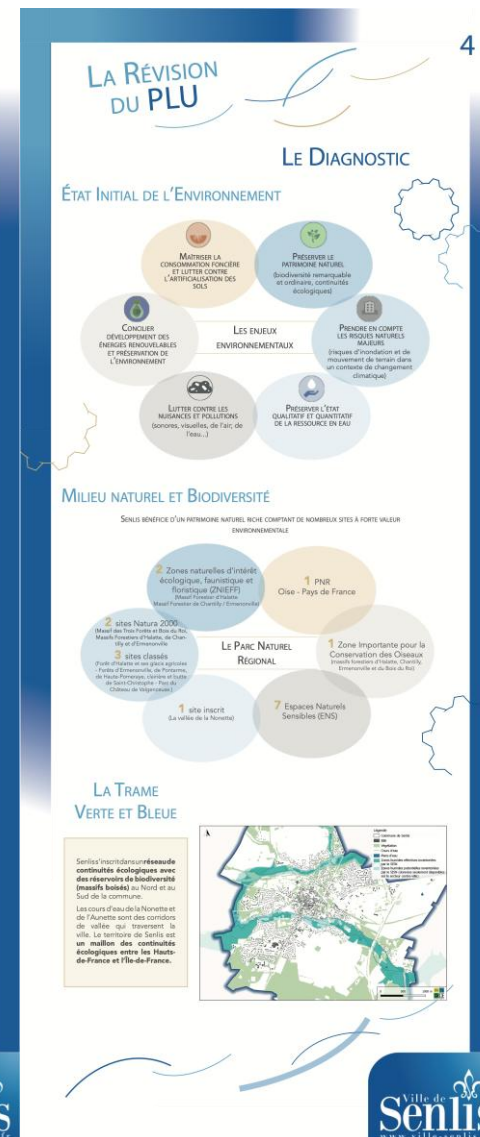
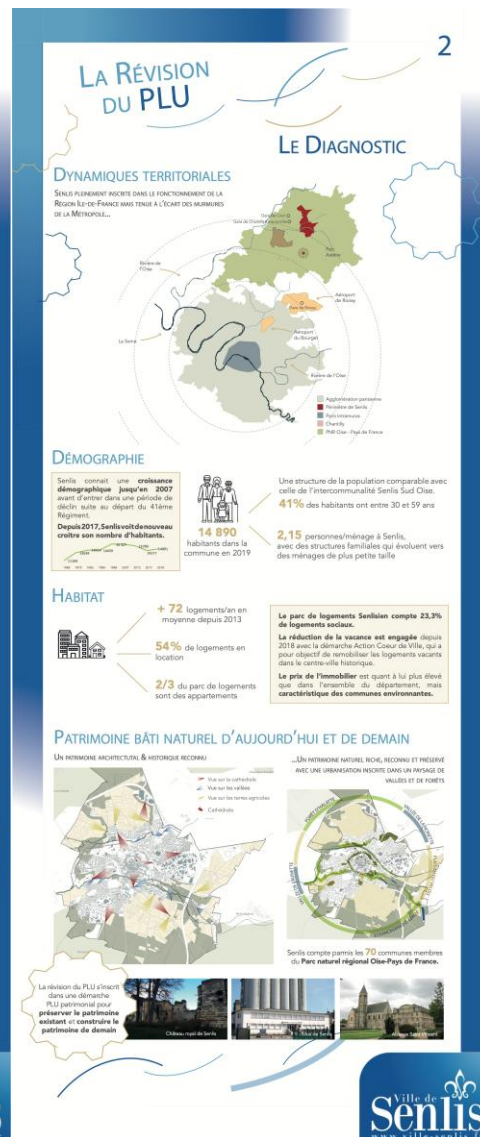
Nous rappelons que la démarche de révision du PLU prévoit que la population soit informée et concertée régulièrement au cours de la procédure grâce à :

- la mise à disposition du public d'un dossier d'études associé à un registre d'observations destiné à recueillir les contributions des habitants qui le souhaitent ;

- Le service Urbanisme vous accueille donc, sur rendez-vous, pour vous permettre la consultation des documents aux jours et horaires habituels d'ouverture du service.

» En savoir plus sur le PLU et suivre la consultation : www.ville-senlis.fr/PLU

*Les personnes publiques associées sont : les partenaires institutionnels qui contribuent, en fonction de leur compétence, à l'élaboration des documents d'urbanisme. On peut citer notamment : l'Architecte des Bâtiments de France, la chambre de commerce et de l'artisanat, la chambre d'agriculture, le Parc Naturel Régional Oise-Pays de France, le Syndicat Interdépartemental du SAGE de la Nonette (SISN), les services de l'État (DDT, DREAL...), les conseils départemental et régional, les collectivités voisines...





3. COMPTE-RENDU DE LA REUNION PUBLIQUE DU 31 JANVIER 2023

Réunion publique – Salle de l'Obélisque

Madame le Maire remercie les personnes de leur présence et ouvre cette première réunion publique qui porte sur la présentation de la démarche de révision du Plan Local d'Urbanisme. Madame le Maire précise que le centre historique – classé Site Patrimonial Remarquable – fait l'objet d'une réglementation spécifique. Le règlement du Plan Local d'Urbanisme ne concerne pas le centre-ville. Toutefois, dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme, la ville a souhaité que les orientations et les objectifs du futur PLU prennent en compte la préservation et la valorisation du centre historique.

Les modalités de concertation publique sont également rappelées : mise à disposition d'un registre papier au service Aménagement et Urbanisme de la ville, adresse mail dédiée « PLU@ville-senlis.fr ». Prochainement des panneaux d'exposition seront installés dans le hall de la Mairie et les documents de la révision du Plan Local d'Urbanisme seront mis en ligne sur le site internet de la ville.

L'ordre du jour de la réunion publique s'organisait en quatre principaux points :

- Le calendrier de la démarche de révision du PLU ;
- La présentation d'une synthèse du diagnostic et de l'état initial de l'environnement ;
- La présentation des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- Les étapes à venir.

La réunion publique a suscité des échanges sur les thématiques suivantes :

■ Stationnement - mobilités

Un temps d'échange a été consacré aux enjeux de la circulation automobile et de stationnement.

Madame le Maire rappelle que le PLU en vigueur fixe d'ores et déjà un nombre minimal de places de stationnement par logement (2 places par logement) et qu'en cas d'impossibilité technique, le règlement du PLU autorise d'acquiescer des places de stationnement dans un parc de stationnement privé.

Madame le Maire précise que la ville a aménagé plusieurs parcs de stationnement public ont été réalisés ces dernières années :

- le parking public de l'Ecoquartier va être mis en service prochainement ;
- 175 nouvelles places de stationnement ont été aménagées sur le quartier Ordener (parking Saint-Lazare) ;
- un nouveau parking a été aménagé rue Ordener / rue des Jardiniers.
- l'offre de stationnement public aux abords de l'ancienne gare va être améliorée. Les travaux vont permettre de créer environ 30 places supplémentaires.

Concernant les difficultés de circulation et de traverse de Senlis, il est mis en avant l'impact des nouvelles opérations résidentielles et notamment celle l'Ecoquartier qui génèrent une augmentation des flux automobiles et congestionnent la traversée de la ville. La tranche 2 de l'Ecoquartier de la Gare devrait amplifier les problèmes de circulation.

Madame le Maire précise que les enjeux de mobilités font l'objet d'une réflexion globale par la ville et appellent des réponses multiples et complémentaires. Par exemple :

- le renforcement de l'offre en transport collectif sur les zones d'emplois : desserte de la zone hôtelière par le TUS, et à terme le site Amazon sera également desservi par les transports urbains ;
- la société Amazon réautoriserait prochainement le covoiturage pour ses salariés. Le covoiturage avait été interdit depuis la crise sanitaire du COVID ;
- la sécurisation des mobilités douces et notamment des déplacements à vélo par l'aménagement de liaisons cyclables ;
- la réalisation de travaux de voiries qui améliorent les conditions de circulation en ville (rue Clémenceau, nouvelle sortie dans la zone d'activité économique Senlis Sud Oise...).

Madame le Maire rappelle que Senlis est un pôle d'emplois important du sud du département de l'Oise ce qui génère un nombre de flux domicile – travail important. Amazon compte 1 200 salariés en CDI et envisage la création de 200 à 300 nouveaux postes en CDI dans les prochains mois. Le quartier Ordener est un quartier à vocation mixte qui compte environ 300 emplois.

■ Patrimoine

La question du patrimoine contemporain interpelle. L'intérêt patrimonial des anciens silos est interrogé par le public.

La reconnaissance de la valeur patrimoniale de anciens silos est portée par l'Architecte des Bâtiments de France. Il s'agit de reconnaître et de préserver la valeur agricole et industrielle de ces bâtiments.

Madame le Maire reconnaît que l'intérêt patrimonial d'une construction ou d'un édifice est une notion subjective. La révision du PLU de Senlis est une occasion de s'intéresser à la valorisation et à la préservation de l'architecture contemporaine.

Il est rappelé que le coût de la démolition des silos est estimé à environ 1 million d'euros et que les silos sont désormais la propriété du promoteur de l'opération Ecoquartier.

Le projet d'Ecoquartier a été conçu en intégrant le maintien des silos.

Le socle de plateaux des silos pourrait être valorisé pour l'accueil de nouveaux usages (bureaux, équipements, commerces et services...). Une étude de programmation déterminera la valorisation future de plateaux.

Une question porte sur la possibilité d'installer des dispositifs d'énergies renouvelables individuels. Le règlement du Plan Local d'Urbanisme ne peut pas interdire leur installation mais rappelle que tout travaux sur des bâtiments existants situés dans le périmètre des monuments historiques sera soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

■ Inondations – zones humides

Les débordements et inondations sur le secteur sud-est de la rue des Jardiniers sont rappelés par des habitants. La formation des mares est largement constatée. Un dossier a été transmis en mairie pour signaler l'importance du problème et des risques liés.

Madame le Maire reconnaît que ce secteur est marqué par une exposition des biens et des personnes au risque. La révision du Plan Local d'Urbanisme est l'occasion d'une meilleure prise en compte du risque d'inondation par débordement et remontée de nappes. Le zonage réglementaire du Plan Local d'Urbanisme révisé sera revu en prenant mieux en compte ce risque.

Les événements sont également multifactorielles et la réflexion se conduit à l'échelle du bassin-versant.

Madame le Maire rappelle également que la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) est une compétence confiée aux intercommunalités depuis le 1^{er} janvier 2018. L'Entente Oise-Aisne est également partenaire pour la gestion des milieux aquatiques et la maîtrise des eaux de ruissellement.

■ Habitat – Équipements publics

Suite aux questions des habitants sur la stratégie de la politique « Habitat », Madame le Maire confirme :

- l'objectif de maintenir le taux de logements sociaux à 25%. A fin 2022 – début 2023, ce taux est de 27% ;
- l'importance de proposer une offre en logements intermédiaires qui permet de bénéficier de loyers plafonnés, inférieurs aux prix du marché, et répond aux besoins des ménages qui ne sont pas éligibles au parc social ;
- l'objectif de remobiliser les logements vacants dans le cœur historique de Senlis. Si leur remise sur le marché est particulièrement complexe, elle constitue une opportunité pour proposer une offre de logements au plus près des commerces et des services.

Madame le Maire témoigne aux personnes présentes de son engagement et de sa détermination à maintenir ouvert l'hôpital de Senlis et pour renforcer l'offre en équipements structurants. Le projet de conservatoire de musique et de danse dans l'ancien messe des officiers (quartier Ordener) le projet de complexe aquatique porté par l'intercommunalité sont une réponse aux besoins des habitants et des usagers de la ville en équipements de loisirs et culturels.

■ Calendrier de la démarche de révision du Plan Local d'Urbanisme

La démarche de révision du Plan Local d'Urbanisme entre dans une phase d'écriture réglementaire.

Le calendrier comprend des temps administratifs incompréhensibles fixés par le code de l'urbanisme. Une fois le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil municipal, il sera soumis pour avis, pendant trois mois, aux Personnes Publiques Associées (Préfet, DDT de l'Oise, Conseil Régional des Hauts de France, Parc naturel régional Oise – Pays de France).

A la suite de cette consultation des services de l'État, une enquête publique, d'une durée d'un mois minimum sera organisée.

A la fin de l'enquête publique, le Commissaire Enquêteur dispose d'un délai pour rendre son avis. A l'issue de l'enquête publique, le Conseil municipal approuvera le Plan Local d'Urbanisme révisé qui deviendra exécutoire.

4. COMPTE-RENDU DE LA REUNION PUBLIQUE DU 5 JUILLET 2023

Réunion publique – Salle de l'Obélisque

Madame le Maire remercie les personnes de leur présence et ouvre cette deuxième réunion publique qui porte sur la présentation de la mise en œuvre des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables et des premiers outils réglementaires. Madame le Maire précise qu'une troisième réunion publique sera organisée le mercredi 20 septembre 2023. L'horaire et le lieu seront annoncés ultérieurement.

Les modalités de concertation publique sont également rappelées : mise à disposition d'un registre papier au service Aménagement et Urbanisme de la ville, adresse électronique dédiée « PLU@ville-senlis.fr ». Les documents de la révision du Plan Local d'Urbanisme sont mis en ligne sur le site internet de la ville et consultables au format papier au service Aménagement et Urbanisme aux heures d'ouverture au public. Une exposition de six panneaux est installée dans le hall de la Mairie ; Deux panneaux sur le zonage et les Orientations d'Aménagement et de Programmation complèteront prochainement l'exposition.

L'ordre du jour de la réunion publique s'organisait en quatre principaux points :

- Le calendrier de la démarche de révision du PLU de 2013 ;
- La présentation des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- La mise en œuvre des orientations du PADD – les outils réglementaires ;
- Les étapes à venir.

▪ Zonage

Il est demandé de préciser l'appellation réglementaire « UCd ». La zone UCd regroupe les secteurs bâtis reconnus par une cohérence urbaine et/ou architecturale. Dans le cadre de la révision du PLU et en cohérence avec une plus grande prise en compte des patrimoines, un travail complémentaire a été réalisé par l'architecte du patrimoine pour identifier de nouveaux secteurs présentant cohérence urbaine et architecturale. Au PLU révisé, le règlement autorisera sous condition des évolutions bâties dans le respect dans la cohérence d'ensemble des secteurs classés en zone « UCd ».

▪ Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP)

OAP « Ilot Foch » :

Il est demandé de :

- faire apparaître une construction existante, avenue du Maréchal Foch, qui n'est pas reporté sur le schéma. Il est répondu par l'équipe projet du PLU que le schéma sera actualisé et que le principe de voirie à créer sera ajusté sur le plan pour ne pas impacter la construction existante.
- préciser la localisation, le devenir des bâtiments et des entrepôts existants. L'objectif de l'OAP est d'opérer à terme une opération de renouvellement urbain avec une programmation à dominante résidentielle. Les bâtiments d'activité existants n'ont pas vocation à être maintenus. Il pourrait être envisagé la possibilité d'accueillir des activités tertiaires et des services compatibles avec le caractère résidentiel. A travers cette OAP, la ville de Senlis veut maîtriser le renouvellement de l'ilot Foch.
- expliquer les modalités de circulation automobile définies dans l'OAP. Il est fixé un principe de rues aménagées en « zone de rencontre ». Le piéton et le cycliste seront donc prioritaires sur les véhicules. L'abaissement de la vitesse des véhicules à 20 km/h permettra de faire cohabiter de manière apaisée les piétons, les vélos et les voitures. Les futures voies seront à usage de desserte locale et seront aménagées pour éviter les phénomènes de « shunt » entre l'avenue du Général de Gaulle et l'avenue du Maréchal Foch. Il est demandé s'il existe un plan de circulation globale à l'échelle de la commune. Madame le Maire répond que la commune n'en dispose pas mais que chaque projet fait l'objet d'une prise en compte des enjeux de circulation et plus largement des mobilités piétonnières et cyclables.

- définir la notion « d'espace public structurant ». Il s'agit d'un espace qui structure l'espace non bâti et organise la composition bâtie, urbaine et paysagère. Il pourra prendre la forme d'une place publique, d'un jardin ou d'un square

Concernant les constructions identifiées en rouge et en noire au schéma de l'OAP, il est expliqué que cette distinction faite entre les constructions au PLU 2013 n'a pas lieu d'être. L'OAP au PLU révisé sera donc modifiée.

Madame le Maire précise qu'il n'y a pas aujourd'hui de projet de renouvellement urbain sur l'îlot Foch. L'OAP « Ilot Foch » existe déjà dans le PLU 2013. Le PLU révisé la maintient. Il ne s'agit pas d'un projet architectural mais d'une réflexion préalable qui définit de grands principes d'aménagement pour assurer une cohérence d'aménagement et une qualité globale du futur projet urbain.

■ Zonage

Il est précisé que le zonage présenté en réunion publique est un document de travail. Les grandes intentions réglementaires sont fixées mais des ajustements et des évolutions seront faites.

Zone 1AUEc « Portes de Senlis »

Il demandé la vocation et la nature des activités économiques qui seront accueillies sur la future zone 1AUEc. Madame le Maire informe que si la future zone d'urbanisation future à vocation économique s'inscrit dans le prolongement du site AMAZON, la zone d'extension n'est pas destinée à accueillir de la logistique. Il sera privilégié des activités économiques qui ne généreront pas de flux de poids-lourds trop importants.

D'une superficie de 17 hectares, la zone 1AUEc est la dernière grande zone d'extension foncière à vocation économique est identifiée au plan de la Charte du Parc naturel régional Oise – Pays de France.

La localisation est particulièrement stratégique : le long de l'autoroute A1. Toutefois, son accessibilité est complexe et génère de fortes difficultés d'accessibilité. La Communauté de communes Senlis Sud Oise mène des études pour travailler son désenclavement.

Besoins fonciers en extension

Des questions portent sur les besoins fonciers en extension / zone d'urbanisation future. L'équipe projet rappelle que la zone 1AUEc est la seule zone d'urbanisation future en extension définie au plan de zonage du PLU révisé. Il n'est pas prévu d'autres zones en extension car la Charte du PNR ne le permet pas. Les opérations futures à vocation résidentielles seront réalisées en renouvellement urbain.

■ Cadre de vie

Plusieurs contributions du public portent sur le cadre de vie.

Concernant les nuisances sonores générées par le trafic routier de l'autoroute A1, le projet de PLU ne définit pas la réalisation d'écrans acoustiques. Ce type de travaux relèvent de la société gestionnaire de l'autoroute (SANEF) et des services de l'Etat.

Il est demandé de préciser le seuil des 17 000 habitants qui avaient été présenté lors de la première réunion publique sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables. L'équipe projet informe que les 17 000 habitants ne constituent pas un objectif démographique en tant que tel mais une capacité fonctionnelle en matière d'équipements. Il est rappelé que ville de Senlis dispose d'un niveau d'équipements qui permet de répondre aux besoins d'une population de 17 000 habitants.

Le devenir du site de la piscine d'été dans le projet de PLU révisé est questionné par le public. Quels sont les projets sur ce site ? La possibilité de bâtir des constructions de 9 mètres de haut sera-t-elle toujours permise au PLU révisé ? L'équipe projet répond qu'une hauteur de 9 mètres correspond aux hauteurs de maisons existantes sur la ville. L'équipe projet rappelle également que la préservation des vues est une préoccupation partagée qui est prise en compte dans la définition des projets sur toute la commune. La valorisation des vues n'empêche pas de faire évoluer la ville ni de construire.

Il est également demandé la possibilité de protéger les alignements d'arbres existants en les identifiant au plan de zonage du PLU révisé.

Certaines parcelles étaient frappées d'alignement. Qu'en est-il au projet de PLU révisé ? Il n'existe plus de plan d'alignement au PLU de 2013. Des emplacements réservés sont définis au PLU en vigueur pour permettre l'élargissement de voies. Ces emplacements réservés seront maintenus / actualisés au PLU révisé.

La conservation des silos dans le cadre du projet de l'EcoQuartier est interrogée. Il est rappelé qu'il s'agit d'une demande de l'Architecte des Bâtiments de France et non d'une décision des élus de Senlis. En cohérence avec cette demande, l'aménagement de la tranche 2 de l'EcoQuartier a été pensé en tenant compte du maintien des silos. Leur valorisation dépend du propriétaire et la programmation de leur occupation future n'est pas arrêtée à ce jour. Les propriétaires peuvent entrer en discussion avec l'administration du patrimoine (ABF) mais sa position est connue de tous.

Concernant les zones naturelles occupées illégalement notamment face à la rue Saint-Etienne, il est demandé des précisions. Il est répondu que la ville lutte fermement contre la cabanisation par tous les moyens mis à sa disposition (procès-verbal d'infraction, préemption...). La ville confirme qu'une remise en état sous astreinte est attendue sur le secteur de la rue Saint-Etienne.

▪ **Calendrier de la démarche de révision du Plan Local d'Urbanisme**

La démarche de révision du Plan Local d'Urbanisme est en phase d'écriture réglementaire. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation seront complétées par deux nouvelles OAP thématiques (« OAP Entrées de ville » et « OAP patrimoniale »)

Le calendrier de la procédure de révision du PLU comprend des temps administratifs incompréhensibles fixés par le Code de l'urbanisme. Une fois le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil municipal, il sera soumis pour avis, pendant trois mois, aux Personnes Publiques Associées.

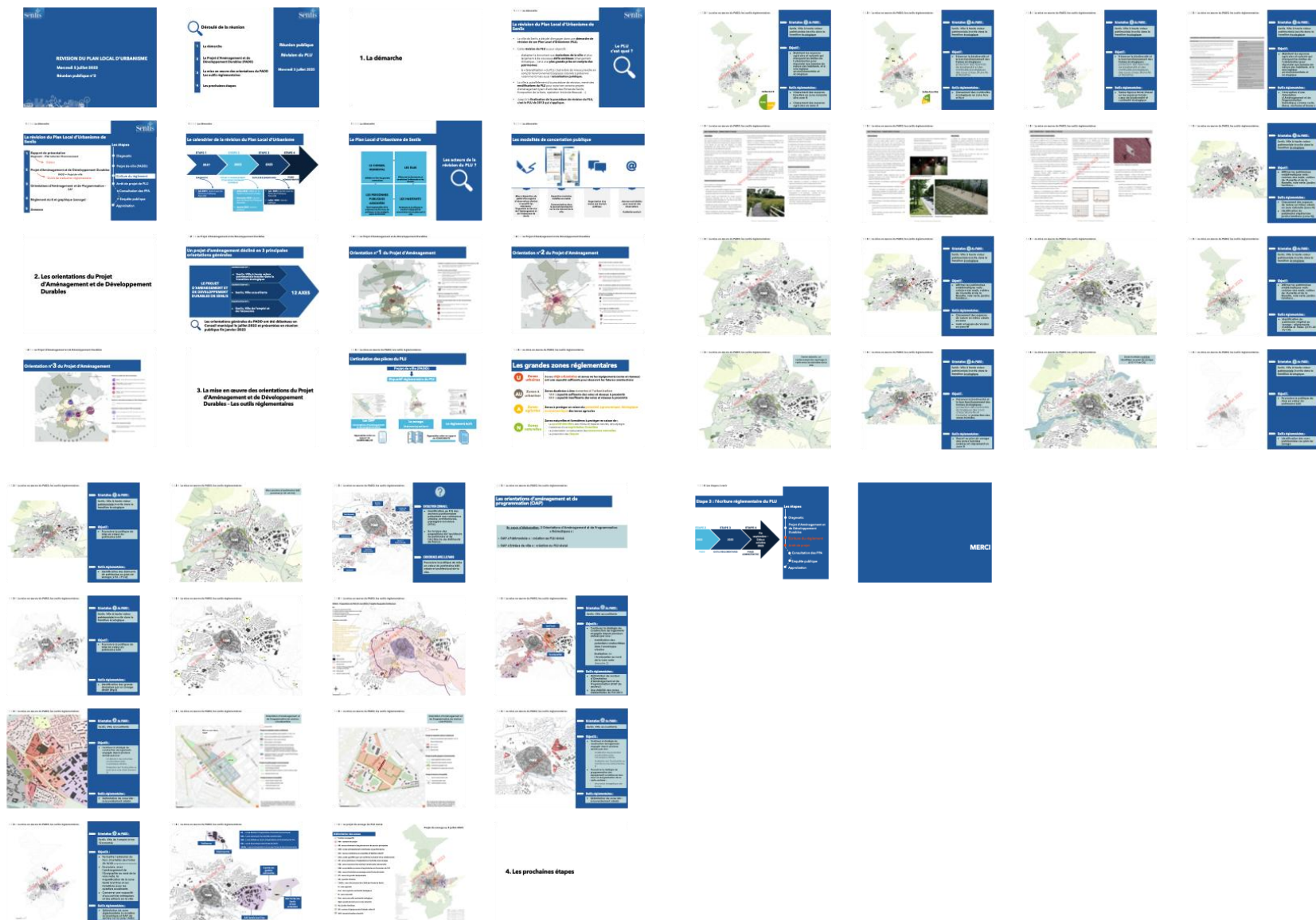
A la suite de cette consultation, une enquête publique, d'une durée d'un mois minimum sera organisée.

A la fin de l'enquête publique, le Commissaire Enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour rendre son avis. A l'issue de l'enquête publique, le Conseil municipal approuvera le Plan Local d'Urbanisme révisé qui deviendra exécutoire.

A l'issue des échanges, les modalités de concertation à venir sont présentées :

- l'affichage de nouveaux panneaux d'exposition « Outils réglementaires » dans le hall de la mairie ;
- le service urbanisme de la ville est disponible pour répondre aux questions des habitants.

Support d'animation de la réunion publique du 5 juillet 2023



4. COMPTE-RENDU DE LA REUNION PUBLIQUE DU 26 JANVIER 2024

Réunion publique – Salle du Conseil municipal

Madame le Maire remercie les personnes de leur présence et ouvre cette troisième réunion publique qui porte sur la présentation des outils réglementaires qui ont été travaillés et précisés depuis la réunion publique de juillet 2023 : les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sectorielles et thématiques, la prise en compte des zones humides avérées dans le PLU, les emplacements réservés...

Les modalités de concertation publique sont de nouveau rappelées : mise à disposition d'un registre papier au service Aménagement et Urbanisme de la ville, adresse mail dédiée « PLU@ville-senlis.fr ». Les documents de la révision du Plan Local d'Urbanisme sont mis en ligne sur le site internet de la ville et consultables au format papier au service Aménagement et Urbanisme aux heures d'ouverture au public. Une exposition, installée dans le hall de la Mairie, présente les éléments de diagnostic et de l'état initial de l'environnement, les orientations générales du PADD, le projet de règlement graphique du PLU (plan de zonage).

Madame le Maire informe les participants qu'il s'agit de la troisième réunion publique. Initialement la délibération de prescription de la révision du PLU de 2023 ne fixait qu'une seule réunion publique.

L'ordre du jour portait sur quatre principaux points :

- Le calendrier de la démarche de révision du PLU de 2013 ;
- Le rappel des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- Les outils réglementaires ;
- Les étapes à venir.

■ Orientation d'Aménagement et de Programmation thématique « Entrées de ville »

Il est fait remarquer qu'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) manque sur l'entrée de ville en venant de Mont L'Évêque. Elle pourrait compléter les cinq autres OAP « Entrées de ville » réalisées (avenues du Général de Gaulle, de Compiègne, de Creil et de Chantilly, rue du Faubourg-Saint-Martin).

Madame le Maire répond que c'est une OAP qui est prévue au regard de sa qualité, mais non réalisée aujourd'hui. Elle doit venir compléter le cahier des OAP.

■ Orientation d'Aménagement et de Programmation thématiques « Patrimoines »

Il est constaté que l'OAP patrimoniale identifie le site classé de Valgenceuse mais pas celui de l'abbaye de la Victoire située à Mont L'Évêque alors qu'elle concerne aussi une partie du territoire de Senlis. L'information sera vérifiée et le document sera complété si nécessaire.

Après renseignement, le site classé des Domaines de Mont L'Évêque, de la Victoire et de la Caprerie, d'une superficie d'environ 450 ha, a été supprimé pour être intégré dans le site classé des Forêts d'Ermenonville, de Pontarmé, de Haute-Pommeraye, clairière et butte de Saint-Christophe par décret du 28/08/1998 (source DREAL Hauts-de-France).

Afin de compléter le recensement des éléments de patrimoine identifiés au PLU au titre de l'article L.151-19 du Code de l'urbanisme, il est demandé si les habitants peuvent proposer des constructions qu'ils jugeraient d'intérêt patrimonial.

Oui, cela peut être proposé dès maintenant dans le cahier de concertation mis à disposition du public au service Aménagement et Urbanisme de la ville ou lors de l'enquête publique pour que les bâtiments soient présentés et proposés à l'Architecte des Bâtiments de France avant intégration définitive dans le PLU révisé.

Foncier et artificialisation des sols

Quelle est la traduction du Zéro Artificialisation Nette dans le projet de PLU révisé ?

Le Zéro Artificialisation Nette est à échéance 2050. Mais il y a des étapes intermédiaires pour y arriver. Une première étape, qui porte sur la période 2021-2031, est de réduire au minimum de 50% la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers par rapport à la consommation foncière des dix dernières années (2011 – 2021).

Madame le Maire précise dans un premier temps que c'est un sujet qui impacte l'ensemble des communes de la Communauté de communes Senlis Sud Oise (CCSSO). D'autres communes ont des projets, telles que Brasseuse et Barbery, qui souhaitent pouvoir aussi les développer.

Dans le cas de Senlis, une seule zone d'urbanisation future est définie au projet de PLU révisé. Il s'agit de l'extension de la zone d'activité des Portes de Senlis. Au PLU de 2013, ce secteur est classé en zone 2AU, c'est-à-dire que son urbanisation est bloquée et nécessite une évolution du document d'urbanisme pour pouvoir l'aménager. Madame le Maire précise que l'État considère que l'aménagement de ce secteur, qui est également identifié au plan de la Charte du Parc du PNR Oise – Pays de France, est déjà engagé (acquisition du foncier par un porteur de projet privé).

A ce jour, dans les réunions et les échanges avec les Personnes Publiques Associées, Madame le Maire précise que ce sont les services de l'État qui demandent le classement de la zone 2AU des Portes de Senlis en zone 1AU à vocation économique au PLU révisé pour accueillir les projets de développement économiques engagés qui répondent aux besoins du territoire.

■ Développement économique et emploi

Madame Le Maire rappelle que pour Senlis, mais aussi la CCSSO, l'enjeu est de maintenir et de développer l'emploi et d'accompagner les entreprises senlisiennes qui souhaitent rester et se développer sur la commune.

Il est fait remarquer que l'emploi ne peut pas être le seul argument. Est-ce vraiment une réalité que les entreprises présentes et en particulier la logistique créent de l'emploi ? L'État poursuit ses objectifs d'aménagement sans prendre en compte les nuisances vécues par les habitants en sortie d'autoroute. Quelle est la durabilité de ces emplois ?

Le site Amazon à Senlis, qui est une activité logistrielle (logistique et industrielle), est une réelle opportunité en matière de création d'emplois. L'installation d'Amazon a permis de créer 1500 CDI, auxquels s'ajoutent de nombreux emplois saisonniers en CDD ou des emplois intérimaires.

Madame le Maire rappelle que cette activité contribue de manière importante à la taxe foncière pour la ville de Senlis et à la fiscalité des entreprises (Cotisation Foncière des Entreprises et Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) touchée par la CCSSO. Madame le Maire poursuit en rappelant qu'il y a un besoin de maintien et de création d'emplois, d'implantation d'activités économiques sur la commune de Senlis pour éviter qu'elle ne se transforme en ville dortoir.

La zone 1AUE des Portes de Senlis est le seul foncier en extension sur Senlis défini dans le projet de PLU révisé. Madame le Maire rappelle que dans le cadre du PLU de 2013, 96 ha de foncier situés sur le plateau de Villevert, qui étaient fléchés pour de l'urbanisation, ont été rendus à l'agriculture.

Madame Le Maire dit qu'elle s'inscrit pleinement dans la politique du ZAN mais que l'intérêt de la zone économique des Portes de Senlis identifiée depuis plus de 10 ans et travaillé en ce sens par les différents acteurs doit être aussi mis en perspective avec les surfaces de projet d'aménagement rendues à l'agriculture en 2013 (reclassement de 96 ha en zone agricole au PLU), avec le positionnement de la zone le long de l'autoroute A1, de sa localisation stratégique dans le Sud de l'Oise, avec l'identification de la zone au Plan de Charte du Parc.

Il est demandé si dans la future zone économique en extension du site Amazon, la destination des constructions peut être orientée pour favoriser les activités créatrices d'emplois et de valeur ?

Madame le Maire souhaite qu'à Senlis il y ait des emplois qui répondent à tout le monde. Si on ne peut pas tout orienter dans le PLU, à ce jour il est prévu d'interdire les activités de logistique dans le projet de PLU révisé.

Monsieur GAUDUBOIS intervient pour présenter la problématique des poids-lourds sur Senlis et plus largement sur la CCSSO. Amazon est très attentif à la question des problématiques camions : réaménagement des aires de stationnement, patrouille pour les déchets et le stationnement sauvage, location d'aire de stationnement aux abords d'Amazon. Amazon met en place des solutions très coûteuses.

De son côté le Conseil Départemental est également très actif sur le sujet. Il porte actuellement un projet de régulation des flux poids-lourds à l'échelle de l'Oise.

Il est précisé que le site Amazon est responsable de 18% du trafic des poids-lourds (données sur la base des dernières études de comptage disponibles). Les zones de Barbery et les autres secteurs d'activités économiques et de logistique comptent largement dans les flux de poids-lourds qui traversent le territoire de la commune et de la CCSSO.

▪ **Habitat et besoins en logements, EcoQuartier**

Concernant la zone Senlis Sud Oise et l'Ecoquartier, il est demandé si du foncier actuellement occupé par des activités économiques sera libéré pour produire du logement.

Il est rappelé que Valfrance était dans la zone industrielle et que leur site a été reconverti en zone d'habitat. La société Valfrance est restée la commune en se relocalisant sur l'ancien site d'Office Dépôt (permettant d'éviter la création d'une friche importante sur la commune). A part le site Raboni, il n'y pas d'autres entreprises situées dans le périmètre de l'EcoQuartier. Trois entreprises ont été sorties de la ZAC pour être réintégrées dans la zone d'activités Senlis Sud Oise (la menuiserie Sicard, Percot déménagement et l'ancien comptable).

Y-a-t-il vraiment un besoin de programmer des logements sur le site de Raboni. Oui. La ville de Senlis a besoin de construire des logements pour répondre aux besoins liés à la baisse du nombre de personnes par ménage, pour confirmer et accompagner la reprise démographique suite aux départs des militaires et à la fermeture de la caserne Ordener, pour répondre aux besoins de personnes qui veulent habiter à Senlis...

Il est demandé à Madame le Maire, si des besoins de constructions d'équipements enfance et petite enfance, d'équipements scolaires sont identifiés pour les prochaines années. Pour l'instant, il n'y a pas besoin de nouvelles classes à Senlis. D'ailleurs des classes devraient fermer au cours des prochaines rentrées. Même si la courbe démographique remonte doucement, il n'y a pas de besoin nouveau en matière d'équipement scolaire.

Concernant les crèches, vingt berceaux supplémentaires ont été créés dans la nouvelle crèche de l'EcoQuartier. Un enjeu d'accueil et de garde des enfants par les assistantes maternelles est identifié. Elles sont de moins en moins nombreuses. Parallèlement la demande de garde des enfants en structure collective augmente. Une nouvelle crèche est en cours de réflexion sur Senlis, mais sans temporalité arrêté. Madame le Maire informe les participants que la CCSSO porte actuellement un projet de Maison d'Assistants Maternels (MAM).

Concernant l'EcoQuartier, quel est le devenir des silos ? Aujourd'hui, ils appartiennent au promoteur. L'entretien, la valorisation sont à la charge du promoteur et de la responsabilité du promoteur. Leur devenir est un sujet qui reste entier. Le promoteur va devoir trouver un projet et un modèle économique qui permettront de les valoriser. Madame le Maire rappelle que les Architectes des Bâtiments de France ont une approche constante sur le sujet des silos : il n'est pas question de démolition.

Concernant l'actualité des projets de logements en cours sur Senlis (Vinci...), Madame le Maire confirme qu'ils se poursuivent, même si pour certains d'entre eux leur avancement ou leur commercialisation sont ralentis. Les projets annoncés et engagés seront livrés.

Support d'animation de la réunion publique du 26 janvier 2024



Extrait de la page internet dédiée à la révision du PLU sur le site internet de la ville de Senlis



La révision du PLU de Senlis a été initiée par délibération du Conseil Municipal du 30 juin 2016.



DÉLIBÉRATION DU LANCEMENT DE RÉVISION DU PLU

format : PDF Poids : 140.34 Ko

[TÉLÉCHARGER](#)

Bien que le PLU voté en 2013 permette encore de délivrer des autorisations d'urbanisme, il a fait l'objet de 4 modifications depuis son approbation qui ont permis la mise en œuvre de projets de renouvellement urbain structurants (Quartier Ordener, EcoQuartier, Portes de Senlis, site de Beauval) et doit aujourd'hui être révisé. Les objectifs de cette procédure sont les suivants :

- « Grensiller le document d'urbanisme », c'est-à-dire avoir une meilleure prise en compte des problématiques environnementales, suite à l'entrée en vigueur de la loi ALUR (2014), notamment au sein du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
- Proposer une nouvelle écriture du règlement afin qu'il apporte des réponses aux dernières obligations réglementaires et à l'évolution des modes de vie et de construction,
- Mettre à jour les annexes, données cadastrales, servitudes et emplacements réservés.

Les études ont débuté en 2019-2020, avec la désignation du bureau d'études ATOPIA et le lancement de la première phase de l'étude : le diagnostic territorial.

Ce document de synthèse descriptif de la commune peut être actualisé tout au long de la procédure, sur la base des observations compilées des personnes publiques associées et de la population.

La seconde phase de révision du PLU est l'élaboration du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), il s'agit de la déclinaison en axes thématiques des grandes ambitions du projet de développement territorial de la commune.

Le PADD est composé de 3 orientations :

- Orientation n°1 – Senlis, Ville à haute valeur patrimoniale inscrite dans la transition écologique
- Orientation n°2 – Senlis, Ville accueillante
- Orientation n°3 – Senlis, Ville de l'emploi et de l'économie

Ce document central du PLU a été débattu en Conseil Municipal du 30 juin 2022 et présenté dans son intégralité lors d'une réunion publique le 31 janvier 2023.



PRÉSENTATION RÉUNION PUBLIQUE PLU 31-01-23

format : PDF Poids : 4.96 Mo

[TÉLÉCHARGER](#)



PRÉSENTATION RÉUNION PUBLIQUE PLU 05-07-23

format : PDF Poids : 34.87 Mo

[TÉLÉCHARGER](#)



PRÉSENTATION RÉUNION PUBLIQUE PLU 26-01-24

format : PDF Poids : 18.27 Mo

[TÉLÉCHARGER](#)

5. SITE INTERNET DE LA VILLE

La procédure de révision du PLU de Senlis a été l'occasion d'une diffusion de l'information et d'une large communication via le site internet de la ville.

L'accès internet a constitué un véritable vecteur de diffusion de la démarche engagée par la ville et de prise de connaissance du contenu de la procédure de révision du PLU.

Chaque personne pouvait consulter et télécharger au format .pdf les éléments suivants :

- Délibération de prescription
- Diagnostic ;
- Etat initial de l'environnement ;
- Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- Projet de zonage ;
- Support de présentation des réunions publiques ;
- Synthèse des grandes étapes de la procédure de révision du PLU.

6. SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS RECUEILLIES

Dans le cadre de la concertation publique relative à la révision du PLU de Senlis 13 **avis et de contributions** ont été formulés par les habitants et le public soit sur le registre de concertation soit par courrier adressé à la mairie, soit par mail.

Les contributions formulées portaient notamment :

- Le classement de terrains en zone U ou N
- La crainte d'une augmentation de la densité sur certains secteurs
- La protection totale de zones humides
- Le retrait de la protection des jardins sur certains secteurs
- Des interrogations sur les objectifs émis au travers le PADD
- Réduction d'un emplacement réservé
- Questionnement sur les modifications apportées au cours de la procédure

La commune a étudié l'ensemble des contributions et demandes au regard des orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

7. SYNTHÈSE DE LA CONCERTATION PUBLIQUE PRÉALABLE

La concertation publique relative à la révision du PLU s'est tenue de manière continue jusqu'à l'arrêt de projet du PLU par le Conseil municipal.

Les modalités de concertation préalable prévues par la commune ont toute été mises en œuvre.

Les trois réunions publiques ont été l'outil de concertation qui a connu la plus **forte mobilisation** des habitants : les trois réunions publiques ont totalisé environ 135 personnes.

Les avis ont surtout exprimé des contributions vis-à-vis :

- du stationnement et de la circulation automobile
- des zones humides et du risques inondations
- du patrimoine bâti
- du développement économique
- du cadre de vie
- de l'habitat

Le public a, à travers ces éléments, voulu faire part de sa volonté de soutenir la valorisation du cadre de vie et de la qualité de vie des habitants de Linas.

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du 3 juillet 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 27 juin 2025 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est rassemblé le 03 juillet 2025 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 18 - Pouvoirs : 12 - Votants : 30 - Absents : 3

Présents : Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - Mme LUDMANN - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - M. GAUDION - Mme DUBOIS - Mme DRILLON - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - M. GEOFFROY - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme PALIN SAINTE AGATHE à Mme ROBERT - M. REIGNAULT à M. GAUDUBOIS - M. CURTIL à Mme DUBOIS - Mme MAUPAS à Mme GORSE-CAILLOU - Mme GLASTRA à M. GAUDION - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à Mme LOISELEUR - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à Mme LUDMANN - Mme REYNAL à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - Mme BENOIST à M. GEOFFROY - **Absents :** M. DELACROY - M. DIEDRICH - Mme VALLER - **Secrétaire de séance :** M. GEOFFROY - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

N° 16 - Convention générale de maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental en agglomération

Monsieur GUÉDRAS expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1615-2, L2212-2, L2213-1 et L3221-4 ;

Vu le code de la voirie routière et notamment ses articles L.131-2 à L.131-7 ;

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique modifiée ;

Vu le règlement de voirie départementale approuvé par arrêté du Président du conseil départemental le 4 mars 2016 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 228-2, L554-1 à L 554-5 et R 554-1 à R554-38 ;

Vu la décision II-01 de la commission permanente en date du 19 novembre 2012 portant approbation de la convention type générale de maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental en agglomération ;

Vu l'article 4-1 de la convention dans le cadre de la Loi LAURE (Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie) n° 96-1236 du 30 décembre 1996, article 20, codifié au Code de l'Environnement par l'article L.228-2;

Vu l'article 4-3 de la convention ;

Vu la Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances;

Vu la présentation faite lors de la commission travaux du 20 mai 2025,

Considérant la nécessité de réaliser un plateau ralentisseur cours Boutteville sur la RD 330 permettant la traversée piétonne depuis la place du 3ème Houzards vers le square de Verdun, le ralentissement des véhicules sur cette portion de l'avenue en assurant une meilleure sécurité des piétons et vélos.

Considérant la nécessité de réaliser la continuité cyclable prévu dans le schéma cyclable de la ville entre la place du 3ème Houzard au square de Verdun ;

Madame le Maire expose au Conseil municipal que les travaux de création d'un plateau ralentisseur, cours Boutteville sur la RD 330 ont fait l'objet d'une convention générale de maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental en agglomération avec le Conseil départemental.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré et à la majorité des membres présents :

1. Conformément à l'article 4-3 de la convention, la commune :

- s'engage à respecter les règles et les normes en matière d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite prescrites par la Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

2. A l'article 4-1 de la convention dans le cadre de la Loi LAURE (Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie) n° 96-1236 du 30 décembre 1996, article 20, codifié au Code de l'Environnement par l'article L.228-2, il est demandé de mettre au point des itinéraires cyclables pourvus d'aménagements sous forme de pistes, marquages au sol ou couloirs indépendants, en fonction des besoins et contraintes de la circulation.

- décide la réalisation de l'aménagement cyclable sur ce plateau depuis la place du 3ème Houzard au square de Verdun, en passant par le cours Bouteville afin d'assurer la continuité cyclable prévue dans le schéma cyclable de la ville.

L'exposé entendu, Madame le Maire a soumis au vote ce projet de délibération et le Conseil Municipal à main levée (à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal) et à l'unanimité,

- a approuvé la convention avec le Conseil Départemental de l'Oise

- a autorisé Mme le Maire à signer tous les actes se rapportant à la mise en œuvre de la présente délibération.



Le Secrétaire de Séance
Rémi GEOFFROY



Le Maire
Pascale LOISELEUR

CONVENTION GENERALE DE MAITRISE D'OUVRAGE POUR LES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT A REALISER SUR LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL EN AGGLOMERATION

Acte exécutoire le 07/07/2025
Reçu par la Préfecture le 07/07/2025
Publié sur le Site Internet de la Ville le 07/07/2025

ENTRE D'UNE PART,

Le département de l'Oise, représenté par sa Présidente, en la personne de Madame Nadège LEFEBVRE, dûment habilitée aux termes d'une délibération du 01 juillet 2021.

ET D'AUTRE PART,

La commune de SENLIS représentée par Mme LOISELEUR Maire, dûment habilité(e) par délibération du Conseil municipal en date du ...(voir délibération du CM).....

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1615-2, L2212-2, L2213-1 et L3221- 4,

VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L.131-2 à L.131-7,

VU la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique modifiée,

VU le règlement de voirie départementale approuvé par arrêté du Président du conseil départemental le 4 mars 2016,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 228-2, L554-1 à L 554-5 et R 554-1 à R554-38,

VU la décision II-01 de la commission permanente en date du 19 novembre 2012 portant approbation de la convention type générale de maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental en agglomération,

CONSIDERANT la volonté de clarifier les rôles et les responsabilités du département et de la commune lorsque des travaux sont entrepris sur le domaine public routier départemental en agglomération, ainsi que sur ses dépendances.

CONSIDERANT que l'attribution, par dérogation, du fonds de compensation pour la T.V.A. aux communes et leurs groupements maîtres d'ouvrage de travaux d'investissement, notamment d'aménagement de sécurité et de bordures-trottoirs-canalisation, réalisés dans ce cadre, est subordonnée à la passation d'une convention entre la collectivité maître d'ouvrage et le département propriétaire.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

TITRE 1^{ER} – ECONOMIE GENERALE DE LA CONVENTION

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de préciser les équipements à réaliser, le programme des travaux et les engagements financiers des parties conformément à l'article L1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En vertu des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, les compétences de maîtrise d'ouvrage des travaux d'investissement intéressant les routes départementales en agglomération, et les responsabilités qui en découlent, échoient partiellement tant au département qu'à la commune.

Par ailleurs, elle vise à régler les dispositions particulières d'occupation du domaine public départemental, pour les travaux définis à l'article 6, réalisés par la commune.

ARTICLE 2 – PRISE D'EFFET ET DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa notification aux parties, après signature par celles-ci et réception par le contrôle de légalité.

Elle prendra fin à la suppression de l'équipement ou à l'issue de toute modification substantielle ce qui dans ce dernier cas donnera lieu à l'établissement d'une nouvelle convention.

ARTICLE 3 – MODIFICATION – RESILIATION – LITIGES

La présente convention pourra être modifiée par avenant signé par les deux parties lorsque les évolutions juridiques ou réglementaires conduiraient à en contredire les dispositions.

Chacune des parties pourra demander la résiliation de la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie. La résiliation ne prendra effet que trois mois après réception de cette lettre.

En cas de non-respect des obligations contractuelles qui incombent à la commune, le département pourra résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception après une mise en demeure restée infructueuse pendant un mois et demander soit des adaptations soit une remise en l'état initial de la voie.

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention et non susceptibles d'un accord amiable, seront portés devant le Tribunal Administratif d'AMIENS.

TITRE II – CONDITIONS GENERALES DE LA MAITRISE D'OUVRAGE DES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT

ARTICLE 4 – MAITRISE D'OUVRAGE

4-1 – GENERALITES

Conformément à l'article 2 de la loi n° 85-704 relative à la maîtrise d'ouvrage publique, « le maître d'ouvrage est la personne morale pour laquelle l'ouvrage est construit. Responsable principal de l'ouvrage, il remplit une fonction d'intérêt général dont il ne peut se démettre ».

En application des articles L554-1 à L 554-5 et R 554-1 à R554-38 du code de l'environnement, le maître d'ouvrage consulte, directement ou via un prestataire dûment conventionné à cette fin, le guichet unique de l'institut national de l'environnement industriel et des risques au stade de l'élaboration du projet. Ainsi, avant réalisation de travaux pouvant nuire à l'intégrité des réseaux enterrés, le maître d'ouvrage se doit d'adresser aux exploitants des réseaux concernés une déclaration de travaux (DT). En réponse sous 9 jours et au plus tard sous 15 jours en cas de non dématérialisation, l'exploitant du réseau renvoie un récépissé.

Le maître d'ouvrage annexe le récépissé dans le dossier de consultation des entreprises. Si les travaux ne font pas l'objet d'un marché signé ou d'une commande dans les trois mois suivants la consultation du guichet unique, le maître d'ouvrage « *renouvelle sa déclaration sauf si le marché de travaux prévoit des mesures techniques et financières permettant de prendre en compte d'éventuels ouvrages supplémentaires ou modifications d'ouvrages, et si les éléments nouveaux dont le responsable de projet a connaissance ne remettent pas en cause le projet* » (article R. 554-22 V du code de l'environnement).

Le maître d'ouvrage peut être amené également à procéder à des investigations complémentaires, par un prestataire certifié, si l'incertitude sur la localisation de l'ouvrage est inférieure ou égale à 1,50m et à faire des visites sur site avec l'exploitant.

Enfin, le maître d'ouvrage procède ou fait procéder sous sa responsabilité et à ses frais à un marquage ou à un piquetage permettant pendant toute la durée du chantier, de signaler le tracé de l'ouvrage.

En application de l'article L 228-2 du code de l'environnement, « à l'occasion des réalisations ou des rénovations des voies urbaines, doivent être mis au point des itinéraires cyclables pourvus d'aménagements sous forme de pistes, marquages au sol ou couloirs indépendants, en fonction des besoins et contraintes de la circulation.

L'aménagement de ces itinéraires cyclables doit tenir compte des orientations du plan de déplacements urbains, lorsqu'il existe ».

La réalisation ou la non réalisation de l'aménagement cyclable fera l'objet d'une décision motivée du conseil municipal.

La décision est annexée à la présente convention.

4-2 – MAITRISE D'OUVRAGE DU DEPARTEMENT

La Présidente du conseil départemental gère le domaine public routier du département.

En tant que de besoin, le département procède ou fait procéder à l'expertise de la chaussée et programme si nécessaire les travaux de rénovation et l'entretien de la voirie.

Le département est maître d'ouvrage des travaux ainsi programmés.

En cas de réalisation de travaux communaux et si l'état de dégradation de la voirie le nécessite, la refonte de la couche de roulement ne sera engagée par le département qu'après un délai de 6 mois suivant la réalisation des travaux communaux pour permettre le tassement des matériaux mis en place précédemment et éviter ainsi la remontée de fissures dans la couche supérieure.

4-3 – MAITRISE D'OUVRAGE DE LA COMMUNE

A l'intérieur de l'agglomération, la commune assure la maîtrise d'ouvrage sur le domaine public routier départemental de tous travaux autres que ceux qui relèvent de la compétence du département en application de l'article 4-2 supra.

A ce titre, elle fait son affaire des procédures administratives préalables à la réalisation des travaux.

Durant les travaux et jusqu'à la remise en service de la route, la commune doit s'assurer en permanence de l'état de la chaussée et de sa capacité à permettre une circulation des piétons, des deux roues et des véhicules dans de bonnes conditions de sécurité.

Les caractéristiques techniques des aménagements seront conformes aux règles de l'Art et notamment aux normes, circulaires et recommandations existantes au moment de la réalisation des travaux.

Tous travaux non conformes devront faire l'objet de reprise en conformité aux frais de la commune.

Par ailleurs, si la Commune fait le choix de mettre en œuvre des aménagements non compatibles avec les interventions en viabilité hivernale, elle devra assurer à ses frais le salage et le déneigement de la voie en agglomération (notamment les aménagements de type coussin berlinois).

De plus, le projet de la commune devra respecter les règles et normes en matière d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite et notamment la loi 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, et ses décrets d'application.

La commune devra s'assurer de l'état de la chaussée et de sa capacité à permettre une circulation des piétons et des véhicules dans de bonnes conditions de sécurité avant sa remise en service à l'issue des travaux dont elle assure la maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE

Le département sera seul responsable de tous les dommages causés aux biens et aux personnes du fait du mauvais état de la chaussée, exceptés en cas de non-respect par la commune des obligations conclues dans le cadre de la présente convention ou en l'absence d'une signalisation adaptée.

De même, la commune sera seule responsable de tous les dommages causés aux biens et aux personnes du fait du mauvais état d'un équipement ou aménagement relevant de la maîtrise d'ouvrage communale.

La commune est informée que, le cas échéant, sa responsabilité pourra être recherchée par la voie de l'appel en garantie ou de l'action récursoire au cas où le gestionnaire de la voie se verrait cité devant la juridiction par un usager ou un tiers-riverain du domaine public du fait du non-respect par la commune des obligations découlant de la présente convention ou encore dans le cadre de l'exécution des travaux d'entretien prévus par la présente convention.

TITRE III – DISPOSITIONS PARTICULIERES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL

ARTICLE 6 – DEFINITION ET CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES TRAVAUX

La commune de SENLIS s'engage à réaliser sur la route départementale n° 330, au PR 2 + 415 à l'intérieur de l'agglomération, les équipements suivants :

Création d'un plateau ralentisseur d'une longueur de 22.70 mètres avec rampants, et de 7.05 mètres de largeur en fil d'eau.

Les rampants auront une pente à 7 %, en raison du passage de plus de 10 transports en commun par jour et par sens.

Selon les caractéristiques ci-après énumérées :

- Mise en place d'enrobés porphyres noirs 0/10 sur une épaisseur moyenne de 10 cm.
- Mise en place de deux avaloirs de réception des eaux pluviales côté carrefour du Cerf juste avant le futur plateau.
- La mise en place de la signalisation réglementaire verticale et horizontale, avec les panneaux A2b, B14(30), C20a et C27 de chaque côté du plateau.
- La mise en place des logos « vélos et piétons » sur le plateau afin d'assurer la continuité du schéma cyclable de la ville de Senlis.

(cf. plan(s) ci-joint(s))

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX

1 - Le département de l'Oise autorise la commune de SENLIS à réaliser les travaux susvisés sur le domaine public départemental.

Conformément à l'article 4.3 de la présente convention, la commune de SENLIS assurera la maîtrise d'ouvrage desdits travaux.

2 - Pendant les travaux, la signalisation temporaire sera conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière – livre I – Huitième Partie « Signalisation Temporaire », approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992.

3 - La commune de SENLIS informera le département de l'Oise, au moins 15 jours à l'avance, de la date d'ouverture du chantier et de l'achèvement des travaux. Pendant sa réalisation, le maire sera entièrement responsable des dommages pouvant intervenir de ce fait.

4 - Le département de l'Oise, ou son représentant, se réserve le droit d'effectuer des contrôles sur la fourniture des matériaux, sur la mise en œuvre de ceux-ci pendant le déroulement du chantier, ainsi que sur la géométrie des ouvrages construits.

5 - A l'issue de ceux-ci, le département sera invité aux opérations préalables à la réception.

6 - Dans le cadre des garanties contractuelles (article 44 du C.C.A.G. applicable aux marchés publics de travaux), et en cas de malfaçon, la commune de SENLIS restera engagée et fera son affaire des poursuites envers les entreprises concernées.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS APPORTEES AUX AMENAGEMENTS ET AUX EQUIPEMENTS

Les modifications éventuelles envisagées par la commune devront être compatibles avec les objectifs de sécurité des différentes catégories d'usagers de la route. En conséquence, elles devront être soumises au préalable à l'avis de Madame la Présidente du Conseil départemental.

Le département quant à lui pourra modifier à son initiative les aménagements réalisés dès lors que l'aménagement, la conservation du domaine public et l'intérêt des usagers le justifieront sans que la commune ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 9 – PLAN DE RECOLEMENT

A la fin des travaux et dans un délai de 3 mois (en application de l'article 56 du règlement de la voirie départementale), la commune remet obligatoirement au gestionnaire de la voie un plan de récolement des aménagements réalisés, sous format papier et informatique (type .dwg ou .dxf), accompagné du procès-verbal de réception des travaux. Passé ce délai, les travaux seront réputés conformes au projet validé par l'accord technique du gestionnaire de la voie.

Le dossier de récolement comprendra un plan ainsi que les notices des matériaux mis en œuvre et le résultat des contrôles effectués.

Le plan mentionnera la position des travaux dans la commune ainsi que celle des aménagements effectués. Dans le cas de tranchées réalisées, il sera précisé leurs dimensions, leur mode d'ouverture et de comblement ainsi que la nature des matériaux utilisés et leur épaisseur.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La commune de SENLIS assurera le financement des ouvrages précédemment cités.

Le montant prévisionnel des travaux est égal à **62 689.57 € euros TTC** indépendamment des subventions qu'elle pourrait obtenir par ailleurs.

Elle assurera à ses frais l'entretien à titre permanent des aménagements ainsi que des différents équipements routiers correspondants.

Elle assurera également leur viabilité hivernale en cas de mauvais fonctionnement des engins de déneigement dû à leur configuration.

Si un mauvais entretien venait à être constaté et risquait de causer un dommage à l'utilisateur, la Présidente du Conseil départemental s'autorise, après mise en demeure, à se substituer au maire et à pourvoir d'urgence au défaut d'entretien aux frais et risques de ce dernier.

En cas d'extrême urgence, si un mauvais entretien principalement sur la chaussée, venait à être constaté, et risquerait de causer un dommage à l'utilisateur, la Présidente du Conseil départemental s'autorise, avant mise en demeure, à se substituer au maire, et à pourvoir d'urgence au défaut d'entretien aux frais et risques de ce dernier.

ARTICLE 11 – FCTVA

La présente convention établie en deux exemplaires originaux et conformément à l'article L.1615-2 du code général des collectivités territoriales, permet de conférer aux dépenses ainsi réalisées sur le domaine public routier départemental le caractère de dépenses éligibles au FCTVA dès lors que les critères ci-après énumérés sont satisfaits :

- avoir été réalisées par une **personne bénéficiaire du FCTVA** et **compétente en matière de voirie**,
- se rapporter à des **travaux d'équipement**, à l'exclusion des dépenses de fonctionnement,
- avoir été réalisées **sur le domaine public routier du département**,
- avoir été impérativement **précédées de la signature de la présente convention** entre le département, propriétaire de la voirie, et la commune (ou le groupement) qui prend en charge et réalise les travaux d'investissement, précisant :
 - le lieu,
 - les équipements à réaliser,
 - le programme technique des travaux,
 - les engagements financiers des parties.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à BEAUVAIS, le

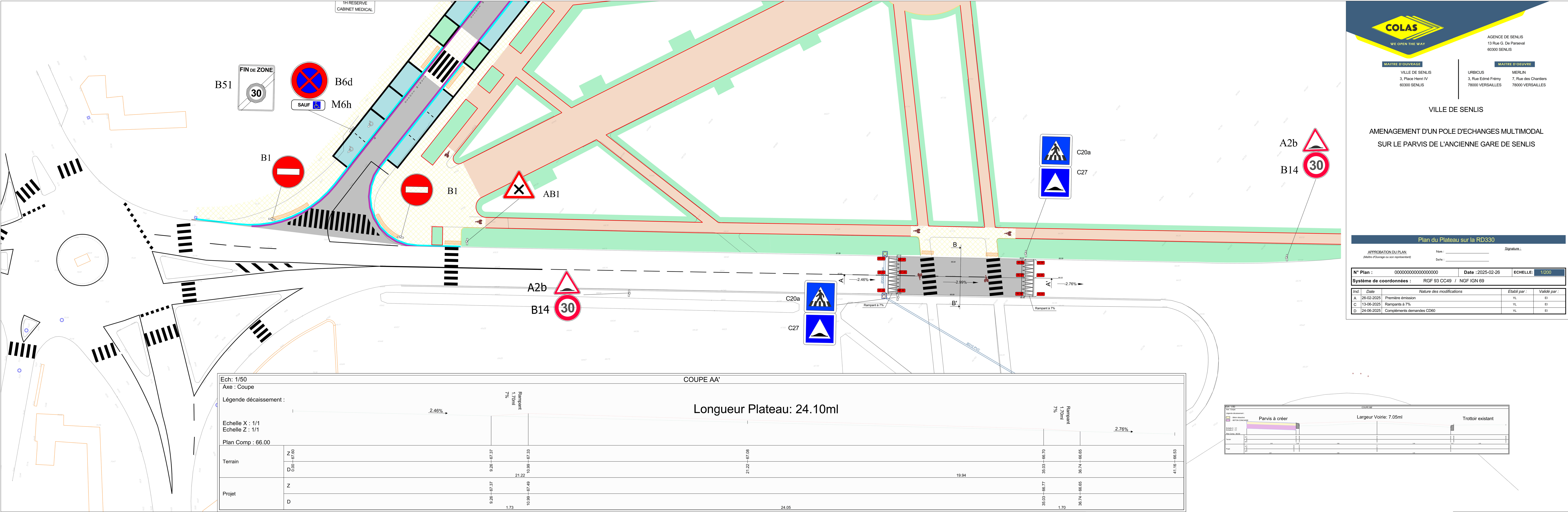
Fait à SENLIS le

Pour le département

Pour la commune de SENLIS

Nadège LEFEBVRE
Présidente du Conseil départemental

.....
Maire de





AGENCE DE SENLIS
13 Rue G. De Parisval
60300 SENLIS

MAIRIE D'ORANGE
VILLE DE SENLIS
3, Place Henri IV
60300 SENLIS

MAIRIE DE SEQUEUR
URBICUS
3, Rue Edmé Fridry
78000 VERSAILLES

MERLIN
7, Rue des Chaliers
78000 VERSAILLES

VILLE DE SENLIS

AMENAGEMENT D'UN POLE D'ECHANGES MULTIMODAL
SUR LE PARVIS DE L'ANCIENNE GARE DE SENLIS

Plan du Plateau sur la RD330

APPROBATION DU PLAN
(Maître d'ouvrage ou son représentant)

N° Plan : 00000000000000000000 Date : 2025-02-26 ECHELLE : 1/200

Système de coordonnées : RGF 93 CC49 / NGF IGN 69

N°	Date	Nature des modifications	Établi par :	Valeurs par :
A	26-02-2025	Première émission	Y.S.	EI
C	13-06-2025	Rampants à 7%	Y.S.	EI
D	24-06-2025	Compléments demandes C060	Y.S.	EI

Conseil Municipal du 3 juillet 2025
Délibération n°16 - Annexe 2

Acte exécutoire le 07/07/2025
Reçu par la Préfecture le 07/07/2025
Publié sur le Site Internet de la Ville le 07/07/2025

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 3 juillet 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 27 juin 2025 par Madame LOISELEUR, Maire, s'est rassemblé le jeudi 3 juillet 2025 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 18 - Pouvoirs : 12 - Votants : 30 - Absents : 3

Présents : Mme LOISELEUR - Mme ROBERT - M. GAUDUBOIS - Mme SIBILLE - M. GUÉDRAS - Mme LUDMANN - M. NGUYEN PHUOC VONG - Mme MIFSUD - M. LECOMTE - Mme BALOSSIER - Mme GORSE CAILLOU - M. LEFEVRE - M. GAUDION - Mme DUBOIS - Mme DRILLON - Mme PRUVOST-BITAR - Mme AUNOS - M. GEOFFROY - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** Mme PALIN SAINTE AGATHE à Mme ROBERT - M. REIGNAULT à M. GAUDUBOIS - M. CURTIL à Mme DUBOIS - Mme MAUPAS à Mme GORSE-CAILLOU - Mme GLASTRA à M. GAUDION - Mme BOUTEMY à Mme SIBILLE - Mme LEPITRE à Mme LOISELEUR - Mme AIT M BARK à Mme LOISELEUR - M. CHAPUIS à Mme LUDMANN - Mme REYNAL à Mme PRUVOST-BITAR - M. BOULANGER à Mme AUNOS - Mme BENOIST à M. GEOFFROY - **Absents :** M. DELACROY - M. DIEDRICH - Mme VALLER - **Secrétaire de séance :** M. GEOFFROY - **Présidence de séance :** Mme LOISELEUR, Maire.

N° 17 - Subvention de projet 1 000 ans de l'hôpital de Senlis

Madame GORSE-CAILLOU expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la Commission des Finances en date du 24 juin 2025,

Considérant la demande présentée par le GHPSO pour la commémoration des 1000 ans de l'hôpital de Senlis prévue en septembre 2025 avec un budget total de 103 159 € couvert par des aides et mécénats pour 78 500 €,

Considérant l'intérêt public local de la valorisation historique et culturel de l'hôpital, du personnel hospitalier, la mise en lumière les différents métiers, le renforcement par cet événement des liens de la population avec l'hôpital, de l'implication les partenaires de Senlis et des parties prenantes locales, de la valorisation des collaborateurs du GHPSO, de la célébration de cet anniversaire historique à travers des animations accessibles à un large public.

L'exposé entendu, **Madame le Maire a soumis au vote ce projet de délibération et le Conseil Municipal à main levée (à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal) et à l'unanimité,**

- a approuvé le versement d'une subvention au vu du projet d'intérêt public local culturel et historique des 1 000 ans d'existence du site de Senlis de 10 000 € à l'établissement public Groupe Hospitalier Public du Sud de l'Oise. Le versement s'effectuera au vu du bilan financier de l'action,
- a inscrit la dépense au chapitre 65 du budget primitif de la ville,
- a autorisé Madame le Maire à signer tout document y afférant.

Le Secrétaire de Séance
Rémi GEOFFROY



Le Maire
Pascal LOISELEUR

100 ans
Hôpital de Senlis

Explorez l'histoire de l'hôpital

Hôpital de Senlis

Le site de Senlis, membre du Groupe Hospitalier Public du Sud de l'Oise (GHPSO), célèbre ses 1000 ans d'existence en 2025. Le site, riche d'une histoire traversant des époques marquantes (épidémies, avancées médicales, évolutions sociales), propose de profiter des Journées Européennes du Patrimoine pour organiser un événement mémorable.

Objectifs

- Valoriser l'héritage historique et culturel de l'hôpital,
- Valoriser le personnel hospitalier et mettre en lumière les différents métiers,
- Renforcer le lien de la population avec l'hôpital,
- Impliquer les partenaires de Senlis et les parties prenantes locales,
- Valoriser les collaborateurs du GHPSO,
- Célébrer et pérenniser cet anniversaire historique à travers des animations accessibles à un large public.



100 Programme de la demi-journée

du **vendredi 19 septembre 2025**

Accueil

Mise en scène vivante
et immersive

Hall principal

09h30
10h00

10h00
11h00

Exposition photographique
« D'hier à aujourd'hui »

Hall principal

Inauguration
du robot chirurgical - démonstration

Bloc opératoire

Discours officiels

Temps de Conférences

Regards croisés sur l'évolution hospitalière
et les enjeux de demain

Hall principal - Terrasse extérieure

11h30
12h30

12h30
13h30

Buffet déjeunatoire

** Sur réservation
Ancienne ferme*

Clôture

Garde Républicaine

Hommage musical

Cocktail de clôture

13h30
14h30



** inscription obligatoire*

Visites du site de Senlis
Anecdotes historiques

11h00 et 13h30
Durée : 30 mn

1000 Exposition historique

Nous avons le plaisir de vous inviter à découvrir l'exposition « 1000 ans d'histoire », retraçant l'évolution de l'hôpital à travers une collection unique de photographies historiques, d'anciens vêtements professionnels et d'objets médicaux ayant marqué les siècles.

Un focus particulier sera mis sur le rôle essentiel de l'hôpital lors des grandes épidémies. L'exposition sera enrichie par une représentation théâtrale immersive, mettant en scène des périodes-clés de cette riche histoire.





Participez à une visite guidée du site de Senlis, incluant des sites historiques tels que le bâtiment administratif et la Chapelle.

Des historiens partageront avec vous l'évolution de la médecine à Senlis et dans la région, offrant un éclairage unique sur le passé. Le parcours sera enrichi de portraits installés sur le site de Senlis, et vous aurez l'occasion d'échanger avec les médecins hospitaliers lors de moments de rencontre et de témoignages.



1000 Documentaire photographique



A l'occasion de la célébration de ses 1000 ans, le GHPSO invite un artiste photographe à se plonger pendant un an dans les coulisses de l'hôpital à la rencontre de celles et ceux qui font battre son cœur et vivre son héritage au service de la santé depuis un millénaire.

Une exposition sera présentée au sein de l'hôpital, mais également dans la ville de Senlis.

Un livre souvenir de cette immersion sera présenté par le photographe et distribué aux partenaires.



100

Conférence sur l'histoire de Senlis et de l'hôpital

Assistez à une conférence animée par des historiens locaux, explorant l'histoire de la ville de Senlis et son lien étroit avec l'hôpital, ainsi que le rôle de ce dernier lors des grandes épidémies.

Les échanges porteront également sur les soins prodigués à travers les âges. La conférence se clôturera par un regard tourné vers l'avenir de la médecine et les principales innovations actuelles et à venir.



1000

Œuvre d'art et distribution des médailles

La journée se conclura par l'écoute de la musique de la Garde républicaine suivie du dévoilement d'une œuvre d'art, d'une statue ainsi que d'une plaque commémorative en hommage aux 1000 ans de l'hôpital de Senlis.

À cette occasion, des médailles en bronze commémoratives seront remises aux participants, symbolisant cet événement historique et l'engagement de l'hôpital à travers les siècles.

Face



Profil



Revers



100

Nos partenaires



Nous vous remercions

